

2018



REMY COINTREAU

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE
INCLUANT LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL
2017 / 2018

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT	2
PROFIL DU GROUPE	4
VISION STRATÉGIQUE	8
GOUVERNANCE	9
PERFORMANCES	10

1 PRÉSENTATION DU GROUPE 13

1.1 Chiffres clés	14
1.2 Historique	15
1.3 Organigramme simplifié	18
1.4 Activités du groupe	17
1.5 Opérations avec des apparentés et contrats importants	20
1.6 Facteurs de risques et politique d'assurance ^{RFA}	23

2 RESPONSABILITÉ SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE ET SOCIÉTALE (RSE) 31

2.1 Politique et engagements du groupe	32
2.2 Informations sociales	33
2.3 Informations environnementales ^{RFA}	39
2.4 Informations sociétales	55
2.5 Tableau d'indicateurs environnementaux par site	59
2.6 Objectifs chiffrés 2020	63
2.7 Note méthodologique pour le reporting des Indicateurs sociaux et environnementaux	64
2.8 Tables de concordance	67
2.9 Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les Informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion	71

3 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ^{RFA} 75

3.1 Cadre de mise en œuvre des principes du Gouvernement d'entreprise	76
3.2 Composition du conseil d'administration	78
3.3 Direction générale et comité exécutif	96
3.4 Informations complémentaires sur les membres du conseil d'administration et la directrice générale	98
3.5 Rémunérations	99
3.6 Procédures de gestion des risques et de contrôle interne	118
3.7 Éthique et compliance	124
3.8 Modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale	128

4 COMMENTAIRES SUR LES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 129

4.1 Analyse de l'activité et des résultats consolidés ^{RFA}	130
4.2 Situation financière et trésorerie	135
4.3 Résultats de la société mère	138
4.4 Événements récents et perspectives	139

5 COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE RÉMY COINTREAU AU 31 MARS 2018 ^{RFA} 141

5.1 Compte de résultat consolidé	142
5.2 État consolidé du résultat global	143
5.3 État consolidé de la situation financière	144
5.4 Variation des capitaux propres consolidés	145
5.5 Tableau des flux de trésorerie consolidée	148
5.6 Notes aux états financiers consolidés	147
5.7 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	190

6 COMPTES DE LA SOCIÉTÉ AU 31 MARS 2018 ^{RFA} 195

6.1 Bilan de la société	198
6.2 Compte de résultat de la société	197
6.3 Tableau de financement de la société	198
6.4 Résultats financiers des 5 derniers exercices	199
6.5 Annexe aux comptes de la société	200
6.6 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	210

7 INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET LE CAPITAL 213

7.1 Renseignements de caractère général concernant la société	214
7.2 Statuts	214
7.3 Renseignements de caractère général concernant le capital	216
7.4 Actionariat et Informations boursières	224
7.5 Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique ^{RFA}	230

8 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE 24 JUILLET 2018 231

8.1 Exposé des motifs et projets de résolutions	232
8.2 Résolutions assemblée générale 2018	246
8.3 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	262

9 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES 267

9.1 Documents accessibles au public	268
9.2 Informations incluses par référence	268
9.3 Déclaration du responsable du document de référence et du rapport financier annuel ^{RFA}	268
9.4 Responsables du contrôle des comptes et honoraires	269
9.5 Tables de concordance	270



RÉMY COINTREAU



DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2017/2018

ET RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Il existe, à travers le monde, des clients à la recherche d'expériences exceptionnelles, des clients pour qui la diversité des terroirs rime avec la variété des saveurs. Leur exigence est à la mesure de nos savoir-faire, ces savoir-faire dont nous assurons la transmission, de génération en génération. Le temps que ces clients consacrent à la dégustation de nos produits est un hommage à tous ceux qui se sont mobilisés pour les élaborer.

C'est pour ces femmes et ces hommes que Rémy Cointreau, groupe familial français, protège ses terroirs, cultive l'exception de spiritueux multi-centenaires et s'engage à en préserver l'éternelle modernité.


Le portefeuille du groupe compte 12 marques singulières, parmi lesquelles les cognacs Rémy Martin & Louis XIII et la liqueur Cointreau.

Rémy Cointreau n'a qu'une ambition : devenir le leader mondial des spiritueux d'exception, et s'appuie pour cela sur l'engagement et la créativité de ses 1800 collaborateurs et sur ses filiales de distribution implantées dans les marchés stratégiques du groupe.

Rémy Cointreau est coté sur Euronext Paris.



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 juin 2018, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.



Dans la continuité de nos prédécesseurs, les hommes et les femmes de Rémy Cointreau, qu'ils soient à Cognac, Angers, Islay, Athènes ou à La Barbade, sont plus que jamais attentifs à la qualité et la spécificité de nos spiritueux. Chacune de nos maisons poursuit aujourd'hui la conquête, sur tous les continents, de clients passionnés et exigeants.

M E S S A G E D U P R É S I D E N T

— M A R C H É R I A R D
D U B R E U I L

Nos marques sont à la fois ancrées dans leurs terroirs, formidablement contemporaines et vouées à être mondialement reconnues. Leur réussite est profondément liée aux savoir-faire de celles et ceux qui se sont succédés, depuis parfois plus de 300 ans, afin d'en élaborer les caractéristiques particulières.

Cette réussite se niche parfois dans une odeur, un arôme, un goût, dans la mémoire d'amateurs qui en reconnaissent la singularité et en transmettent le plaisir. Un peu partout dans le monde, on expérimente de nouveaux modes de dégustation de nos produits, contribuant ainsi à perpétuer le désir de spiritueux d'exception.

Président de Rémy Cointreau depuis octobre 2017, cet héritage m'engage. À l'égard de notre clientèle, attentive à la qualité des produits et à l'engagement des producteurs. À l'égard de toutes nos parties prenantes, afin d'allier objectifs de croissance, de rentabilité, de pérennité économique. Sans oublier notre ambition en matière de responsabilité sociale, sociétale et environnementale.

En effet, dans toutes nos activités et chacun de nos métiers, nous valorisons des pratiques durables et responsables, transparentes et partagées. Notre plan RSE 2020, engagé l'an dernier, amplifie nos actions visant à réduire nos émissions carbone (écoconception des produits, réduction des émissions carbone de transport...) et à limiter notre empreinte écologique (énergie, eaux, effluents).

Grâce à nos actions et nos recherches, cette attitude responsable s'étend désormais à l'ensemble du groupe. Rémy Cointreau a ainsi reconfirmé son engagement dans l'initiative Global Compact et dans sa stratégie 2020, en s'appuyant sur les objectifs de développement durable (ODD) tels que définis par les Nations Unies. Chaque société concernée par le reporting RSE (loi « Grenelle II ») communique sur l'ensemble de ses informations sociales, environnementales et sociétales. Ce reporting est un véritable exercice de réflexion stratégique pour le groupe.

L'héritage de nos prédécesseurs nous porte aussi à être audacieux, aux côtés de nouvelles générations qui veulent élaborer des produits originaux pour l'économie-monde d'aujourd'hui et de demain. Entretenir les savoir-faire, valoriser les compétences, motiver les talents, telles sont nos préoccupations



« LE LIEN QUE NOUS TISSONS ENTRE LES TERROIRS, LES HOMMES ET LE TEMPS, C'EST LE LIEN QUI NOUS RÉUNIT, DURABLEMENT, AVEC LE MONDE D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN. »

majeures, car c'est grâce à l'engagement de toutes nos équipes que nous accomplirons notre ambition : être le leader des spiritueux d'exception.

L'année 2017/2018 confirme la pertinence de nos choix stratégiques. Cette année, notre croissance s'est encore accélérée sous impulsion de l'Asie, des États-Unis et du *Global Travel Retail*. À devises et périmètres constants, nos ventes sont en progression de +7,2%. Les cognacs ont particulièrement contribué à cette performance, illustrant - s'il en était besoin - la justesse de notre stratégie de valorisation. Les efforts de montée en gamme

au sein de la division Liqueurs & Spiritueux portent également plus haut les ambitions de Rémy Cointreau, et lui donnent confiance dans l'avenir.

Partout dans le monde, les amateurs d'exception ont une âme de collectionneurs. Ils recherchent les terroirs rares, reconnaissent les savoir-faire derrière les arômes exceptionnels, et mesurent la valeur du temps.

Le lien que nous tissons entre les terroirs, les hommes et le temps, c'est le lien qui nous réunit, durablement, avec le monde d'aujourd'hui et de demain.

PROFIL DU GROUPE

— UN PORTEFEUILLE DE SPIRITUEUX D'EXCEPTION



Chiffre d'affaires par division

La Maison Rémy Martin :
Rémy Martin
et Louis XIII



760,0 M€
de chiffre d'affaires

La division Liqueurs & Spiritueux :
Cointreau, Metaxa, Mount Gay,
St-Rémy, the Botanist et les whiskies single malt



266,8 M€
de chiffre d'affaires

La division Marques Partenaires :
Marques non-propiétaires
distribuées par le Groupe.



100,2 M€
de chiffre d'affaires

Le groupe Rémy Cointreau possède un portefeuille de douze marques d'exception dont la renommée est internationale : les cognacs Rémy Martin et Louis XIII, la liqueur Cointreau, le spiritueux grec Metaxa, le rhum Mount Gay, le brandy St-Rémy, le gin The Botanist, et les whiskies single malt Bruichladdich, Port-Charlotte, Octomore, Westland et Domaine des Hautes Glaces. Au cours de l'année fiscale 2017/2018, le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé à 1 127 millions d'euros, en croissance organique de 7,2% (dont +9,2% pour les marques du groupe).

— UN POSITIONNEMENT HAUT DE GAMME SUR UN SEGMENT EN FORTE CROISSANCE

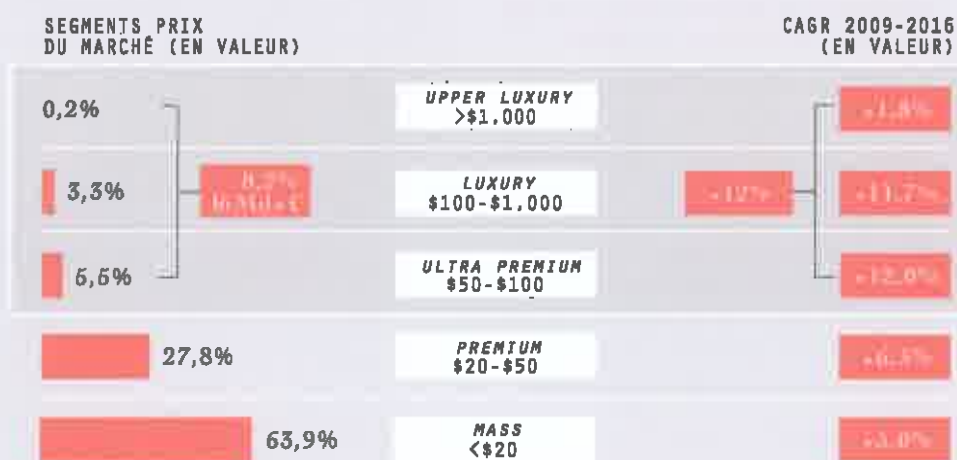
En 2017/2018, les spiritueux d'exception du groupe (prix de vente supérieur à USD50) ont représenté 53% du chiffre d'affaires du groupe (contre 51% en 2016/2017).

Rémy Cointreau a ainsi une vraie légitimité sur ce segment, qui constitue environ 8% du marché mondial des spiritueux. Les spiritueux d'exception ont connu une très forte progression ces dernières années (+12% par an en moyenne contre +6% pour le marché global des spiritueux), sous l'impulsion d'une montée en gamme de la demande et d'une clientèle de plus en plus exigeante quant à la qualité, à l'élaboration, au savoir-faire et à l'histoire des spiritueux qu'elle déguste.

L'ambition du groupe est d'amener progressivement nos spiritueux d'exception à plus de 60% de notre chiffre d'affaires, à moyen terme.



Spiritueux >USD50: un segment en forte croissance



Source : IWSR, Rémy Cointreau, Marché International des Spiritueux estimé à 200 Mds \$.

Évolution du marché des spiritueux dans le monde

+6%

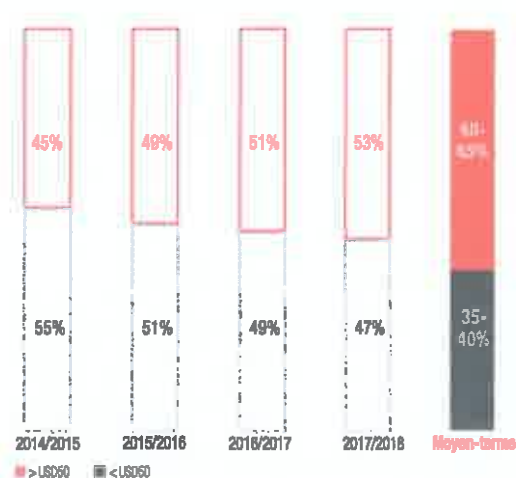
Croissance annuelle moyenne des ventes de spiritueux dans le monde

Évolution mondiale de la population aisée, 2017-2021

+20%

Cette croissance devrait s'accompagner, pour nos clients, d'une forte augmentation de leur richesse en valeur

Contribution des Spiritueux d'Exception (>USD50) au chiffre d'affaires du groupe



— UN SAVOIR-FAIRE LOCAL, UNE PRÉSENCE INTERNATIONALE

Rémy Cointreau a commencé à construire son réseau de distribution sur tous les continents dès la fin des années 50.

Aujourd'hui, le groupe compte une dizaine de filiales en propre (des États-Unis à la Chine, en passant par le Royaume-Uni, la Belgique, la République Tchèque, et le Japon). Le groupe a ouvert sa toute dernière filiale en Malaisie le 1er Octobre 2017. Ce réseau de distribution permet au groupe de mener une stratégie prix et une sélectivité de ses points de vente cohérentes avec son positionnement haut de gamme.



RC
RÉMY COINTREAU
Groupe
1 127,0 M€
de chiffre d'affaires

Évolution de la croissance organique du groupe



Amériques

436 M€
de chiffre d'affaires

39%
des ventes du groupe

Évolution de la croissance organique de la zone





Europe Moyen-Orient & Afrique

342 M€
de chiffre d'affaires

30%
des ventes du groupe

Évolution de la croissance
organique de la zone



Asie Pacifique

349 M€
de chiffre d'affaires

31%
des ventes du groupe

Évolution de la croissance
organique de la zone



5 LEVIERS STRATÉGIQUES POUR DEVENIR LE LEADER DES SPIRITUEUX D'EXCEPTION

AFFIRMER LE POSITIONNEMENT SINGULIER DES MARQUES

Chacun des spiritueux du groupe est lié à un terroir et un savoir-faire spécifique :

- Au sein de l'AOC Cognac, les eaux-de-vie de la Maison Rémy Martin proviennent exclusivement de Grande et de Petite Champagne — dont les profils aromatiques et potentiels de vieillissement sont incomparables.
- Nos whiskies single malt d'Islay sont uniquement élaborés à partir d'orge Écossais, puis distillés et vieillies sur l'île d'Islay selon des méthodes ancestrales.

ATOUT DIFFÉRENCIANT

CE SONT TOUTES LES SPÉCIFICITÉS DE CES TERROIRS ET NOS SAVOIR-FAIRE QUI RENDENT NOS SPIRITUEUX EXCEPTIONNELS

MAXIMISER LE POTENTIEL GÉOGRAPHIQUE DES MARQUES ET DIVERSIFIER LES RELAIS DE CROISSANCE

- Nos marques offrent encore des réserves de croissance importantes dans les années à venir : Louis XIII aux États-Unis, Rémy Martin en Afrique, ou encore Cointreau et Metaxa en Chine.
- La montée en puissance de nos marques avant-gardistes : les whiskies single malt, le gin The Botanist ou le rhum Mount Gay offrent un relais de croissance attractif.

ATOUT DIFFÉRENCIANT

NOS MARQUES NE SONT PAS ENCORE POTENTIALISÉES DANS TOUS NOS MARCHÉS

RENFORCER LA RELATION ÉMOTIONNELLE AVEC LES CLIENTS

- Renforcer la désirabilité de nos spiritueux : établir avec nos clients un lien direct et personnalisé à travers des investissements médias et digitaux au contenu créatif et pertinent, mais aussi des événements singuliers et inoubliables.
- Fidélisation de nos clients : mieux comprendre leurs attentes permet de créer un vrai lien avec nos marques, dans la durée.

ATOUT DIFFÉRENCIANT

NOS CLIENTS SONT EN QUÊTE DE CONNAISSANCE, DE DISCERNEMENT MAIS SURTOUT D'ÉMOTION ET D'EXPÉRIENCE COHÉRENTES AVEC NOTRE PORTEFEUILLE DE MARQUES

OPTIMISER LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION EN COHÉRENCE AVEC LA STRATÉGIE DU GROUPE

- La stratégie de montée en gamme du groupe doit s'appuyer sur un réseau de distribution dont l'expertise est cohérente avec le positionnement de nos marques : la distribution sélective (cavistes), les bars, restaurants et hôtels haut de gamme, voire le « retail » : pour son cognac Louis XIII, le groupe a mis en place une force de vente spécifique et a ouvert deux boutiques dédiées à la marque.
- Le développement du « eRetail » devrait également participer au développement d'une approche plus directe de la distribution de nos spiritueux.

ATOUT DIFFÉRENCIANT

UNE EXPERTISE RECONNUE SUR LES POINTS DE VENTE HAUT DE GAMME

ACCÉLÉRER LES AMBITIONS DU GROUPE EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

- Le plan RSE 2020 de Rémy Cointreau soutient opérationnellement 10 des 17 Objectifs de Développement Durable mondiaux de l'ONU, dont l'analyse de matérialité a confirmé la pertinence pour notre groupe.
- À horizon 2020, le groupe a notamment l'ambition d'atteindre 100% d'achats responsables (taux de fournisseurs adhérents à SEDEX) et 100% de partenaires viticulteurs (Cognac) engagés dans une démarche environnementale (AHVE 1).

ATOUT DIFFÉRENCIANT

UNE EXPERTISE ET DES ACTIONS RSE DEPUIS PLUS DE 15 ANS

UNE GOUVERNANCE QUI ASSURE CONTINUITÉ ET TRANSMISSION

Le groupe Rémy Cointreau est administré par un conseil d'administration depuis le 7 septembre 2004. Il dissocie les fonctions de président du conseil et de directeur général. Le profil de ses membres reflète des valeurs de transmission familiale, une claire expertise dans le monde du luxe et une vraie connaissance des marchés internationaux.



42%

Taux de
féminisation

58%

Taux
d'indépendance

Composition de la rémunération des cadres dirigeants (hors LTIP)

Rémunération
fixe
62,2%



	Conseil d'administration	Audit Finances	Nomination Rémunération	RSE
Marc Hériard Dubreuil	Président			
Dominiq Hériard Dubreuil				
François Hériard Dubreuil				
Laure Hériard Dubreuil				
Florence Rollet *				
Yves Guillemot *				
Bruno Pavlovsky *				
Olivier Jolivet *				
Jacques-Etienne de T'Serclaes *				
Guytaine Dyèvre *				
Emmanuel de Geuser *				
Gisèle Durand				

* Administrateur indépendant ● Président du conseil/comité

Un Comex à la dimension internationale

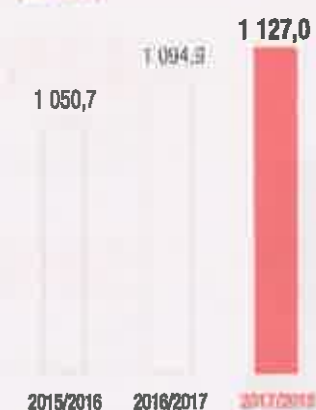
VALÉRIE CHAPOULAUD-FLOQUET_DIRECTRICE GÉNÉRALE

Valérie Chapoulaud-Floquet a réuni autour d'elle une équipe de directeurs de 8 nationalités différentes et venant d'horizons variés : spiritueux, cosmétiques, mode et accessoires, et arts de la table.

PERFORMANCES

— INDICATEURS FINANCIERS

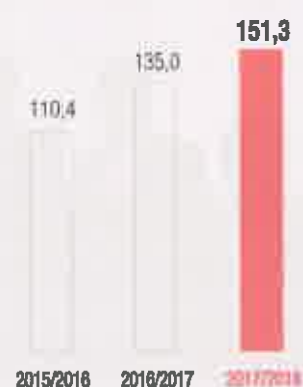
Évolution des ventes
(en M€)



Évolution de la marge
opérationnelle courante



Résultat net (hors éléments
non-récurrents) (en M€)



— INDICATEURS EXTRA-FINANCIERS

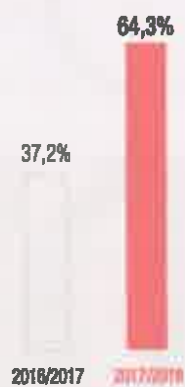
Achats responsables :
taux de fournisseurs
adhérents à SEDEX



Réduction des émissions CO₂
par caisse standard (en kgco₂)



Viticulture durable : taux
de surfaces de la coopérative
AFC engagées dans une
démarche environnementale






Périmètre : Scope 3 des sites de Cognac, d'Angers, de La Barbade, Domaines Rémy Martin et transports des produits.

— OBJECTIFS FINANCIERS À 2020

Fort d'une évolution significative de sa profitabilité en 2017-18 (+1,3 points en organique), le groupe Rémy Cointreau relève son objectif de progression de marge opérationnelle courante sur la période des 3 ans à fin mars 2020. Pour les exercices 2017/2018, 2018/2019 et 2019/2020, il anticipe désormais une progression cumulée de 2,4-3,0 points (contre un objectif de +0,8-1,8 points précédemment), à devises et périmètre constants.



— OBJECTIFS EXTRA-FINANCIERS À 2020

INDICATEURS	PÉRIMÈTRE	VALEURS 2016/2017	VALEURS 2017/2018	OBJECTIFS 2019/2020
 Travail de qualité et économie / Promouvoir une croissance économique soutenue, le plein emploi productif et un travail décent Achats responsables : taux de fournisseurs adhérents à SEDEX	Monde	83%	89%	100%
 Agir contre le changement climatique et ses impacts Réduction des émissions CO ₂ : potentiel de réduction des consommations d'énergies directes et indirectes	France	0 MWh	423 MWh	900 MWh
 Exploitation durable du sol / protéger, restaurer et promouvoir une utilisation durable des écosystèmes terrestres / gérer les forêts de manière durable / Préserver la biodiversité Viticulture durable : taux de surfaces de la coopérative AFC engagées dans une démarche environnementale (AHE 1 ou référentiel Viticulture Durable)	France	37,2%	64,3%	100%

RESPONSABILITÉ SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE ET SOCIÉTALE (RSE)

2.1	Politique et engagements du groupe	32	2.4	Informations sociétales	55
2.2	Informations sociales	33	2.4.1	L'Impact sociétal de Rémy Cointreau	55
2.2.1	La politique de ressources humaines	33	2.4.2	Fournisseurs : partager des exigences de responsabilité	56
2.2.2	Évolution des effectifs	33	2.4.3	L'éthique des pratiques de Rémy Cointreau	56
2.2.3	Organisation du temps de travail	35	2.4.4	Maintenir des relations responsables avec les clients	57
2.2.4	Rémunérations	35	2.5	Tableau d'indicateurs environnementaux par site	59
2.2.5	Prévoyance et protection sociale	35	2.6	Objectifs chiffrés 2020	63
2.2.6	Une politique au service des enjeux du groupe	35	2.7	Note méthodologique pour le reporting des indicateurs sociaux et environnementaux	64
2.2.7	Accompagner les parcours de carrière et développer les talents	36	2.7.1	Protocole de reporting	64
2.2.8	Un dialogue social serein pour favoriser l'intégration et le bien-être des collaborateurs	36	2.7.2	Périmètre	64
2.2.9	Faire de la diversité une chance	36	2.7.3	Indicateurs retenus	65
2.2.10	Égalité de traitement	37	2.7.4	Pertinence des indicateurs	66
2.2.11	Santé et sécurité	37	2.8	Tables de concordance	67
2.3	Informations environnementales	38	2.9	Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion	71
2.3.1	La viticulture au cœur d'une politique de plus en plus respectueuse de l'environnement	39			
2.3.2	Le terroir et le territoire : ancrage, enjeux et protection	41			
2.3.3	Faire des collaborateurs des ambassadeurs pour l'environnement	42			
2.3.4	Les efforts chiffrés du groupe sur la préservation de l'environnement	43			

— 2.1 POLITIQUE ET ENGAGEMENTS DU GROUPE

L'exercice 2016/2017 de Rémy Cointreau avait été marqué par l'accélération de nos efforts en matière de RSE. Dix objectifs de développement durable prioritaires (parmi les 17 identifiés par l'ONU) avaient notamment été sélectionnés après analyse de leur matérialité – afin de vérifier leur pertinence pour nos parties prenantes – et cinq critères RSE avaient été intégrés aux objectifs qualitatifs et à la rémunération variable de nos équipes de direction (indicateur GRI G4-51).

L'exercice 2017/2018 qui vient de s'écouler entérine et, en quelque sorte, concrétise ce mouvement et vient inscrire (durablement !) ces engagements RSE dans l'ADN de notre groupe.

Des Terroirs, des Hommes et du Temps. C'est autour de (et en parfaite adéquation avec) chacun des trois piliers fondamentaux de notre Signature que s'articule désormais notre ambition RSE : vigilance envers nos terroirs dans le respect d'une agriculture durable, rôle-clé des hommes et femmes à travers les volets social (interne) et sociétal (externe) de nos activités dans le monde et préservation des ressources essentielles que représentent pour nos Maisons l'air (empreinte carbone) et l'eau.

À tout Seigneur... La Maison Rémy Martin a cette année étroitement travaillé aux côtés de ses partenaires viticulteurs de l'Alliance Fine Champagne, afin d'accompagner le puissant mouvement de certification environnementale de ses Terroirs. À fin mars 2018, deux tiers des surfaces viticoles exploitées à Cognac étaient certifiées AHVE (agriculture à haute valeur environnementale) niveau 1, et près d'un quart avait déjà atteint le niveau 3 (maximal). Nos propres Domaines, membres du réseau national Ecophyto, ont, quant à eux, vu leur certification AHVE 3 renouvelée pour trois ans. Mais toutes nos Maisons s'inscrivent désormais dans ce mouvement d'ampleur : une première cartographie mondiale des terroirs qui sont à la source de nos produits (vigne, canne à sucre, blé, orge, oranges, etc.) a été réalisée. Elle a pour but de combiner la traçabilité nécessaire et une politique environnementale ambitieuse.

Hommes et Femmes incarnent à l'évidence pour Rémy Cointreau les territoires du social et du sociétal. Notre groupe a de nouveau procédé cette année à l'enquête biennale auprès de l'ensemble de ses 1 861 collaborateurs dans le monde qui a, de nouveau,

suscité un réel intérêt (88% de taux de réponse). Elle représente un outil précis et précieux de suivi des conditions de travail et des attentes de nos équipes dans l'ensemble de nos filiales. Nous avons également, pour la première fois cette année, fait réaliser une analyse spécifique de l'empreinte sociétale de nos activités (Mount Gay) à La Barbade par un cabinet indépendant.

L'éthique est fondamentale à toute politique RSE. Elle permet d'en renforcer la crédibilité et la cohérence et d'assurer l'efficacité de la réalisation des objectifs. Un parcours éthique destiné à tous les employés du groupe est désormais obligatoire et accessible à tous via Internet. Par ailleurs, depuis deux ans, Rémy Cointreau est adhérent de SEDEX (*Supplier Ethical Data Exchange*), organisation internationale qui encourage les pratiques d'entreprises éthiques et responsables dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Près de 90% de nos fournisseurs en sont membres.

Enfin, puisque le Temps est au cœur même de la notion de développement durable, il nous oblige à la plus grande exigence en matière d'enjeux climatiques. Air et Eau en sont les deux éléments majeurs qui nous ont conduits à analyser en détail notre empreinte CO₂/GES (dite en *Scope 3*), à mieux optimiser nos consommations d'eau et améliorer nos taux de recyclage d'effluents. Les émissions de CO₂ du groupe sont majoritairement dues à nos matières premières, aux emballages (verre & carton) et au fret. De premières Analyses de Cycle de Vie ont été finalisées afin de jeter les bases d'un ambitieux projet écoconception qui doit nous permettre, dès 2019, de mieux piloter nos conceptions d'emballages en fonction de leurs performances environnementales. Nos équipes logistiques ont, quant à elles, procédé à une modélisation précise des émissions de CO₂ dues au fret national et international, outil essentiel à leur pilotage et à leur réduction.

Enfin, nous devons rester à l'écoute des initiatives extérieures ; au-delà de notre adhésion au *Global Compact* des Nations Unies depuis 2003 (et dont Rémy Cointreau assure actuellement la présidence du *Club GC Advanced France*), le groupe s'est associé en décembre dernier au *French Business Climate Pledge*, initiative lancée par 89 groupes français sous l'impulsion du MEDEF et vient de rejoindre les entreprises signataires d'Act4Nature pour la Biodiversité, sous l'égide de l'AFEP.

— 2.2 INFORMATIONS SOCIALES

Le périmètre du reporting social couvre l'ensemble des filiales du groupe Rémy Cointreau pour les informations sociales relatives aux effectifs. Seuls les sites de production d'Angers, de Cognac, de la Barbade et Progressive Hebridean Distillers à Islay (ex-Bruichladdich) ont inclus dans leur périmètre de reporting RSE les indicateurs liés à l'absentéisme et aux accidents du travail. L'indicateur du nombre de maladies professionnelles reconnues ne couvre que les sites de Cognac, d'Angers et Paris. Pour les autres indicateurs, liés notamment à la formation et aux mouvements, le groupe Rémy Cointreau étend progressivement son système d'information à l'ensemble de ses filiales (se reporter à la note méthodologique pour plus de précisions concernant le périmètre relatif à chaque indicateur).

2.2.1 LA POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES

Au cours de l'exercice 2017/18, le groupe a poursuivi ses actions sur le développement professionnel des collaborateurs, la diversité et la consolidation du sentiment d'appartenance au groupe. Enfin, en France, fidèle à ses choix historiques, Rémy Cointreau a poursuivi ses pratiques favorisant l'accord collectif dans tous les domaines de la négociation.

ÊTRE À L'ÉCOUTE DES COLLABORATEURS ET AMÉLIORER LEUR NIVEAU D'ENGAGEMENT

Au cours de l'exercice, Rémy Cointreau a renouvelé une enquête de satisfaction au niveau mondial afin de mesurer l'engagement des collaborateurs. Cette enquête, à laquelle ont répondu 88% des collaborateurs du groupe, a fait l'objet d'une présentation de ses résultats sur chacun des sites et de plans d'action visant à améliorer leur niveau de satisfaction. Ce type d'enquête a ainsi vocation à être menée tous les 2 ans afin de mesurer les progrès accomplis.

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES COLLABORATEURS

Rémy Cointreau a maintenu ses outils internationaux de développement pour favoriser le développement des compétences de ses collaborateurs. Les processus d'évaluation de la performance, de plans de succession, les politiques de formation et de mobilité internationale portent résolument l'accent sur la mise en place de plans d'actions collectifs ou individualisés visant à supporter les projets professionnels des hommes et des femmes du groupe, à encourager le développement des compétences et à favoriser la performance des équipes.

En particulier, un processus d'identification des postes clés, partagé avec le comité exécutif, permet de s'assurer que le groupe dispose en son sein des talents nécessaires à son développement et/ou oriente les décisions ressources humaines pour garantir la pérennité de l'organisation.

IRRIGUER L'IDENTITÉ MULTICULTURELLE DU GROUPE, FAVORISER LA DIVERSITÉ

Conséquence logique de l'activité fortement exportatrice du groupe, 62,2% de l'effectif du groupe est situé hors de France au 31 mars 2018. Rémy Cointreau fait le pari que la dimension multiculturelle du groupe représente un atout majeur dans son développement international. La formation est orientée vers le partage des expériences dans tous les pays où le groupe est implanté. La mobilité internationale – professionnelle et géographique – contribue à diffuser largement les valeurs du groupe au sein de son organisation. Le parti pris de la diversité s'exprime également dans la volonté du groupe de favoriser la constitution d'équipes associant des hommes et des femmes d'âge, de formation et d'expérience professionnelle variés.

ENRICHIR LE SENTIMENT D'APPARTENANCE

Le groupe Rémy Cointreau, riche de cette diversité, souhaite en même temps nourrir le sentiment d'appartenance à une communauté animée par une vision partagée, réunie autour de valeurs communes et travaillant à la réalisation d'objectifs collectifs. Au-delà de cette communication, Rémy Cointreau met en place des formations internationales ambitieuses qui visent à partager avec les équipes marketing, commerciales et financières, les principes, les politiques et les pratiques que le groupe met en place pour ses marques dans tous les pays.

MAINTENIR UN DIALOGUE SOCIAL AMBITIEUX

L'année 2017/18 a de nouveau été marquée par la conclusion d'accords collectifs marquant la volonté, partagée avec les partenaires sociaux, de privilégier le dialogue et la concertation.

Par exemple en France, cinq accords ou avenants à accord ont été signés par l'ensemble des organisations syndicales : accord sur la Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, accord d'intéressement, accord sur la mise en place d'un Plan d'Épargne pour la retraite collectif (PERCO), avenant à accord Compte Épargne Temps (CET) portant sur la passerelle vers le PERCO, accord Égalité homme/femme et Qualité de vie au travail.

2.2.2 ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

LES EFFECTIFS DU GROUPE

Au 31 mars 2018, l'effectif total du groupe atteint 1 861 salariés en contrat à durée indéterminée (CDI) et à durée déterminée (CDD).

Le groupe a procédé à 292 recrutements, principalement dans les filières de la force commerciale (17,8%), les métiers de la production (16,1%), la finance (11,6%) et le marketing (18,2%). 62% des recrutements sont des contrats à durée indéterminée.

Dans le même temps et sur le même périmètre, 241 départs se sont réalisés, dont les principaux motifs sont les démissions (44,4%), les départs avec accord mutuel des 2 parties (17,8%), les fins de contrat à durée déterminée (23,7%), les départs en retraite (7,5%). Les licenciements pour motif personnel ont représenté 8,6% des départs.

EFFECTIF PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE (INDICATEUR GRI G4-LA1)

	MARS 2018	%	MARS 2017	%	MARS 2016	%
France ⁽¹⁾	704	38,1	683	38,1	690	39,2
Europe (hors France) – Afrique	384	20,2	363	20,2	353	20
Amériques ⁽²⁾	377	19,7	354	19,7	342	19,4
Asie	396	22	394	22,0	377	21,4
TOTAL	1 861	100	1 794	100	1 762	100

(1) Hors Domaine des Hautes Glaces (2 salariés) en 2017.

(2) Hors Westland (14 salariés) en 2017.

EFFECTIF PAR ACTIVITÉ (INDICATEUR GRI G4-LA1)

	MARS 2018	%	MARS 2017	%	MARS 2016	%
Marques du groupe ⁽¹⁾	736	39,6	701	39,1	706	40,1
Distribution	1 050	56,4	1 027	57,2	994	56,4
Holding	75	4,0	66	3,7	62	3,5
TOTAL	1 861	100	1 794	100	1 762	100

(1) Hors Domaine des Hautes Glaces (2 salariés) en 2017 et hors Westland (14 salariés) en 2017.

L'activité distribution représente toujours plus de la moitié des effectifs du groupe (56,4%).

EFFECTIF PAR FONCTION ET MÉTIER

	MARS 2018	%	MARS 2017 ⁽¹⁾	%	MARS 2016	%
Commercial	537	28,9	501	27,9	480	27,2
Marketing	274	14,7	271	15,1	258	14,7
Production, achats	352	18,9	350	19,5	350	19,9
Supply Chain	157	8,4	148	8,2	145	8,2
Vieillessement	158	8,5	138	7,7	136	7,7
Finances & juridique	207	11,1	220	12,3	225	12,8
Systèmes d'Information	51	2,7	50	2,8	50	2,8
Ressources humaines	53	2,9	46	2,6	45	2,6
Services généraux	28	1,5	27	1,5	32	1,8
directions générales	44	2,4	43	2,4	41	2,3
TOTAL	1 861	100	1 794	100	1 762	100

(1) Hors Domaine des Hautes Glaces (2 salariés) en 2017 et hors Westland (14 salariés) en 2017.

La répartition par sexe est stable ; les hommes représentent 56,5% de l'effectif, les femmes 43,5% avec des situations différentes selon les métiers et les pays (indicateur GRI G4-LA1).

Par métier, les hommes sont plutôt majoritairement représentés dans les métiers du vieillissement, de la maintenance et du commercial. Les femmes sont, quant à elles, plus présentes dans les métiers du marketing, du service client et du conditionnement.

RÉPARTITION PAR CATÉGORIE PROFESSIONNELLE

49,5% de l'effectif est constitué de cadres (managers), principalement positionnés sur les fonctions commerciales, marketing et finance.

Les activités de production regroupent la majeure partie des positions d'opérateurs et de techniciens, dont 77,3% sont localisés en France dans les sites de Cognac, Angers et Domaine des Hautes Glaces, le solde étant localisé en Écosse (Progressive Hebridean

Distillers – ex Brulchladdich), à la Barbade (Mount Gay) et aux États-Unis (Westland).

MOYENNE D'ÂGE ET ANCIENNETÉ MOYENNE

La moyenne d'âge des effectifs du groupe Rémy Cointreau est de 41 ans, avec une moyenne d'âge plus élevée en France, 43 ans.

L'ancienneté moyenne des effectifs du groupe est de 8,4 ans avec une moyenne plus élevée pour en France, 11,8 ans.

LES CONTRATS EN ALTERNANCE EN FRANCE

Le groupe Rémy Cointreau poursuit sa politique volontariste en matière de formation en alternance, avec le renouvellement des contrats d'alternance venus à échéance quand cela est nécessaire et le recrutement de nouveaux contrats sur de nouveaux métiers. À fin mars 2018, la part de ces contrats représente 4,4% de l'effectif en France.

2.2.3 ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

Le groupe Rémy Cointreau respecte les dispositions légales et conventionnelles en vigueur dans les pays où il est implanté en matière de durée du travail. Compte tenu des spécificités des marchés, en France, le temps de travail est annualisé ou modulé pour les activités de conditionnement selon des périodes de haute et basse activité avec du travail en équipe. D'autres métiers ont une organisation du travail cyclique, tels ceux du vieillissement, dont l'organisation est calée selon les périodes de livraison des eaux-de-vie. Le groupe Rémy Cointreau peut être amené à procéder à des aménagements individualisés du temps de travail pour les collaborateurs qui le demandent, si les exigences et contraintes d'activité et de planning le permettent. Les nouvelles dispositions mises en place dans l'organisation relative au télétravail ajoutent une souplesse dans l'organisation du temps de travail des collaborateurs en leur permettant de concilier davantage vie professionnelle et vie privée. Dans le strict respect des législations et des accords conventionnels, les besoins d'activité peuvent parfois nécessiter de recourir aux heures supplémentaires.

2.2.4 RÉMUNÉRATIONS

Pour garantir une cohérence des positionnements de l'ensemble des postes de management du groupe, l'évaluation des niveaux de responsabilité est effectuée selon une méthode commune, quel que soit le pays. La compétitivité des packages de rémunération est quant à elle mesurée localement au plus près des marchés par rapport à des groupes et/ou entreprises présentant des caractéristiques similaires, afin de garantir un positionnement attractif.

Cette politique contribue à mobiliser les équipes et à motiver chacun des collaborateurs pour l'atteinte des objectifs ambitieux du groupe sur ses nouveaux marchés.

Pour chacun des pays, la politique salariale 2017/18 est mesurée par rapport à l'inflation avec une hausse moyenne des salaires supérieure à cette dernière, même si le contexte économique local peut être parfois défavorable ou dégradé. Cette politique salariale s'appuie sur des mesures salariales individuelles volontairement sélectives concentrées sur les collaborateurs les plus performants.

Dans le même temps, la rémunération variable (bonus) des managers du groupe est déclinée autour d'une architecture commune pour l'ensemble des pays, tout en tenant compte des spécificités et pratiques locales. Elle prend ainsi en compte des objectifs économiques et financiers, mesurés au plus près du périmètre de responsabilité, selon une même pondération pour chacun des métiers.

Enfin, selon les pays et les législations sociales et fiscales, les supports d'épargne bénéficiant d'exonérations ou d'autres avantages sont étudiés et mis en place quand ils sont compatibles avec les moyens budgétaires alloués.

2.2.5 PRÉVOYANCE ET PROTECTION SOCIALE

Le groupe a finalisé la mise en place dans ses principales filiales de régimes de prévoyance et de protection sociale respectant un standard groupe en termes de prestations. Ceci permet de proposer des niveaux de garantie compétitifs au regard des pratiques du marché, avec une prise en charge significative de la part de l'employeur.

2.2.6 UNE POLITIQUE AU SERVICE DES ENJEUX DU GROUPE

La politique de ressources humaines doit constamment anticiper les besoins du groupe et c'est plus particulièrement le cas en matière de formation.

Priorité de Rémy Cointreau, celle-ci a pour objectif principal de garantir l'employabilité de tous ses collaborateurs et la pérennité de ses savoir-faire ; mais cette année a été particulièrement marquée par la volonté de relayer à une échelle internationale les valeurs de notre groupe.

Deux importants programmes internationaux ont été testés par le biais de pilotes cette année :

- la *Brand Academy* aborde sous un angle stratégique les spécificités marketing et commerciales des marques du groupe et du secteur du luxe. Les contenus de cette *Academy* font écho aux nouvelles orientations stratégiques du groupe et s'appuient sur les outils marketing et communication élaborés par le Planning Stratégique. Tant les marques que les marchés et le comité exécutif de direction du groupe se sont investis dans cette formation, de la rédaction des messages à la participation au pilote pour valider les contenus et les modalités pédagogiques ;
- la *Management Academy* a été déployée simultanément sur 3 zones : Amériques, Asie/Chine et France. Adossée au référentiel de compétences comportementales du groupe, elle est conçue pour offrir à nos managers un parcours mêlant formation collective et accompagnement individuel sur 12 mois. Le succès des trois promotions pilotes démontre la qualité des messages délivrés ainsi que la pertinence des formats pédagogiques choisis pour dépasser les différences culturelles et parler aux collaborateurs Rémy Cointreau du monde entier. Essentielle dans la diffusion de nos valeurs et dans création d'une signature managériale Rémy Cointreau, cette formation sera déployée sur un rythme régulier dans les années à venir.

L'année aura également été marquée par la conception de deux modules de formation digitaux : charte éthique du groupe Rémy Cointreau et loi Sapin II. Lancés en fin d'exercice 2017/18 et entièrement conçus et développés en interne, ces modules ont fait l'objet d'une campagne de formation obligatoire au sein du groupe. Pour ce faire, le groupe a investi dans des outils de digitalisation et une plateforme de formation.

En complément, le système d'intégration des nouveaux arrivants fait toujours l'objet d'un travail conjoint avec les sites pour homogénéiser les approches, capitaliser sur les réussites locales et partager les bonnes pratiques. Il en résulte un processus complet d'intégration offrant parrainage, contenus digitaux et visites de sites.

La sécurité de l'information reste un axe fort de formation. L'achat d'une bibliothèque de modules *e-learning* nous permet de lancer des campagnes spécifiques tout au long de l'année. Un calendrier annuel (en cours de formalisation) nous permettra de cadencer le lancement des futurs modules.

En complément des formations individuelles, des actions collectives sont également parfois menées au bénéfice de différentes catégories. Ainsi, les collaborateurs du site de Cognac ont pu bénéficier de formations techniques pour accompagner l'évolution de l'outil industriel et de formations managériales pour soutenir l'évolution de l'organisation.

Une formation à la RSE est également prévue au parcours d'intégration de tous les nouveaux arrivants à Cognac. Par ailleurs, une information relative aux thématiques Qualité, Sécurité et Environnement est réalisée via des flashs d'informations réguliers (indicateurs, premiers soins, nuisances sonores, etc.).

À Angers, à la suite de création d'un programme spécifique d'accompagnement à la gestion de crise – pour former en simulation réelle l'ensemble des parties prenantes de la cellule de crise du site – à mis en place un plan d'action a été mis en place sur l'exercice 2017/2018. Il a permis la réalisation d'outils utiles en cas de cellule de crise, ainsi que la création d'un dossier partagé entre les parties prenantes. Enfin, des exercices d'appels sensibles ont été réalisés – afin de tester le mode opératoire instauré et préparer ainsi les collaborateurs concernés à réagir dans une telle situation.

Après le lancement de la démarche de télétravail sur l'exercice précédent, nous avons déployé une évaluation à destination des télétravailleurs et des managers concernés. Les objectifs majeurs étaient de favoriser le bien-être au travail et l'équilibre vie professionnelle/vie personnelle.

Au cours de l'exercice 2017/18, le nombre d'heures de formation déclarées sur l'ensemble du périmètre du groupe, hors Europe et France Incluse, pour les collaborateurs en contrat à durée indéterminée a été de 24 243 heures dont 10 436 pour les femmes et 13 807 pour les hommes (Indicateur GRI G4-LA9).

2.2.7 ACCOMPAGNER LES PARCOURS DE CARRIÈRE ET DÉVELOPPER LES TALENTS

Rémy Cointreau encourage et accompagne le développement et l'enrichissement des compétences de ses équipes, en promouvant une gestion moderne et permanente de ses talents.

Le groupe s'investit dans le développement de chacun de ses collaborateurs. La politique Ressources Humaines encourage et aide chaque collaborateur à définir son projet professionnel et à le mettre en œuvre.

Le programme de parrainage initié lors du dernier exercice est toujours déployé dans les différentes entités du groupe. Il permet aux nouveaux collaborateurs de se voir attribuer un parrain ou une marraine dès leur arrivée. Ce programme de 3 mois a pour but de faciliter l'intégration dans la vie de l'entreprise autour du partage social.

Rémy Cointreau identifie les talents sur tous les métiers et zones géographiques du groupe et les accompagne de manière personnalisée. Toujours dans cette logique de développement des potentiels, la politique de recrutement mise en place est articulée autour des valeurs du groupe pour attirer des professionnels toujours plus à même d'accompagner la stratégie de croissance de Rémy Cointreau.

Afin de former les talents de demain, Rémy Cointreau s'engage dans l'apprentissage. Sur les trois sites français, de jeunes apprentis (niveau Bac pro à Bac +5) apprennent un métier, dans la perspective de développer rapidement la rigueur, la créativité et le professionnalisme attendus dans le monde professionnel. Chaque stagiaire bénéficie en outre d'un entretien avant son départ pour faire un point sur sa formation au sein du groupe et partager la vision de son orientation future.

Dans l'optique de développer les compétences internationales des jeunes talents, Rémy Cointreau propose des contrats de volontariat international en entreprise (VIE), partout à travers le monde.

2.2.8 UN DIALOGUE SOCIAL SEREIN POUR FAVORISER L'INTÉGRATION ET LE BIEN-ÊTRE DES COLLABORATEURS

Selon la taille des organisations et plus particulièrement lorsque les collaborateurs sont représentés par des organisations syndicales reconnues, Rémy Cointreau pratique une approche volontariste en matière de dialogue social.

Outre l'application scrupuleuse des conventions collectives dans ces pays, Rémy Cointreau s'engage régulièrement avec ses partenaires sociaux sur des thématiques sociales au travers d'accords d'entreprise spécifiques.

2.2.9 FAIRE DE LA DIVERSITÉ UNE CHANCE

Le groupe souhaite offrir à tous la possibilité de s'épanouir professionnellement. De ce fait, les méthodes de recrutement et les postes de travail continuent d'être adaptés pour accueillir davantage de travailleurs handicapés. À Angers, le groupe a fait le choix de verser sa taxe d'apprentissage à des organismes, écoles ou structures accompagnantes favorisant l'insertion des travailleurs handicapés.

En 2017 le site de Cognac a maintenu un taux d'emploi de travailleurs handicapés sur l'entité Rémy Martin conforme à l'obligation légale de 6% malgré une forte augmentation de l'effectif intermédiaire pris en compte dans l'effectif d'assujettissement. Rémy Martin poursuit avec succès son effort d'insertion des personnes en situation de handicap que ce soit en CDI, en intérim ou par le biais des centres d'aides par le travail de Cognac.

Rémy Martin a également participé au 8^e Forum « Handi rencontres », qui s'est tenu à Cognac en 2017. Un stand Rémy Martin animé par la DRH a permis un accueil dynamique de très nombreuses personnes en situation de handicap et en recherche d'emploi.

Le partenariat avec Nos Quartiers ont du Talent, initié chez Rémy Martin en 2014 a poursuivi son essor. En juin 2017 une grande table ronde régionale a été organisée par la DRH de Rémy Martin à Cognac afin de mettre en commun les expériences de plus de 80 parrains et marraines de 20 entreprises de la région. De nombreux jeunes ayant trouvé un emploi stable en CDI grâce à ce dispositif ont également témoigné de leur expérience.

Rémy Martin poursuit également sa politique volontariste en matière de développement et d'évolution professionnelle sur ses différents sites de Cognac. Ainsi en 2017 quelque 69 évolutions professionnelles ont été formalisées par avenant au contrat de travail (33 ouvriers et 36 cadres, employés ou agents de maîtrise ont été promus dans leur fonction ou sur une autre). Cette dynamique professionnelle s'accompagne de la mise en place d'un nouveau process RH permettant à tout collaborateur qui le souhaite de passer une semaine dans un autre service que le sien afin d'y découvrir l'activité et de rencontrer d'autres collègues sur d'autres sites. De très nombreux collaborateurs ont participé avec intérêt et enthousiasme à cette découverte professionnelle en immersion dans un autre secteur (Indicateur GRI G4-LA10).

2.2.10 ÉGALITÉ DE TRAITEMENT

En matière d'égalité de traitement des hommes et des femmes et de non-discrimination en général, le groupe Rémy Cointreau a pris la décision de mettre en œuvre des procédures et processus internationaux qui garantissent un traitement équitable des collaborateurs du groupe. La non-discrimination sans distinction de race, de religion, de couleur, d'âge, de sexe, d'origine nationale ou tout autre facteur discriminant non basé sur des critères d'exigence professionnelle fait partie intégrante des politiques et pratiques de Rémy Cointreau, notamment dans le cadre du recrutement, des promotions, des mutations, de l'évolution des rémunérations et des actions de formation.

Par exemple, les politiques de rémunérations sont encadrées par des évaluations de rôle éclairées par une méthodologie et par une expertise externe à l'entreprise et par une évaluation de la performance fondée sur des compétences identifiées et des objectifs partagés. Les politiques de recrutement et de mobilité interne font l'objet de procédures et/ou de chartes internationales qui guident les managers et favorisent la prise de décision collégiale fondée sur des critères objectifs.

Par ailleurs, en France, les accords collectifs traitant de l'égalité professionnelle des hommes et des femmes d'une part et du travail des seniors d'autre part, ont permis de formaliser des objectifs et des indicateurs de progrès sur les thèmes du recrutement, de la rémunération, des carrières et de la formation, des conditions de travail et de l'équilibre vie privée/vie professionnelle.

En ce qui concerne les rémunérations, le groupe s'est engagé en France à décliner sa politique de rémunération en veillant à ce que la distinction hommes/femmes ne soit pas un critère pris en compte. 3 actions ont ainsi été formalisées avec un objectif et des indicateurs de mesure communs :

- pas de différence hommes/femmes sur le salaire d'embauche à compétences égales ;
- pas de différence hommes/femmes sur les augmentations individuelles de salaires à niveau de performance et ratio marché égaux ;
- analyse des écarts hommes/femmes sur le salaire de base à niveaux d'emploi, d'expérience et de performance égaux, et plan d'actions visant à les réduire.

Rémy Cointreau s'attache également à ce que ses pratiques en matière d'organisation du travail et des autres temps passés dans l'entreprise visent, dans la mesure du possible, à maintenir un bon équilibre entre vie professionnelle et vie familiale, permettant le bon exercice de la parentalité notamment.

Par exemple, en France, des facilités en termes d'aménagement du temps de travail sont prévues pour accompagner les enfants dans une structure hospitalière. Par ailleurs, dans la mesure du possible, les réunions sont organisées dans la plage horaire de travail et les sessions de formation planifiées suffisamment tôt pour permettre aux parents d'organiser la garde éventuelle de leurs enfants. Enfin, conscient des difficultés rencontrées par les collaborateurs quand ceux-ci sont amenés à gérer un événement mettant en jeu le pronostic vital de l'un de leurs proches, les parties ont souhaité adapter dans ce cas l'application du congé solidarité famille et permettre au collaborateur concerné d'étudier avec sa hiérarchie l'aménagement de son poste en termes d'organisation du temps de travail sous forme de temps partiel.

2.2.11 SANTÉ ET SÉCURITÉ

Le groupe Rémy Cointreau s'engage à fournir et à maintenir un environnement de travail qui assure la santé et la sécurité du personnel, des clients, des entrepreneurs, des visiteurs et du public en général qui peuvent raisonnablement être affectés par ses activités. La politique du groupe en la matière est de prévenir les accidents du travail, maladies ou d'autres blessures de se produire, en s'assurant que les risques soient pris en compte dans la gestion opérationnelle des processus de production.

ASSOCIATION DES PARTENAIRES SOCIAUX AUX RÉFLEXIONS

Conformément aux exigences légales locales, des comités réunissant des représentants des collaborateurs et de la direction sont constitués à Cognac, à Angers et à la Barbade pour traiter les aspects d'hygiène et de sécurité au travail et veiller à l'application des règles de prévention. Les partenaires sociaux sont ainsi étroitement associés aux réflexions hygiène et sécurité lors de la conduite de projets structurants sur les sites de production. Le dialogue entre toutes les parties prenantes sur les thématiques santé et sécurité est en permanence recherché et favorisé.

ENGAGEMENTS

En France, le groupe s'est engagé au travers de l'accord sur les seniors à réaliser une analyse des principaux emplois et situations professionnelles à risque en vue d'identifier les situations nécessitant une amélioration de l'ergonomie et/ou de l'environnement de travail.

INITIATIVES LOCALES

Chacun des sites de production a mis en place un dispositif spécifique pour rester en veille et améliorer de manière continue les conditions de travail des collaborateurs (Indicateur GRI G4-LA8).

Le site d'Angers s'attache régulièrement à développer et communiquer sur les nouveaux outils élaborés pour protéger les collaborateurs et faciliter leur quotidien, en particulier via une charte sur les déplacements professionnels ainsi qu'une charte sur la bonne gestion des réunions, des e-mails et du téléphone portable professionnel. La mise en place de la base de co-voiturage interne permet de continuer le développement de la communication entre les collaborateurs et de favoriser une optimisation des moyens de transport.

À Angers comme à Cognac, divers aménagements ergonomiques ont continué à être mis en place pour certains postes administratifs ou industriels afin d'améliorer les conditions de travail. Ainsi à Cognac, le site a par exemple procédé à la mécanisation de la pose des couvercles des canister et a mis en place des tables de transfert pour éviter le port de charges lourdes.

En matière de sécurité, le groupe poursuit les actions de formation pour tous les nouveaux collaborateurs ou intervenants sur site informant sur les conditions de sécurité spécifiques du site, sur les règles à respecter et sur les risques encourus. Dans le cadre des procédures de sécurité, des revues des zones à risque sont régulièrement organisées pour actualiser les affichages et les informations à destination du personnel et des intervenants extérieurs.

Sur le site d'Angers, des formations spécifiques ont été créées et adaptées sur la thématique Éco-prévention conduite pour les personnes amenées à se déplacer fréquemment dans le cadre de leurs obligations professionnelles en voiture – ainsi que les personnes habitant loin de leur lieu de travail.

Différentes actions de prévention ont également été menées sur le site d'Angers. Celles-ci ont eu pour thématique la sécurité routière et les nuisances sonores, avec la mise en place de panneaux acoustiques ayant pour effet de réduire sensiblement le volume sonore sur les lignes de conditionnement. Sur l'exercice 2017/18, le site d'Angers a mis à disposition des collaborateurs une station de gonflage et des bornes de chargement des véhicules électriques afin de valoriser l'engagement écologique des collaborateurs.

Sur les sites de Cognac, de nombreux projets ont été menés pour améliorer les conditions de travail et de sécurité des collaborateurs : au centre élaboration produit, la sécurisation du travail en hauteur a été renforcée par la mise en place de plinthes et gardes corps sur les cuves inox et le remplacement des échelles d'accès aux tonneaux et cuves ; de nombreuses mises en conformité des sprinklers et RIA ont été réalisées dans nos chais et dans la cuverie. Sur l'unité de conditionnement de Mepins un projet a permis sécuriser les accès lors des interventions humaines en hauteur sur les palettiseurs, des systèmes antichute ont été déployés pour les palettiseurs de différentes lignes d'embouteillage.

Sur le site de Mount Gay, il y a eu plusieurs améliorations dans les domaines de la santé et de la sécurité des collaborateurs, du bien-être au travail et de la sensibilisation à la Responsabilité Sociétale et Environnementale. Des actions de sensibilisation des collaborateurs à la Responsabilité Sociétale et Environnementale ont entraîné une plus grande participation de leur part aux activités environnementales, comme la plantation d'arbres ou le recyclage. Les collaborateurs ont également participé à des actions communautaires caritatives pour sensibiliser à l'importance de l'écologie dans les projets développement durable et d'embellissement.

INDICATEURS SANTÉ ET SÉCURITÉ

Pour plus de précisions sur le périmètre considéré, se reporter à la note méthodologique.

Pour le périmètre France, Barbade et Islay, le taux d'absentéisme cumulé, mesuré en heures d'absence par heures travaillées théoriques est de 2,3% pour 2017/18 (indicateur GRI G4-LA6). Ce taux n'inclut pas les longues maladies de plus de 90 jours d'arrêt.

Enfin, en France, une maladie professionnelle a été déclarée et reconnue par les autorités compétentes de l'Assurance Maladie au cours de l'exercice 2017/18.

Le taux de fréquence des accidents du travail sur les sites de production de France (hors DHG), de la Barbade et d'Islay pour 2017/18 est de 9,13 taux exprimé en nombre d'accidents de travail avec arrêt par million d'heures travaillées réelles (indicateur GRI G4-LA6).

Le taux de gravité est faible à 0,38, exprimé en nombre de jours d'arrêt pour accident de travail par million d'heures travaillées réelles (indicateur GRI G4-LA6). En vue de remédier aux causes de chaque accident, des membres des comités d'hygiène et sécurité réalisent systématiquement un arbre des causes et remettent des conclusions et des recommandations au comité.

— 2.3 INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

L'un des axes prioritaires du plan RSE 2020 est la préservation de l'environnement, *rendre à la terre ce qu'elle nous donne*. À travers cet objectif, Rémy Cointreau protège à la fois ses terroirs et les ressources naturelles dont proviennent ses matières premières. Depuis sa création, Rémy Cointreau a fait de son engagement environnemental un levier durable de sa réussite économique grâce notamment à une politique ambitieuse de certifications.

2.3.1 LA VITICULTURE AU CŒUR D'UNE POLITIQUE DE PLUS EN PLUS RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT

La vigne offre ses produits à Rémy Martin et ses fruits font l'excellence des eaux-de-vie de ses cognacs. Afin d'en tirer le meilleur, Rémy Martin mise sur un partenaire de confiance auprès duquel il s'approvisionne exclusivement depuis 1966 : l'Alliance Fine Champagne (AFC). Cette structure coopérative l'accompagne dans son développement. Ce partenariat doit refléter les efforts du groupe dans la préservation de l'environnement. Rémy Martin dispose également de vignobles en propre, regroupés dans les Domaines Rémy Martin. Ils constituent aujourd'hui une plateforme d'expérimentations en matière de viticulture innovante et respectueuse de l'environnement pour promouvoir la politique du groupe.

PRATIQUER UNE VITICULTURE QUI RESPECTE LE TERROIR ET LES MATIÈRES PREMIÈRES

Prendre soin de la vigne c'est adopter des modes de culture respectueux de l'environnement.

Les Domaines Rémy Martin poursuivent leur contribution à la recherche de l'excellence environnementale de la viticulture française, en lien avec la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires et des fertilisants.

Les Domaines Rémy Martin sont membres du réseau Ecophyto, Initiative nationale issue du Grenelle de l'environnement et pilotée par le ministère de l'Agriculture. Elle vise à diminuer progressivement l'utilisation des produits phytosanitaires et réduire ainsi la pollution des sols. Cette année, les Domaines Rémy Martin ont encore accentué leur activité R&D avec 10 projets d'études consacrés à ce sujet.

Une attention particulière est portée :

- à l'utilisation des produits de biocontrôle pour la lutte contre les maladies de la vigne :
Dans le cadre du plan national Ecophyto, des essais sont menés en collaboration avec l'IFV (Institut français de la vigne et du vin) pour réduire l'usage des produits phytosanitaires dans les vignobles. L'étude porte sur la recherche d'un itinéraire technique favorisant l'usage des produits de biocontrôle, qui utilisent des mécanismes naturels dans le cadre de la lutte intégrée contre les insectes ou espèces menaçant la vigne. Le principe du biocontrôle repose ainsi sur les interactions régissant les relations entre les espèces dans les milieux naturels ;
- à l'usage des engrais verts :
L'amélioration du potentiel de fertilité des sols sur le long terme doit être recherchée au travers de pratiques viticoles respectueuses de l'environnement et de la qualité de la ressource en eau. Les

Domaines Rémy Martin étudient l'implantation et la gestion de couverts hivernaux de type engrais verts. L'objectif est de générer une biomasse végétale importante lors de la phase de repos végétatif de la vigne (automne-hiver-début de printemps), de capter l'azote (sol et atmosphérique) et de le restituer à la vigne en période végétative pour diminuer les apports exogènes. Cette technique, qui favorise la biodiversité, produit en outre un effet positif sur la texture et la structure du sol. Des plateformes de démonstration et d'expérimentation, initiées en 2014, combinent engrais vert/mode d'entretien des sols/gestion de la fertilisation. La réponse de la vigne sera étudiée sur 5 à 7 ans au minimum, une période de 2 à 3 ans étant nécessaire pour mesurer les premiers effets ;

- à l'utilisation de la robotique dans les vignobles :

L'étude, menée en collaboration avec la société Naïo Technologies a pour but de tester un prototype de robot autonome pour l'adapter aux modes de conduite des vignes de Cognac. Les travaux portent essentiellement sur l'entretien des sols (inter-rangs et culture sous le rang) ;

- à la sélection de cépages résistants :

L'étude porte sur de nouvelles alternatives à la lutte contre le mildiou et l'oidium, à l'aide de nouveaux cépages sélectionnés par la station viticole du BNIC (Bureau national interprofessionnel du cognac) et l'INRA (Institut national de la recherche agronomique). La phase de sélection en cours a permis de retenir quatre cépages différents, plantés sur quatre parcelles des Domaines. Le but de ces essais est de mesurer le potentiel et la qualité de la production pour vérifier que les exigences actuelles de qualité soient respectées par ces nouvelles variétés. La première production sera obtenue dans trois ans et l'essai sera mené sur dix ans ;

- à la lutte contre le mildiou :

Une plateforme Mildiou a pour objectif de tester différents programmes de traitements contre le mildiou à plus faibles impacts environnementaux. Ces programmes portent sur la réduction des doses et l'utilisation de produits alternatifs (par exemple des stimulateurs naturels de défense de la vigne). Cette plateforme, mise en place en 2016, a été renouvelée en 2018. Dans les années suivantes, les modalités des programmes seront amenées à évoluer en fonction des nouvelles avancées en matière de produits alternatifs. Cette étude est menée en partenariat avec la chambre d'agriculture et sera étendue à l'oidium ;

- aux méthodes de lutte naturelle telles que les lâchers de trichogrammes :

Dès 2014, une plateforme de biocontrôle a été mise en place avec la chambre d'agriculture de Charente et l'entreprise Blotop. Ce partenariat constituait l'unique plateforme française de recherche viticole expérimentant la technique du lâcher de trichogrammes (insectes de la même famille que les abeilles) afin de lutter contre les ravageurs de la grappe (tordeuses). Cette année, les travaux ont porté sur la mise en place d'une plateforme d'expérimentation portant sur l'utilisation des trichogrammes dans la lutte contre Eudemis (Partenariat avec la Chambre d'Agriculture de Charente et l'entreprise Bioline). Le succès de ces travaux sur le biocontrôle a notamment fait l'objet d'une présentation au public au cours de la 6^e Conférence sur les moyens alternatifs de protection pour une production intégrée (COMAPPI) à Lille en mars 2017.

Depuis 2016, les Domaines Rémy Martin ont mis en place l'indicateur IFT, indice de fréquence de traitement. L'IFT est un indicateur de suivi de l'utilisation des produits phytosanitaires à l'échelle d'une exploitation agricole ou d'un groupe d'exploitations. La réduction de la valeur de l'IFT permet à une exploitation d'évaluer ses progrès en termes de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires. Cet indicateur est également utilisé pour la mise en œuvre du plan national Ecophyto.

Cette année, la valeur de l'IFT est de 15,4, soit une diminution de 19% par rapport à la valeur 2016/2017 (19,1) en raison de traitements spécifiques dus à des conditions climatiques exceptionnelles l'année précédente (pluie et grêle).

La valeur moyenne de l'IFT sur les 5 dernières années est de 17,2, en baisse de 2,5% par rapport à la valeur moyenne 2016/2017 (17,6).

Ces valeurs sont inférieures à la référence régionale validée par le Ministère de l'Environnement, qui est de 18,2 (source : SSP – Agreste/enquête sur les pratiques phytosanitaires en viticulture/2013).

Il faut toutefois préciser également que plus de 16% de la valeur de l'IFT (soit 2,5 points d'IFT) est due à l'obligation de traitement de la flavescence dorée, les Domaines Rémy Martin étant dans le périmètre géographique de lutte obligatoire contre cette maladie au niveau national.

L'objectif du plan RSE 2020 est de réduire de 10% la valeur de l'IFT (valeur de référence : IFT 2016/2017 égal à 17,6) et donc d'atteindre une valeur maximale de 15,8 en 2020.

À noter que tous les produits phytosanitaires utilisés par les Domaines Rémy Martin sont classés inoffensifs pour la faune et la flore auxiliaires.

Les Domaines Rémy Martin confirment également leur volonté de soutenir diverses expérimentations : près de 30 analyses de sols et de feuilles ont été réalisées et sont essentielles pour le suivi de la vigne. Cela permet d'adapter ainsi le plus finement possible l'application des fertilisants et oligoéléments.

UNE POLITIQUE DE CERTIFICATION POUR RECONNAÎTRE LES EFFORTS MENÉS ET GUIDER LES PRATIQUES

L'ambition de Rémy Cointreau est de rester leader d'une viticulture économiquement compétitive, tout en demeurant intransigeant sur la qualité de ses produits et la préservation de l'environnement. Un pari ambitieux que le groupe s'efforce de tenir et d'étendre année après année. L'intégration des Domaines Rémy Martin dans le périmètre de reporting RSE renforce la volonté de mesurer, de rendre compte des démarches innovantes et de progresser.

Les Domaines Rémy Martin, certifiés agriculture raisonnée depuis 2009, ont obtenu le niveau 3 de la certification agriculture à haute valeur environnementale, délivrée par l'AFNOR en 2012. Récompensant les actions menées pour la préservation de la biodiversité et la réduction de l'usage des produits phytosanitaires, il s'agit d'une reconnaissance de l'effort fourni et d'un guide pour l'activité quotidienne.

Cette certification a été une nouvelle fois renouvelée pour 3 ans début 2018. À ce titre, les Domaines Rémy Martin sont dorénavant inscrits dans l'annuaire national des exploitations certifiées HVE niveau 3.

En lien avec cette certification, la formation des collaborateurs porte régulièrement sur la conduite de nouveaux matériels de pulvérisation favorisant l'efficacité de l'application des produits de traitement (Indicateur GRI G4-LA9).

VALORISER LES PRATIQUES VITICOLES DES PARTENAIRES

Rémy Cointreau souhaite entraîner à sa suite non seulement ses collaborateurs internes mais aussi tous les viticulteurs et bouilleurs de cru de la coopérative Alliance Fine Champagne (AFC) dans la mise en place de certifications AHVE.

Un groupe de travail spécifique RSE 2020 a été créé au sein de l'AFC en décembre 2016 afin d'établir un projet de certification AHVE et de communiquer auprès de la coopérative les objectifs du nouveau plan RSE.

L'objectif est que 100% des adhérents de la coopérative soient engagés dans la démarche environnementale d'ici 2020 et qu'une majorité de viticulteurs soit certifiés AHVE niveau 3 d'ici 2022. L'AFC et Rémy Martin ont convenu que d'ici 2020, tous les adhérents de la coopérative devront avoir participé aux formations environnement réalisées en collaboration avec les chambres d'agriculture locales. Parmi les critères sur lesquels reposera la certification AHVE, figure notamment la réduction des indices de fréquence de traitements (IFT). Cette certification qualifiée « Haute Valeur Environnementale », agréée par le ministère de l'Agriculture, sera contrôlée par des organismes tiers indépendants.

La plaquette d'information environnementale AHVE du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation a été diffusée auprès de tous les viticulteurs de l'AFC. De nombreuses réunions « Rencontres avec La Maison Rémy Martin » ont été organisées afin d'encourager les viticulteurs à s'engager dans la démarche AHVE.

Avec l'atteinte de ces objectifs AHVE, l'AFC répond également aux objectifs du Bureau national Interprofessionnel du cognac (BNIC) désormais engagé dans une démarche de certification environnementale grâce à un nouveau référentiel local « viticulture durable ».

En 2017/2018, 208 viticulteurs ont suivi les deux jours de formation correspondant à l'engagement au niveau 1 de l'AHVE, intégrant le référentiel local Viticulture Durable. Depuis 4 ans, ce sont donc 363 viticulteurs qui se sont engagés dans une démarche environnementale, soit 45% des adhérents de la coopérative (ce qui représente 64% des surfaces viticoles de la coopérative).

Cette année, 62 viticulteurs ont obtenu la certification AHVE de niveau 3, le niveau le plus élevé d'engagement de cette certification, ce qui porte le total de viticulteurs certifiés à 85 depuis 4 ans, soit 11% des adhérents de la coopérative (ce qui représente 23% des surfaces viticoles de la coopérative).

Début 2018, Rémy Martin a procédé à une remise de prix « Centaure de l'Environnement » afin de récompenser les 69 nouveaux viticulteurs certifiés HVE en 2017, pour leurs efforts et leurs engagements dans l'excellence environnementale de leurs exploitations.

La société Rémy Martin a à cœur d'établir un lien étroit avec les viticulteurs et tient à leur apporter toutes les informations attendues sur le partenariat et la société elle-même. C'est dans ce dessein qu'a été créée la Lettre Rémysphère. Elle a été pensée comme un rendez-vous au rythme de la vigne et du travail viticole : floraison, vendanges, distillation.

Distribuée sous format papier, cette lettre est également consultable sur le site rémysphère.com, qui informe également régulièrement les viticulteurs sur les résultats du groupe, l'actualité des marques et la conjoncture économique ainsi que sur les évolutions techniques. Le site intègre désormais un point RSE régulier dans une rubrique dédiée et des informations sur le projet AHVE.

2.3.2 LE TERROIR ET LE TERRITOIRE : ANCRAGE, ENJEUX ET PROTECTION

Partout dans le monde où le groupe est présent, les maisons de Rémy Cointreau sont impliquées dans la préservation des terres qu'elles exploitent, directement ou indirectement. Entretenir et respecter les terroirs dans lesquels elles puisent le caractère et la typicité des produits est un acte vital. Le sol, le climat, l'air, la biodiversité, les modes de production : chaque région est particulière. Les terroirs sont les creusets au sein desquels se transmettent des traditions et s'élaborent de nouveaux savoir-faire. Petites parcelles sur une immense planète, ils sont les lieux où les femmes et les hommes répètent des gestes ancestraux, enrichis à chaque étape par l'empirisme et l'intuition de chacun. Toutes les dimensions d'un terroir contribuent à la particularité des spiritueux de Rémy Cointreau : géographique, humaine, culturelle. La qualité de l'environnement, la richesse de la biodiversité contribuent directement à l'excellence des produits.

PÉRENNISER ET PROTÉGER LA CULTURE, LES MATIÈRES PREMIÈRES & LE SAVOIR-FAIRE

L'un des axes prioritaires du dernier plan RSE 2020 est la préservation de l'environnement. « Rendre à la terre ce qu'elle nous donne » : à travers cet objectif, Rémy Cointreau protège ses terroirs et leurs ressources naturelles.

Cela se traduit par le déploiement d'une agriculture responsable et durable pour la production de toutes nos matières premières, avec l'ambition que la totalité des terres utilisées soient sous référentiel ou label d'agriculture responsable et durable.

Cette année a été consacrée à la création d'un nouvel indicateur pour prouver et piloter cet engagement. La première étape a été d'estimer les surfaces agricoles utilisées pour les approvisionnements stratégiques de Rémy Cointreau :

- surfaces viticoles pour les cognacs Rémy Martin, LOUIS XIII et le brandy Saint-Rémy ;
- surfaces de terres céréalières pour les whiskies Bruichladdich, Westland et Domaine des Hautes Glaces ;
- surfaces de terres consacrées à la culture de la canne à sucre pour le rhum Mount Gay ;
- surfaces de terres consacrées à la culture d'orangers pour la liqueur Cointreau.

Sur la base des informations collectées à date, ce sont près de 18 000 hectares de terres agricoles et viticoles qui sont utilisés par Rémy Cointreau. L'ambition du groupe est que la totalité de ces surfaces soient cultivées dans un modèle d'agriculture responsable et durable d'ici 2024.

Révéler les potentialités du terroir de l'île d'Islay

Les équipes de Bruichladdich contribuent à révéler les potentialités de leur terroir. La réimplantation de différentes variétés de l'orge traditionnelle et la préservation du *Bere Barley* sont désormais à l'actif de la maison qui s'approvisionne également avec de l'orge, produite au bord du Moray Firth, au nord-est de l'Écosse. Issue de l'agriculture biologique, la rotation des cultures y est respectée sur cinq récoltes, afin de préserver la fertilité du sol et d'encourager les effets positifs sur la biodiversité locale.

De son côté, The Botanist a créé sa propre fondation avec pour mission principale de travailler avec les habitants de l'île. Objectif : améliorer la compréhension et la conservation de la diversité botanique locale. La préservation des espèces est un élément vital de l'avenir de The Botanist, seul et unique gin de l'île d'Islay. Au total,

vingt-deux plantes seront récoltées pour la distillation. S'assurer que les récoltes des plantes de l'île sont faites de façon durable et responsable prolonge les efforts du groupe sur le territoire écossais et renforce la cohérence de sa politique.

#1Orange1Tree pour les orangers du Sénégal

À Angers, l'opération #1Orange1Tree menée sur les réseaux sociaux en 2017, en partenariat avec Nazliha Mestaoui, artiste-activiste à l'origine de l'application *1 Heart 1 Tree* et avec l'association Oceanium de Dakar, a permis de financer un projet de reforestation au Sénégal, comprenant la plantation d'orangers. Cette action vise plus largement à réinstaurer de la biodiversité en Casamance, région du Sénégal menacée par la disparition des ressources.

La préservation des ressources naturelles à la Barbade

À La Barbade, Rémy Cointreau intègre la préservation des ressources naturelles dans l'ensemble de ses activités. Rémy Cointreau contribue à retrouver les savoir-faire d'origine de la culture de la canne à sucre. Tout en organisant une meilleure maîtrise de la matière première, le travail engagé par le groupe sur la redécouverte des spécificités locales de la canne est à l'origine d'une prise de conscience collective. Après le rachat de la distillerie Mount Gay, le groupe a acquis 134 hectares de terres de production de canne à sucre : il y expérimente des modes de cultures biologiques et de permaculture, au bénéfice également des agriculteurs locaux impliqués dans cette démarche.

Domaine des Hautes Glaces et développement local

En 2017, Rémy Cointreau a pris pied entre le massif des Écrins et les falaises du Vercors, pour encourager le pari d'un whisky « à la française ». Né des cultures de céréales environnantes, Le Domaine des Hautes Glaces élabore – pour l'instant à petite échelle – des produits nés d'un projet de développement local, où les agriculteurs sont partenaires et engagés. La jeune marque affiche fièrement son rapport au territoire, encourageant par exemple la rotation des cultures pour une meilleure vie des sols et de nouveaux équilibres fondés sur l'agroéconomie.

Le projet, né deux ans plus tôt, entre naturellement en résonance avec les valeurs du groupe. Le Domaine des Hautes Glaces travaille avec les agriculteurs locaux pour développer de nouvelles cultures d'orge, de seigle, d'épeautre, d'avoine et de triticale bio. La création de cette nouvelle filière rurale pour le whisky offre une nouvelle vision pour le territoire et son développement, et des débouchés pérennes à la conversion de fermes en agriculture biologique.

Le groupe explore et fait renaître des savoir-faire pluri-centenaires, loin des standards et des stéréotypes. Jusqu'à l'alambic, réalisé par un chaudronnier voisin, chauffé par un brûleur à granulés de bois : l'énergie de ce brûleur permet un contrôle très fin de la température, avec des ressources renouvelables et disponibles en abondance dans la région. Le groupe affirme haut la vérité des sols, des climats, des espaces, et de l'humilité de l'homme face au temps et au travail de la nature.

Préserver la forêt et la biodiversité

Le groupe s'est engagé, depuis plusieurs années déjà, en France, pour la préservation de la forêt à travers une opération de mécénat en partenariat avec l'Office National des Forêts. Parce que la couverture forestière contribue à préserver des habitats naturels à la biodiversité, Rémy Cointreau a participé à la replantation plus de 115 000 plants de chêne depuis 2015. Un accent tout particulier sera mis dans les années à venir, sur le développement du chêne pédonculé, caractéristique de l'élaboration de Rémy Martin.

En partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux, les équipes du groupe effectuent un suivi écologique d'une parcelle des Domaines Rémy Martin : des relevés floristiques et faunistiques sont réalisés depuis cette année afin d'améliorer la gestion du boisement et préserver la biodiversité de la parcelle. D'autres essences (peupliers, frênes...) jouent également un rôle important dans la filtration de l'eau potable et contribuent à la préservation de la biodiversité (Indicateur GRI G4-EN13). Par ailleurs, après avoir participé à la création d'un sentier forestier « Biodiversité » dans la forêt de la Braconnerie près d'Angoulême, Rémy Martin a participé cette année à une opération de mécénat pour assurer l'avenir de la forêt domaniale de Moulères, dans la Vienne : le projet prévoit le renouvellement forestier avec le reboisement d'une douzaine d'hectares de chênes plus résistants à la sécheresse.

Ces initiatives résonnent positivement avec les actions engagées par la distillerie Westland en faveur de la plantation de chênes Garlanda dans le Nord-Ouest Pacifique. La distillerie, qui a rejoint le groupe début 2017, attache également une attention très particulière aux différentes variétés de chênes des forêts locales.

S'IMPLIQUER AUX CÔTÉS DES COMMUNAUTÉS ET AGIR EN ACTEUR RESPONSABLE

Partout dans le monde, les salariés de Rémy Cointreau se mobilisent pour rendre des services à la communauté et tisser du lien avec les populations locales. Sur les différents territoires où il est présent, le groupe participe, par son activité, ses retombées directes et indirectes et grâce à l'enthousiasme de ses collaborateurs, à faire exister des environnements d'échanges et d'entraide.

Fidèles aux valeurs de Rémy Cointreau, différentes initiatives solidaires inspirent les collaborateurs et participent pleinement aux engagements sociétaux du groupe.

Aux États-Unis, les équipes organisent ainsi depuis plusieurs années maintenant la « semaine nationale du service à la collectivité ». En 2017, cette « *Community Week* » a mobilisé près d'une centaine de collaborateurs et a permis de consacrer plus de 980 heures de travail au service des autres. Six actions ont été soutenues, en différents lieux des États-Unis. Certains ont consacré leurs talents, leur temps et leurs efforts à livrer des repas aux personnes dans le besoin, à préparer des paniers-repas dans le cadre de l'opération #hashtaglunchbag, ou encore à trier et reconditionner des aliments pour la banque alimentaire du Comté d'Orange.

À New-York, les salariés de Rémy Cointreau ont donné de leur temps à l'occasion d'un « *Volunteer Day* » dans le célèbre Jardin botanique de la ville. Désherbage, nettoyage et initiation à l'horticulture ont permis aux bénévoles de découvrir autrement le très populaire Peggy Rockefeller Rose Garden.

En France, à Cognac, les salariés Rémy Martin se sont eux aussi mobilisés lors des « Foulées de Rose », une course d'obstacles au bénéfice d'un enfant handicapé atteinte d'une maladie génétique orpheline rare. Cette action de solidarité doit permettre à cette enfant de bénéficier de soins intensifs dans un établissement adéquat au traitement de sa maladie.

À La Barbade, Rémy Cointreau est l'un des principaux acteurs économiques de l'île, avec la pleine conscience de son rôle et de ses responsabilités. Le groupe encourage et soutient la participation de ses collaborateurs à des opérations collectives de ramassage des déchets plastiques, à la mise en place de collectes sélectives et de transformations des déchets, à la formation aux bonnes pratiques, à la promotion d'une consommation responsable d'alcool lors des grands événements festifs, à la mobilisation en aide aux communautés dévastées après le passage de l'ouragan

Irma mais aussi à l'aide aux familles démunies pour les doter d'un logement décent.

Les collaborateurs contribuent également à la préservation et la sauvegarde du terroir. À l'occasion de la journée « Give forward to our community », ils se sont mobilisés pour améliorer la qualité de vie au village Mount Gay à Sainte Lucy. Près de 140 salariés ont participé à la consolidation de bâtiments, à la remise en état d'arrêts de bus, d'aménagements à l'entrée du village, et à la plantation de palmiers. Une sensibilisation à la protection de l'environnement a permis la création d'une serre et la restauration d'un verger appartenant à la distillerie. Les employés ont décidé d'interdire sur l'ensemble de leur site l'utilisation du polystyrène, matériau polluant et peu recyclé.

Les plus jeunes générations sont également associées : fin 2017, pendant plusieurs mois, les étudiants en agronomie du *Barbados Community College* ont pu utiliser des surfaces agricoles acquises par Mount Gay pour exercer leur expertise. Cette collaboration exemplaire a permis de les mettre directement en situation d'application des enseignements, avec un accent spécifique sur les méthodes de cultures biologiques et la permaculture.

Afin de mesurer l'impact de l'engagement de Rémy Cointreau et de ses équipes dans chacun de ses métiers, une première étude approfondie sur l'impact sociétal global des activités du groupe à La Barbade a été réalisée en octobre 2017. Elle a vocation à mesurer l'empreinte sociétale de Mount Gay sur le territoire avec trois axes fondamentaux : viabilité écologique, viabilité économique et viabilité sociale. Cette étude fournira une aide à la décision utile pour le pilotage des futures actions à engager sur l'île et permettra de définir un cadre méthodologique commun pour établir la contribution du groupe à ses terroirs.

2.3.3 FAIRE DES COLLABORATEURS DES AMBASSADEURS POUR L'ENVIRONNEMENT

Rémy Cointreau a conscience que ses collaborateurs sont la colonne vertébrale du groupe. Pour appliquer sa politique RSE de manière solide et cohérente, le groupe a à cœur de faire participer chacun, en amont et en aval de la production afin de réduire l'impact environnemental de l'activité de Rémy Cointreau. Tous deviennent ainsi de véritables ambassadeurs pour la protection de l'environnement en France et à l'étranger. Cette année, le reporting RSE a de plus été étendu aux sociétés Westland et Domaine des Hautes Glaces.

En 2017/2018, Rémy Cointreau a investi 3,1 millions d'euros pour l'amélioration de la qualité, de la sécurité et de l'environnement (Indicateur GRI G4-EN31) sur l'ensemble de ses sites de production.

La formation sur ces trois volets a été en forte progression en France en 2017/2018 avec, au total, 4 543 heures concernant 456 personnes (2 649 heures en 2016/2017 – Indicateur GRI G4-LA9). Les formations ont essentiellement porté sur l'écoconception des produits, le bien-être au travail, les habilitations électriques et une formation « Handicap et santé au travail » sous forme de représentation théâtrale.

Les sociétés Cointreau et E. Rémy Martin sont certifiées Qualité, Environnement et Sécurité alimentaire (ISO 9001, ISO 14001 et ISO 22001). La société Cointreau est également certifiée OHSAS 18001. Les sociétés Bruichladdich et Mount Gay sont titulaires de la certification Qualité ISO 9001.

La société Cointreau a renouvelé cette année ses certifications ISO 9001, ISO 14001, ISO 22001 et OHSAS 18001. Près de trente points forts ont été cités, tels que l'engagement RSE du groupe,

les outils mis en place pour répondre aux exigences des nouvelles versions des normes et l'évaluation des fournisseurs par le Service Achats.

À Cognac, l'audit de suivi QSE ISO 9001, ISO 14001, ISO 22001 a également mis en évidence de nombreux points forts tels que la déclinaison et le suivi de la politique RSE du groupe, les revues de processus, l'animation terrain des aspects environnementaux, le renforcement de l'exigence HVE auprès des viticulteurs de l'AFC et la maîtrise des fournisseurs d'articles de conditionnement (Intégration du respect des principes du *Global Compact*).

Afin de mieux répondre aux évolutions exigées par les normes ISO 14001 et ISO 9001, des groupes de réflexion ont été constitués sur les sites de Cognac et d'Angers pour intensifier le lien entre leur politique environnement et la politique RSE du groupe. Les responsables de processus ont été formés au sein des différents sites du groupe. La préparation du passage aux nouvelles versions des normes 2015 ISO 9001 et ISO 14001 a permis d'établir sur les deux sites la cartographie des risques et la cartographie des parties prenantes.

Le groupe tient à impliquer ses collaborateurs dans sa démarche QSE. Il fait appel pour cela à des volontaires afin de constituer un maillage fin au sein de l'entreprise. En 2017/2018, sur le site de Cognac, 35 référents SSE (Sécurité, Santé, Environnement) sont répartis dans les différents services. Ils sont les relais/portes-parole du personnel de leur secteur d'activité. Ils participent à la validation des modalités pratiques de réduction de l'impact sur l'environnement (tri des déchets, incidents, presque accidents) et font remonter toute suggestion d'amélioration du Système de Management de l'Environnement et de Sécurité. Les référents SSE contribuent à la réalisation des objectifs Sécurité/Environnement et sont notamment sollicités trimestriellement pour réfléchir à l'évolution des pratiques. Cette année, trois réunions ont été menées sur l'examen des indicateurs Environnement et Sécurité, le bilan des audits internes et les projets d'animation 2018/2019. Des réunions Sécurité, Santé, Environnement ont également lieu trois fois par an entre les sites d'Angers et de Cognac afin de réaliser une veille réglementaire sur les dispositions légales de ces thématiques et de faire le point sur les actions menées en lien avec la politique RSE du groupe.

Cette année, une conférence internationale a réuni sur le site de Cognac l'ensemble des créateurs du groupe (« *Creator's Conference* ») et leurs équipes (Maîtres de chais et Maîtres distillateurs). L'un des points majeurs de cette réunion concernait l'intégration de l'agriculture responsable et durable dans les approvisionnements agricoles et viticoles du groupe.

Parallèlement à ces actions, le site Intranet du groupe, en cours de réactualisation, intègre désormais un volet dédié à la RSE. Les informations partagées porteront sur les chartes et codes du groupe en lien avec la stratégie RSE, les engagements RSE et des exemples d'actions actualisés régulièrement.

2.3.4 LES EFFORTS CHIFFRÉS DU GROUPE SUR LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Aujourd'hui, les Informations environnementales proviennent des sites de production de Cognac, d'Angers, de La Barbade et d'Islay (Écosse), du site administratif de Paris ainsi que des sociétés Domaines Rémy Martin, Domaine des Hautes Glaces et Westland. Les filiales de distribution ne font pas partie des Informations ci-dessous, leurs impacts environnementaux étant jugés non significatifs. Le périmètre d'application de chaque indicateur est précisé dans le chapitre « Note méthodologique ».

En ce qui concerne les provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, elles se limitent à une garantie octroyée à la société E. Rémy Martin & Co, pour 2,65 millions d'euros au titre du risque Seveso.

ÉNERGIES ET RESSOURCES NATURELLES

Consommation d'énergie

Le groupe a choisi de transformer la contrainte réglementaire en opportunité afin de refléter l'ambition du plan RSE 2020.

En 2016, basé sur les diagnostics énergétiques réalisés en 2015, un plan de réduction des consommations d'énergie a été établi pour les sites de Cognac et d'Angers, avec le choix d'objectifs concernant de potentielles réductions de consommations d'énergie (électricité et gaz) d'ici 2020 (Indicateur GRI G4-EN8). L'objectif à atteindre en fin de plan RSE 2020 est une réduction de 900 MWh des consommations d'énergie des sites français. Les principales actions retenues concernent l'optimisation du fonctionnement des réseaux d'air comprimé, le remplacement des compresseurs, la supervision des modes de chauffage, la gestion des éclairages et la rénovation des bâtiments.

Cette année, les actions menées sont en ligne avec le plan et correspondent à des réductions de consommation d'énergie de 423 MWh, soit 47% des objectifs 2020.

Les principales actions ont porté sur :

- le fonctionnement des compresseurs (réduction du temps de fonctionnement, diminution des pressions de fonctionnement, détection de fuites) ;
- rénovation des éclairages ;
- optimisation des chaufferies, remplacement d'aérothermes au gaz par des rooftops air/air réversible ;
- sensibilisation régulière des collaborateurs aux économies d'énergie (flashs d'Informations).

Des fiches explicatives ont également été mises en place auprès des thermostats de climatiseurs, notamment dans les salles de réunion, afin d'assurer une utilisation optimale des matériels.

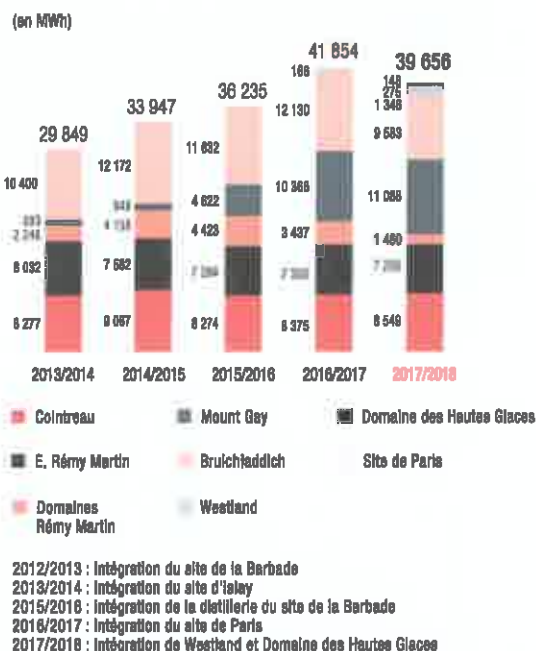
Sur le site d'Angers, plusieurs actions issues du groupe de travail Énergie ont été déployées au quotidien : l'extinction automatique des ordinateurs, écrans et imprimantes en fin de journée, l'éclairage automatique des sanitaires ; de nouveaux outils ont été proposés comme la programmation du temps de fonctionnement des imprimantes et un bouton d'extinction générale du matériel informatique de tout un bureau.

Les études menées sur les sites pour évaluer le potentiel d'intégration des énergies vertes dans les processus de production ont permis la signature de contrats pour l'achat d'énergies renouvelables. Depuis 2016, la totalité des consommations d'électricité par les sites français du groupe (hors Domaine des Hautes Glaces) est d'origine renouvelable (énergie issue d'une production hydraulique). Concernant Le Domaine des Hautes Glaces, 91% de la consommation d'énergie totale est d'origine renouvelable (chauffage au bois des alambics).

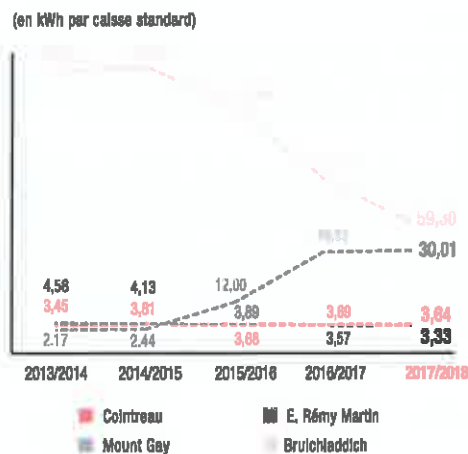
Des actions commencent également à être déployées par les filiales commerciales. Les bureaux Rémy Cointreau de Genève ont mis en place un plan de réduction des consommations d'énergie avec remplacement d'ampoules électriques par des lampes LED et mise en place de systèmes automatiques d'extinction des éclairages.

En 2017/2018, la consommation totale d'énergie du groupe s'élève à 39 656 MWh, en baisse de 5% par rapport à l'année précédente.

CONSUMMATION TOTALE D'ÉNERGIE (INDICATEUR GRI G4-EN3)

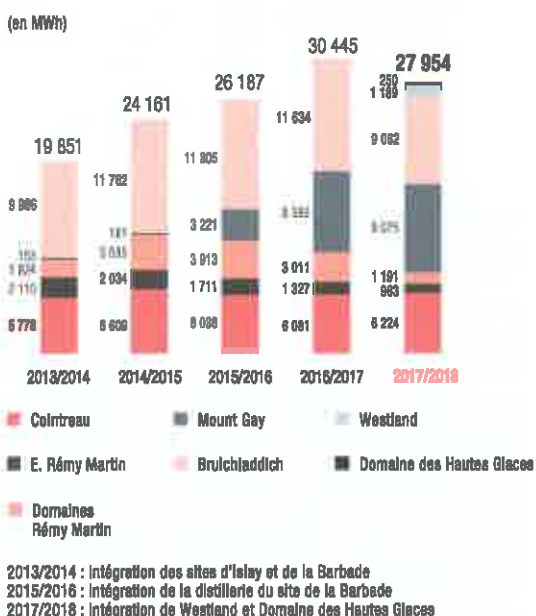


La consommation totale d'énergie s'est établie à 7,5 kWh par caisse standard (hors Domaines Rémy Martin et site de Paris). Cette valeur est en baisse de 5% par rapport à l'année précédente, en raison principalement de la baisse des consommations d'énergie directe comprenant les consommations de gaz, fuel et gasoil (indicateur GRI G4-EN3).

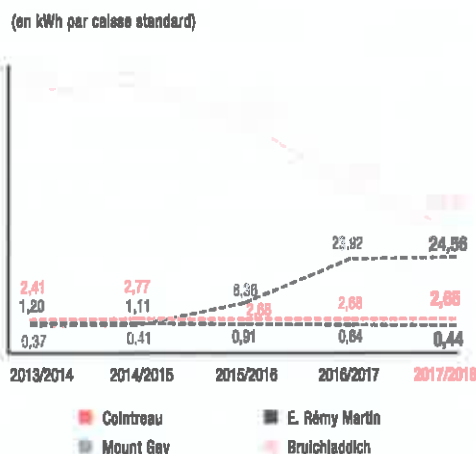


La consommation de ces énergies directes a été de 27 954 MWh, en baisse de 8% par rapport à l'exercice précédent. Par caisse standard, elle est en baisse de 7%, de 5,67 à 5,30 kWh (indicateur GRI G4-EN5), hors Domaines Rémy Martin et site de Paris. Ceci est dû principalement aux actions d'économies d'énergie mises en œuvre par le site de Cognac et à l'optimisation des processus de distillation sur le site d'Islay.

CONSUMMATION D'ÉNERGIE DIRECTE (GAZ, FUEL, GASOIL) (INDICATEUR GRI G4-EN3)



La consommation d'énergie directe pour le site de Cognac (963 MWh) est en baisse de 27%. L'indicateur par caisse standard baisse de 31%, de 0,64 à 0,44 kWh, principalement grâce au remplacement d'anciennes chaudières gaz par des équipements moins consommateurs d'énergie (chaudière à condensation,



climatiseurs réversibles, équipements électriques de chauffage/climatisation).

La consommation du site d'Angers (8 224 MWh) est en hausse de 2% mais la mesure par caisse diminue de 1%, de 2,68 à 2,65 kWh,

ce qui témoigne de la bonne maîtrise des consommations énergétiques.

La consommation d'énergie directe pour le site d'Islay (9 082 KWh) est en baisse de 22% du fait de la diminution des activités de distillation. Elle est en baisse de 29% à la calse, de 78,76 à 56,07 kWh.

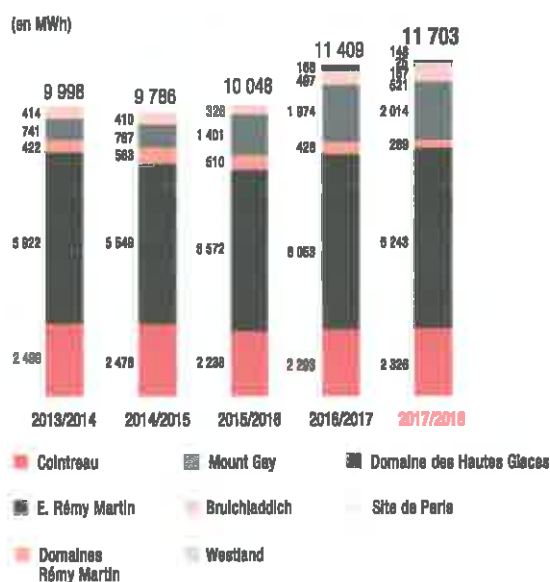
Concernant le site de La Barbade, la consommation d'énergie directe (9 075 MWh) est en augmentation de 8% (augmentation des activités de distillation). Par calse, elle est en hausse de 3%.

Le reporting RSE intègre pour la première fois les consommations d'énergie directe de Westland et du Domaine des Hautes Glaces, qui sont respectivement de 1 189 MWh et de 250 MWh.

La consommation d'énergie directe pour les Domaines Rémy Martin (1 191 KWh) est en baisse de 60% suite à la distillation d'un volume de vins moins important en raison de mauvaises conditions météorologiques (épisodes de gel sur les vignobles de Cognac).

Concernant l'énergie indirecte, les consommations d'électricité (11 703 MWh) sont en hausse de 3%, pour l'essentiel du fait de l'intégration nouvelle des consommations d'électricité du site de Westland et du Domaine des Hautes Glaces (Indicateur GRI G4-EN3). La consommation totale d'énergie indirecte par calse standard est quant à elle stable par rapport à l'année précédente à 2,2 kWh, hors Domaines Rémy Martin et site de Paris.

CONSUMMATION D'ÉNERGIE INDIRECTE (ÉLECTRICITÉ) (INDICATEUR GRI G4-EN3)

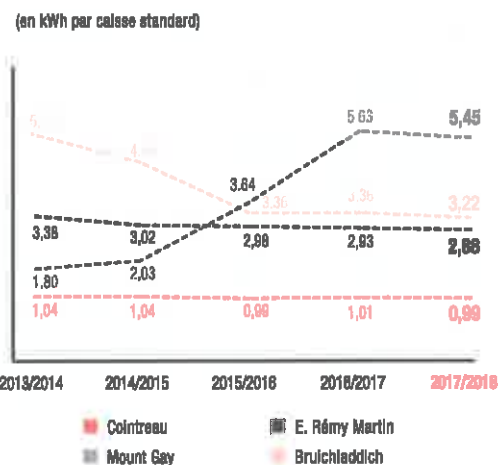


2012/2013 : Intégration du site de la Barbade
 2013/2014 : Intégration du site d'Islay
 2015/2016 : Intégration de la distillerie du site de la Barbade
 2016/2017 : Intégration du site de Paris
 2017/2018 : Intégration de Westland et Domaine des Hautes Glaces

Sur le site d'Angers, la consommation d'électricité (2 328 MWh) est stable. La consommation par calse standard est en baisse de 2%, de 1,01 à 0,99 kWh.

Sur le site de Cognac, elle est en augmentation de 3% (6 243 MWh). La consommation par calse standard est en baisse de 2%, de 2,83 à 2,88 kWh, suite à l'augmentation de la production du site tout en maîtrisant les consommations énergétiques.

Sur le site d'Islay, en raison de la création d'une nouvelle ligne d'embouteillage, la consommation d'électricité (521 MWh) est en hausse de 5% mais la consommation par calse standard est en baisse de 4%, grâce à la maîtrise des processus énergétiques.



La consommation d'électricité du site de La Barbade (2 014 MWh) est en hausse de 2%. La consommation par calse standard est en baisse de 3%.

Le reporting RSE intègre pour la première fois les consommations d'électricité de Westland et du Domaine des Hautes Glaces, qui sont respectivement de 157 MWh et de 25 MWh.

La consommation d'électricité pour les Domaines Rémy Martin (289 MWh) est en baisse de 37%, due principalement à la baisse du volume de vins distillés.

La consommation totale d'énergie indirecte pour le site de Paris (148 MWh) est en baisse de 11%, suite au réaménagement des bureaux favorisant l'éclairage naturel et intégrant les nouvelles technologies d'éclairage basse consommation.

Consommation d'eau

Depuis 3 ans, Rémy Cointreau répond aux demandes de reporting du *CDP Water*. En ligne avec ce reporting, le groupe améliore ses objectifs de protection des ressources en eau. Ainsi, sur son site de Paris et dans l'ensemble de ses principales filiales mondiales, Rémy Cointreau a mis en place des fontaines à eaux et a mis à disposition de ses collaborateurs des carafes d'eau en salles de réunion afin de ne plus avoir recours à des bouteilles d'eau.

La consommation totale d'eau (174 945 m³) est en augmentation de 31% (indicateur GRI G4-EN8). La consommation d'eau par caisse standard est en hausse de 24%, de 26,2 à 32,4 litres par caisse standard, hors Domaines Rémy Martin. Ceci est principalement dû à l'intégration pour la première fois dans le reporting RSE des consommations d'eau du site de Westland et de la consommation de l'eau provenant du puits utilisé sur le site de La Barbade.

La consommation d'eau du site d'Angers (26 786 m³) est en diminution de 2% (-5% par caisse).

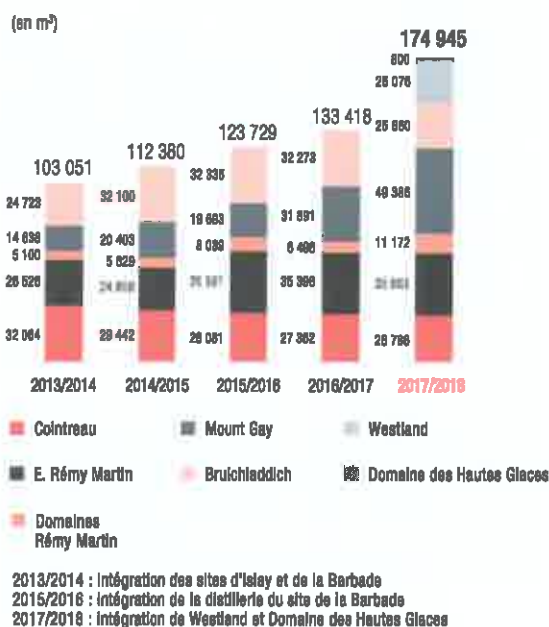
La consommation d'eau du site de Cognac (35 865 m³) est stable et en baisse de 3% par caisse.

Sur le site d'Islay, la consommation d'eau (25 860 m³) d'eau est en baisse de 20% (baisse des activités de distillation). La consommation par caisse standard est quant à elle en baisse de 27%.

Sur le site de La Barbade, la consommation d'eau (49 386 m³) est en hausse de 55% dont 50% sont dus à un effet périmètre, suite à l'intégration pour la première fois de la mesure de la consommation d'eau provenant du puits sur le site (16 157 m³). À périmètre équivalent, la consommation d'eau n'aurait été en augmentation que de 4%, suite à l'accroissement des activités de distillation. Cette évolution du périmètre du reporting RSE est en lien avec le plan de gestion de l'eau du site qui est situé en zone de stress hydrique, la première étape de ce plan ayant été de dresser une cartographie complète et fiable des consommations d'eau avec la pose par exemple d'un compteur d'eau pour la mesure de la consommation d'eau provenant du puits. Des déblimètres ont également été posés pour la mesure des volumes d'effluents liquides.

Pour la première fois également cette année, le reporting RSE intègre les consommations d'eau du site de Westland et du Domaine des Hautes Glaces, qui sont respectivement de 25 076 m³ et de 800 m³.

CONSOMMATION D'EAU (INDICATEUR GRI G4-EN8)



La consommation des Domaines Rémy Martin (11 172 m³) est en hausse de 72%. Les Domaines ont dû faire face cette année à une importante fuite d'eau détectée sur l'un de leurs sites de production. Les travaux nécessaires ont pu être effectués et une procédure de détection rapide des fuites a été mise en place.

NUISANCES SONORES

Depuis 2017, plusieurs actions ont été menées sur les sites de Cognac et d'Angers afin de mettre en œuvre un plan d'action Sécurité Santé Environnement concernant les nuisances sonores.

Sur le site de Cognac, la CARSAT (Caisse de retraite et de santé au travail) a été sollicitée pour mesurer le niveau sonore au niveau



des postes de travail et des ateliers. Dès réception du rapport, des actions ont été mises en place cette année pour réduire le niveau de bruit : régulation des convoyeurs, pose de silencieux au niveau des compresseurs d'air comprimé, mise en place de caissons antibruit. Le suivi des actions est assuré par l'infirmière de santé au travail.

Sur le site d'Angers, une campagne de dosimétrie individuelle avait été effectuée en 2017 sur les postes de conditionnement et de caristes. De nouveaux investissements ont été réalisés cette année autour de nouvelles actions portant sur la réduction de bruit au niveau des convoyeurs, l'installation de panneaux acoustiques au niveau d'un dépalettiseur, la mise en place d'un caisson acoustique sur une benne verre (dépotage) et le montage d'un mur antibruit dans l'atelier de conditionnement (gain de 6 dB(A)).

En intérieur et en extérieur, les nuisances sonores du groupe sont maîtrisées. Des études menées sur les sites par un prestataire externe et concernant les niveaux sonores en limite de propriété (diurnes et nocturnes) ont permis de vérifier que les valeurs mesurées sont inférieures aux valeurs limites réglementaires. Ces limites réglementaires sont également respectées en interne.

DÉCHETS

Rémy Cointreau poursuit son action de réduction des déchets de ses sites avec une politique de sensibilisation du personnel sur le tri et la valorisation des déchets. Au vu de ses activités, de la nature et de la stabilité de ses produits, le groupe n'est pas concerné par la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Depuis décembre 2016, sur le site administratif de Paris, un tri sélectif a été mis en place avec la société Greenwishes. Les poubelles de bureaux ont été remplacées par trois poubelles centralisées de tri et les déchets collectés sont garantis recyclés à 100%, le tout localement. À noter qu'après le partage de cette action avec l'ensemble des sociétés occupant le même immeuble, l'action de tri et de recyclage des déchets a été étendue à tout l'immeuble. Le site de Paris a également substitué des sèche-mains électriques aux traditionnels rouleaux papier.

De façon générale, les déchets des sites de production alimentent des filières de valorisation « matière » ou énergétique. Ils sont essentiellement constitués de déchets d'emballages (verre et carton). Pour la première fois cette année, les indicateurs de suivi et de traitement des déchets intègrent la distinction entre valorisation matière et valorisation énergétique. L'objectif prioritaire du groupe est de réduire le tonnage de déchets et ensuite de favoriser la valorisation matière plutôt que la valorisation énergétique. Le calcul de ces nouveaux indicateurs a été fait de façon rétroactive sur les trois dernières années.

Depuis septembre 2012, les DIB (déchets industriels banals) du site d'Angers sont valorisés par une unité de cogénération d'énergie (chauffage urbain). Depuis octobre 2017, sur le site de Cognac, les DIB sont valorisés énergétiquement en tant que combustibles solides de récupération (CSR).

Le site de Cognac a mis en place cette année le tri et le recyclage des gobelets plastique. Les actions de valorisation sont réalisées par une structure proposant un emploi stable à des personnes en difficulté d'insertion ou de handicap et la matière plastique est réutilisée en plasturgie. Il en est de même maintenant pour le site d'Angers. Les déchets du restaurant d'entreprise de Cognac sont également triés et recyclés depuis cette année. Une nouvelle filière de recyclage de ce type de déchets est actuellement en cours sur le site d'Angers.

Le total de déchets (2 443 tonnes – indicateur GRI G4-EN23) a augmenté de 5%, principalement dû à l'augmentation du volume de déchets du site d'Isly (voir ci-dessous). Rapportée à la caisse standard, la quantité de déchets est toutefois stable à 0,47 kg (hors Domaines Rémy Martin et sites de Paris, de Westland et du Domaine des Hautes Glaces).

Sur le site de Cognac, le tonnage de déchets (872 tonnes) est en hausse de 7% (en hausse de 3% par caisse), du fait de l'augmentation de l'activité du site.

Sur le site d'Angers, le tonnage de déchets (1 211 tonnes) est en hausse de 4% (en hausse de 1% par caisse).

Sur le site d'Isly, le tonnage de déchets (156 tonnes) est en hausse de 239%, dû à l'accroissement des activités de conditionnement et à la création d'une nouvelle ligne d'embouteillage.

Concernant le site de La Barbade, le tonnage de déchets (150 tonnes) est en baisse de 11% et de 15% à la caisse.

Concernant les Domaines Rémy Martin, la quantité de déchets (54 tonnes) est en baisse de 21%, suite aux opérations exceptionnelles de nettoyage réalisées en 2016/2017.

Les taux de valorisation matière et de valorisation énergétique sont en hausse, respectivement mesurés à 83,0% et 8,7% au lieu de 83,7% et 5,3% l'année précédente. Le taux total de recyclage des déchets atteint cette année 91,6%.

Les taux de valorisation matière et de valorisation énergétique sont respectivement de 96,7% et 3,3% à Angers (taux total de recyclage de 100%). Le taux de valorisation matière est en hausse de 0,9% suite à l'utilisation de nouvelles filières de valorisation de déchets.

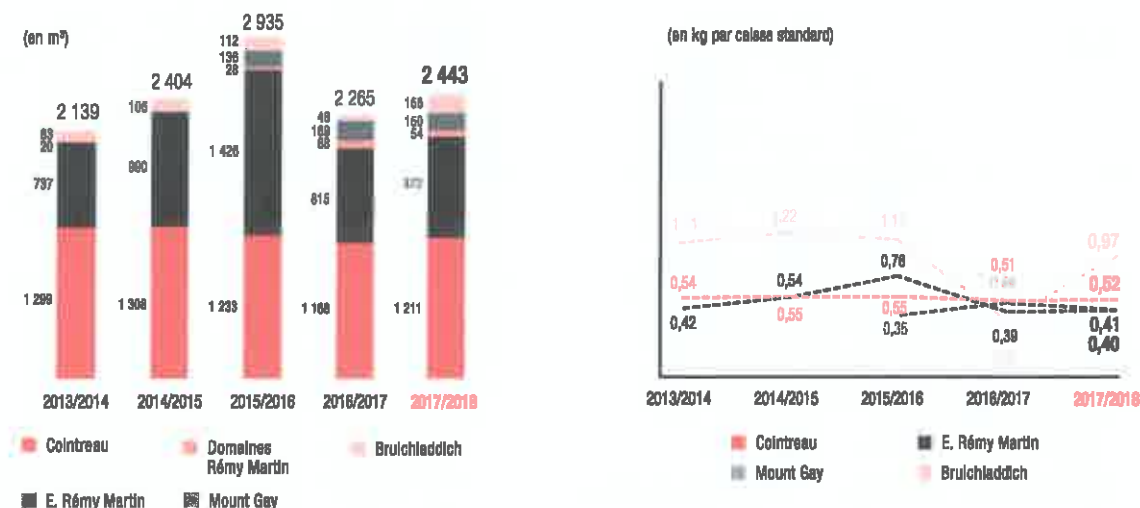
Les taux de valorisation matière et de valorisation énergétique sont de 79,6% et 19,7% à Cognac (85,3% et 8,7% en 2016/2017), soit un taux total de recyclage de 99,3%. Le taux de valorisation énergétique est en hausse de 11% suite à l'accroissement de la valorisation énergétique de déchets DIB en tant que CSR (combustibles solides de récupération).

Le site d'Isly procède uniquement à la valorisation matière de ses déchets. Le taux atteint 70,5% en hausse par rapport en 2016/2017 (47,8%).

Sur le site de La Barbade, les déchets sont envoyés sans être triés à un centre local de collecte. De nouvelles filières de traitement des déchets sont en cours d'études, concernant notamment la valorisation matière. Ceci a amené le site à mettre en place *in situ* dès cette fin d'année un tri sélectif de ses déchets (bennes consacrées à chaque type de déchets, notamment à la collecte du verre).

2

QUANTITÉ DE DÉCHETS (INDICATEUR GRI G4-EN23)



EFFLUENTS

Dans le cadre du plan RSE 2020, une attention toute particulière est portée aux traitements des effluents liquides des sites de production. La majeure partie de ces effluents liquides est constituée de vinasses de distillation.

Pour les sites de Cognac et d'Angers, la totalité des effluents est retraitée par des stations d'épuration locales.

Le site de La Barbade épand pour partie ses vinasses selon un cahier des charges conforme à la réglementation locale, le reste étant rejeté dans le milieu naturel dans le respect des pratiques locales.

Sur le site d'Islay et conformément à la réglementation locale, les vinasses sont envoyées à une usine de retraitement, en partage avec d'autres distilleries de l'île. Les vinasses sont diluées puis rejetées en mer par pipeline à un point éloigné des côtes pour assurer un rejet sans impact environnemental.

La totalité des vinasses des Domaines Rémy Martin est confiée à une unité locale de méthanisation des vinasses et de production d'énergie verte (Site Revico à Cognac).

Le Domaine des Hautes Glaces réalise l'épandage total de ses vinasses sur des terres agricoles selon un cahier d'épandage en accord avec la réglementation locale. Ceci permet de diminuer les apports en fertilisants chimiques pour les futures cultures.

Le traitement de la totalité des effluents du site de Westland est assuré par une station locale de retraitement d'effluents liquides.

Les rejets d'effluents (84 047 m³) sont en hausse de 33% (indicateur GRI G4-EN22). La quantité d'effluents par caisse standard est en hausse de 35%, de 11,9 à 16,0 litres. Ceci est principalement dû à l'intégration cette année pour la première fois dans le reporting RSE du volume d'effluents du site de Westland. À périmètre équivalent à 2016/2017, le volume d'effluents est en baisse de 8%, suite à la diminution des activités de distillation du site d'Islay.

Le volume d'effluents du site de Cognac (6 639 m³) est en baisse de 31%. La quantité d'effluents par caisse standard est en baisse de 34%, de 4,64 à 3,06 litres, principalement dû à des circonstances exceptionnelles qui l'année dernière avaient impacté fortement le volume de rejets du site (partie rejet industriel).

Le volume d'effluents est stable sur le site d'Angers (9 833 m³). La quantité d'effluents par caisse standard est en baisse de 5%, de 4,4 à 4,19 litres.

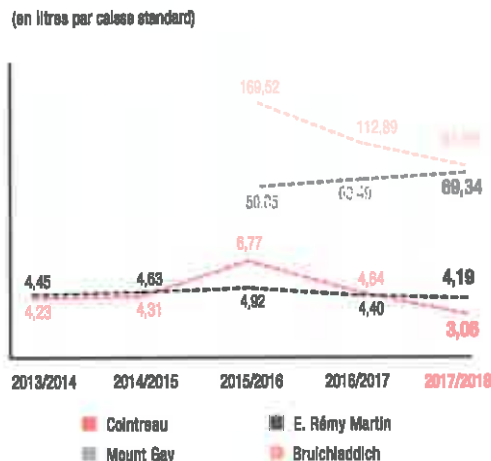
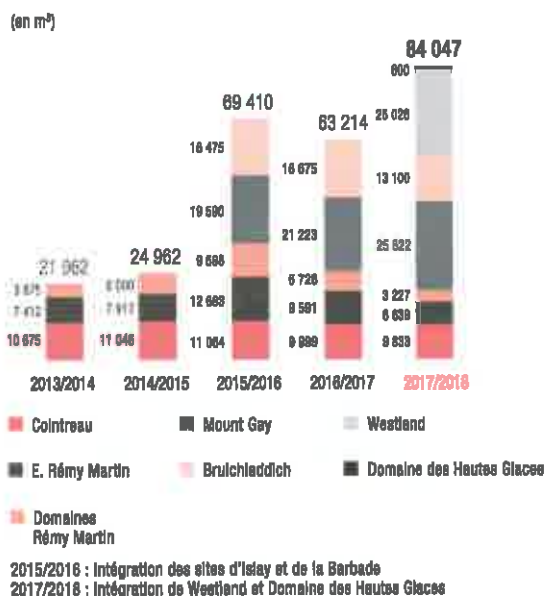
Le volume d'effluents du site de La Barbade (25 622 m³) est en hausse de 21% en raison de l'accroissement des activités de distillation. La hausse par caisse est de 15%.

Sur le site d'Islay, le volume d'effluents (13 100 m³) est en baisse de 21% (baisse des activités de distillation), et de 28% par caisse.

Pour la première fois cette année, le reporting RSE intègre les volumes d'effluents du site de Westland et du Domaine des Hautes Glaces, qui sont respectivement de 25 026 m³ et de 600 m³.

Les rejets d'effluents pour les Domaines Rémy Martin (3 227 m³) sont en baisse de 44%, suite à la baisse du volume de vins distillés.

VOLUME D'EFFLUENTS (INDICATEUR GRI G4-EN22)



Concernant les sites d'Angers et de Cognac, la pollution des effluents en sortie de site et avant traitement est globalement en baisse, atteignant 13,9 tonnes de DBO (demande biochimique en oxygène), soit une baisse de 13% et 27,5 tonnes de DCO (demande chimique en oxygène), soit une baisse de 5%. Après traitement par des stations d'épuration externes et retour au milieu naturel, la pollution est en baisse par rapport à l'année précédente, avec 0,5 tonne de DBO (baisse de 19%) et 1,8 tonne de DCO (baisse de 3%), avec des taux moyens d'abattement de 98% pour la DBO et de 95% pour la DCO.

Pour les sites de Cognac et Angers, la pollution par caisse standard est en baisse, de 0,14 à 0,11 gramme de DBO et de 0,43 à 0,40 gramme de DCO, en baisses respectives de 21 et 7% par rapport à l'année précédente.

La pollution des effluents des Domaines Rémy Martin est en baisse par rapport à l'année précédente avec 0,24 tonne de DBO (baisse de 41%) et 1,10 tonne de DCO (baisse de 42%) après traitement et retour au milieu naturel. Ceci est dû à la baisse des activités de distillation.

La pollution des effluents en sortie du site de La Barbade est de 533 tonnes de DBO et 1 839 tonnes de DCO. Ces valeurs sont respectivement en baisse de 13% et en hausse de 18%. La pollution DBO par caisse standard est en baisse de 18%, de 1,75 à 1,44 kilogramme et la pollution DCO par caisse standard est en hausse de 12%, de 4,45 à 4,98 kilogrammes. Ceci est en lien avec l'accroissement des activités de distillation du site.

Pour le site d'Islay, la pollution des effluents en sortie de site atteint 228 tonnes de DBO (baisse de 8%) et 481 tonnes de DCO (baisse de 23%). La pollution DBO par caisse standard est en baisse de 14%, de 1,64 à 1,41 kilogramme et la pollution DCO par caisse

standard est en baisse de 30%, de 4,25 à 2,98 kilogrammes, suite à la diminution des activités de distillation.

Pour la première fois cette année, le reporting RSE intègre la mesure de la pollution des effluents du Domaine des Hautes Glaces. Le site a rejeté 11 tonnes de DBO et 20 tonnes de DCO.

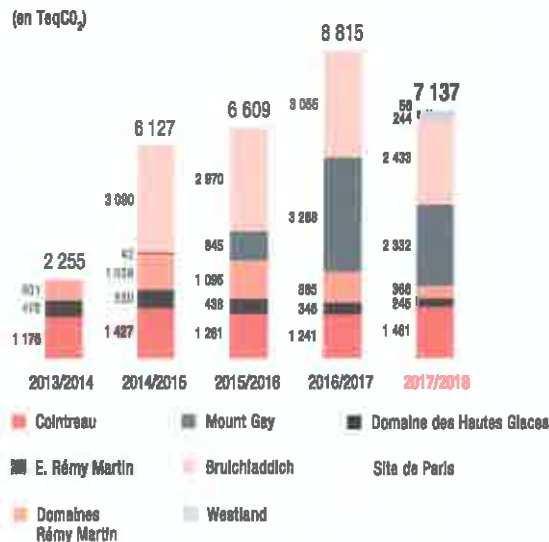
La pollution totale des effluents en sortie des sites de La Barbade, d'Islay et du Domaine des Hautes Glaces est donc de 772 tonnes de DBO et de 2 340 tonnes de DCO. Ces valeurs aboutissent à un taux de pollution des effluents par caisse standard en sortie des sites de La Barbade, d'Islay et du Domaine des Hautes Glaces de 1,45 kilogramme de DBO et de 4,40 kilogrammes de DCO.

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

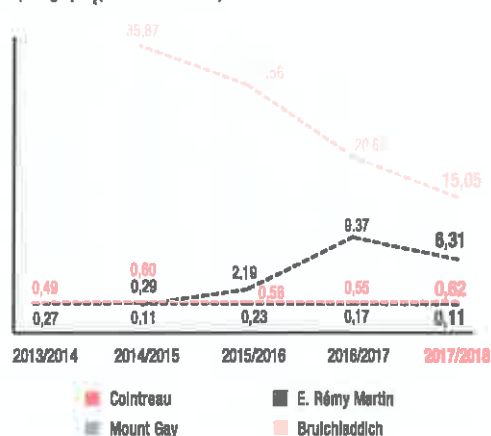
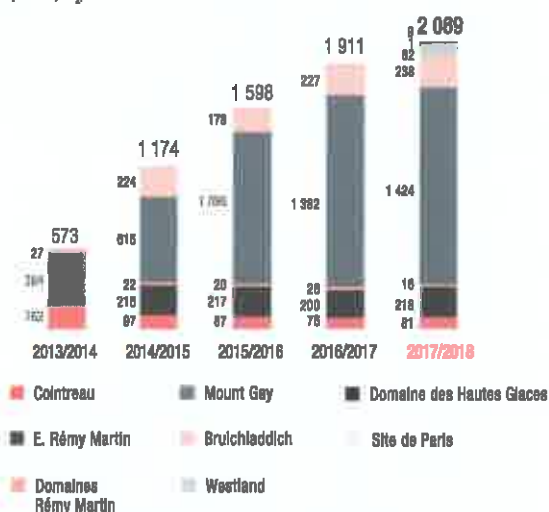
Depuis 2006, Rémy Cointreau répond à l'enquête annuelle *Climate Change* du *Carbon Disclosure Project*. De nombreuses actions sont donc mises en place afin de maîtriser les émissions de gaz à effet de serre (GES). Depuis 2011, les actions d'écoconception, l'usage de plus en plus systématique des vidéoconférences et la mise en service de véhicules électriques sur les sites d'Angers et de Cognac ont permis de réduire les émissions CO₂.

Pour la première fois cette année, le reporting RSE intègre les émissions Carbone Scope 1 et 2 du site de Westland et du Domaine des Hautes Glaces.

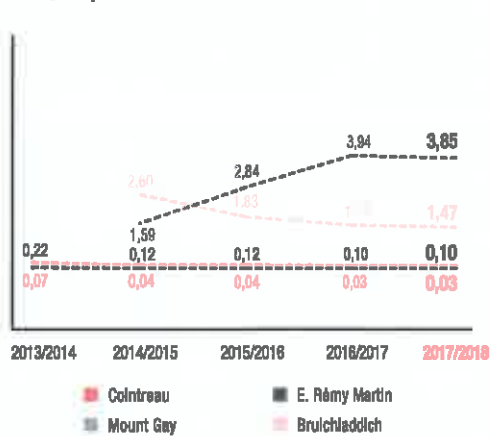
Les émissions CO₂ des scopes 1 et 2 sont en baisse de 10%, à 9 206 t_{eq}CO₂ (scope 1 : 7 137 t_{eq}CO₂/scope 2 : 2 069 t_{eq}CO₂ – Indicateurs GRI G4-EN15/G4-EN16). Par caisse standard, ces émissions en baisse de 14%, représentent 1,7 k_{eq}CO₂. Cela est principalement dû à la baisse des consommations d'énergie des sites de Cognac et de Brulhladdich.

ÉMISSIONS DE GES/SCOPE 1 (INDICATEUR GRI G4-EN15)
(en T_{eq}CO₂)

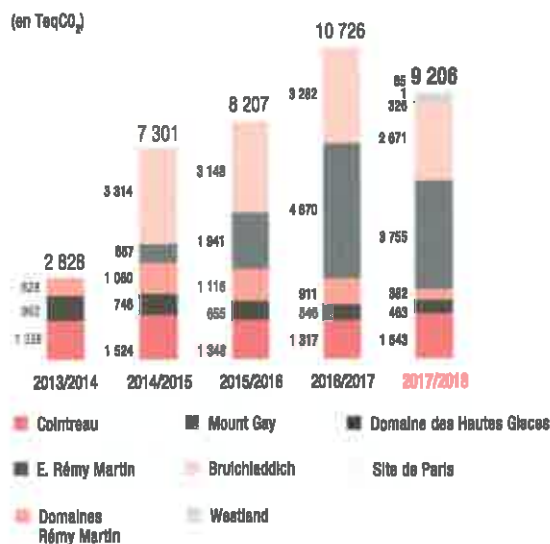
2014/2015 : Intégration des sites d'Islay et de la Barbade
 2015/2016 : Intégration de la distillerie du site de la Barbade
 2017/2018 : Intégration de Westland et Domaine des Hautes Glaces

(en K_{eq}CO₂ par caisse standard)
ÉMISSIONS DE GES/SCOPE 2 (INDICATEUR GRI G4-EN16)
(en T_{eq}CO₂)

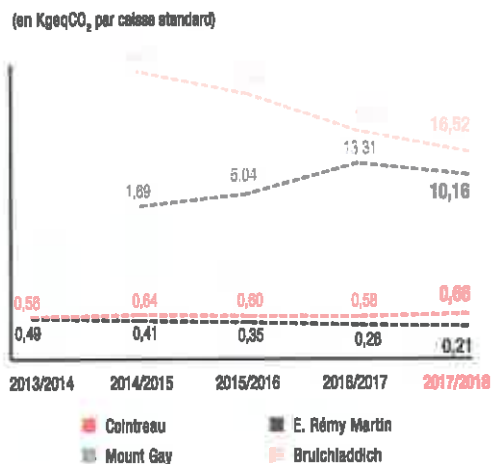
2014/2015 : Intégration des sites d'Islay et de la Barbade
 2015/2016 : Intégration de la distillerie du site de la Barbade
 2017/2018 : Intégration de Westland et Domaine des Hautes Glaces

(en K_{eq}CO₂ par caisse standard)

ÉMISSIONS DE GES/SCOPES 1 & 2



2014/2015 : intégration des sites d'Isle et de la Barbade
 2015/2016 : intégration de la distillerie du site de la Barbade
 2017/2018 : intégration de Westland et Domaine des Hautes Glaces



Les émissions de GES du site d'Angers (1 543 teqCO₂/scope 1 : 1 481 teqCO₂/scope 2 : 81 teqCO₂) sont en augmentation de 17,1%. Les émissions par caisse standard sont en hausse de 13,4%, de 0,58 à 0,66 kgeqCO₂, dues à l'augmentation des consommations d'énergie du site.

Les émissions de GES sont en diminution de 15% sur le site de Cognac (463 teqCO₂/scope 1 : 245 teqCO₂/scope 2 : 218 teqCO₂). Les émissions par caisse standard sont en baisse de 18%, de 0,26 à 0,21 kgeqCO₂, principalement en raison de la baisse de consommation de gaz.

Concernant les Domaines Rémy Martin, les émissions de GES sont en forte baisse de 58% (382 teqCO₂/scope 1 : 366 teqCO₂/scope 2 : 16 teqCO₂). Cette baisse est due à la réduction des activités de distillation.

Les émissions de GES sur le site d'Isle sont en baisse de 19% (2 671 teqCO₂/scope 1 : 2 433 teqCO₂/scope 2 : 238 teqCO₂). Les émissions par caisse standard sont en baisse de 26%, de 22,22 à 16,52 kgeqCO₂, principalement en raison de la diminution des activités de distillation.

Concernant le site de La Barbade, les émissions CO₂ sont en baisse de 20% (3 755 teqCO₂/scope 1 : 2 332 teqCO₂/scope 2 : 1 424 teqCO₂). Les émissions par caisse standard sont en baisse de 24%, de 13,31 à 10,16 kgeqCO₂, principalement dues à la réduction de l'usage de fluides frigorigènes.

Pour la première fois cette année, le reporting RSE intègre les émissions Carbone Scope 1 et 2 du site de Westland et du Domaine des Hautes Glaces.

Concernant le site de Westland, les émissions de GES sont de 326 teqCO₂, avec un scope 1 de 244 teqCO₂ et un scope 2 de 82 teqCO₂.

Pour Le Domaine des Hautes Glaces, les émissions de GES sont de 1 teqCO₂, uniquement représentées par le scope 2. L'utilisation de bois pour le chauffage des alambics fait qu'il n'y a pas d'émissions CO₂ pour le scope 1.

Conscient de l'impact de ses activités, Rémy Cointreau mesure ses émissions Carbone à l'aide du référentiel Bilan Carbone®. En tant que société cotée, le groupe répond aux exigences de l'article 173-IV-A de la loi relative à la transition énergétique et pour la croissance verte. Cette année, le scope 3 du bilan Carbone est désormais étendu à 97% de l'activité de production de Rémy Cointreau (activités de production des sites de Cognac, d'Angers et de La Barbade, Impacts amont et aval associés - Indicateur GRI G4-EC2). Pour la première fois cette année, le reporting RSE intègre les émissions CO₂ associées aux transports des produits aux USA et en Asie (Chine, Japon, Taïwan et Vietnam). Les informations données ci-après constituent une composante du rapport de gestion.

Risques liés aux effets du changement climatique

Rémy Cointreau réalise depuis 2008 une cartographie des différents risques. Parmi ces risques, le changement climatique avait été identifié. Cependant, en 2008, ce dernier n'était pas évalué comme étant critique, c'est-à-dire ne présentant pas des impacts significatifs et exigeant la mise en place de plan d'action dédié.

Or les dernières mises à jour de la cartographie du groupe mettent en avant une prise de conscience de plus en plus forte du risque climatique. La nouvelle signature de Rémy Cointreau, « Des terroirs, des hommes et du temps » illustre bien la part importante de la Nature dans notre activité. Ainsi, il est avéré que le changement climatique aurait un impact extrêmement significatif sur le niveau de production et la qualité de nos produits, que ce soit pour le Cognac, les Whiskies et Gin de l'île d'Isle, les Whiskies d'Isère ou de l'État de Washington.

Les principales conséquences en termes de risques seraient :

- une modification des conditions météorologiques (réchauffement, gel) qui pourrait affecter les récoltes et modifier la production ;
- sur quelques années, Rémy Cointreau pourrait faire face à une diminution des récoltes générant une diminution de la production,

- à plus long terme, un impact critique pour Rémy Cointreau serait le déplacement des zones de culture, remettant en cause la notion de terroir ;
- un impact sur les résultats de Rémy Cointreau, car toute diminution de la production induirait nécessairement une forte augmentation du prix des matières premières.

À ce titre, Rémy Cointreau a d'ores et déjà engagé une série de mesures portant sur l'accompagnement de nos partenaires producteurs et viticulteurs dans l'adaptation de leurs cultures et, en fonction des résultats des prochaines cartographies des risques, en adaptera le périmètre et l'ampleur.

Mise en œuvre d'une stratégie bas-carbone dans toutes les composantes de son activité

Du point de vue environnemental, le groupe prend, depuis longtemps, des engagements forts car il partage les préoccupations exprimées lors de la COP21 qui s'est tenue en 2015 à Paris et qui a rassemblé les pays du monde entier sur ces sujets. La vingt et unième Conférence des Parties est parvenue à un accord fixant la limite de la hausse de la température à moins de 2°C, voire 1,5°C, d'ici 2100. Ces objectifs sont cohérents avec ceux que Rémy Cointreau s'est fixés en interne à l'horizon 2020. Le groupe a en effet pris en compte la baisse des émissions carbone dans son plan RSE 2020.

Avec le plan RSE 2020, l'objectif du groupe est de transformer la RSE en un véritable projet fédérateur qui soit impliquant pour toutes les équipes Marques, Régions et Support. Ce projet doit engendrer un état d'esprit lié aux valeurs du groupe et à celles de ses marques, afin d'en renforcer la cohésion interne et externe.

C'est avec cette volonté d'impliquer toute l'entreprise qu'ont été définis les enjeux majeurs du plan RSE 2020 :

- mesure, réduction et compensation des émissions de gaz à effet de serre (GES), à tous les niveaux de l'activité, en passant par l'écoconception des produits et leur transport ;
- responsabilité envers les ressources naturelles, en termes de consommation et de préservation, à la fois pour l'eau et pour les matières premières utilisées pour la production.

Le plan de réduction des gaz à effet de serre et de l'empreinte carbone du groupe est un indicateur commun à tout le groupe, qui permet à chacun de s'évaluer et de prendre conscience de sa responsabilité à son niveau. Des premières pistes ont d'ores et déjà été identifiées, qui concernent les pratiques viticoles, l'efficacité énergétique, l'écoconception des emballages et l'optimisation des transports de produits.

La nouvelle signature de Rémy Cointreau, « Des terroirs, des hommes et du temps », fait écho aux nouveaux objectifs RSE à remplir, calqués sur les objectifs de développement durable (ODD) définis par les Nations Unies.

Ces 17 objectifs caractérisent, plus que jamais, la ligne de mire de Rémy Cointreau, car ils sont le reflet de ses ambitions en matière de RSE en intégrant des enjeux tels que les changements climatiques et l'agriculture durable.

Véritable outil de gouvernance d'entreprise, à la hauteur des exigences de Rémy Cointreau, une analyse de matérialité a été réalisée. Son but est de prioriser les objectifs afin d'identifier ceux qui auront un impact significatif sur la croissance, la création de valeur du groupe et sa pérennité, tout en prenant en compte les

attentes de l'ensemble des parties prenantes. Sur ces 17 objectifs, Rémy Cointreau en a retenu 10 parmi lesquels :

- l'ODD 13 : Agir contre le changement climatique et ses impacts ;
- l'ODD 15 : Protéger, restaurer et promouvoir une utilisation durable des écosystèmes terrestres, gérer les forêts de manière durable et préserver la biodiversité.

En matière de gouvernance, les cadres dirigeants du groupe ont dès cette année une part de leur rémunération variable indexée sur des objectifs RSE, en lien avec les principaux ODD retenus. Chaque membre du Comex devient ainsi un véritable ambassadeur, pour tous les collaborateurs du groupe dans le monde, d'un indicateur RSE et de son amélioration. La commission RSE, créée au sein du conseil d'administration, veille au respect de ces engagements (indicateurs GRI G4-34/G4-48).

Information sur les postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre

Le total des émissions CO₂ scopes 1 2 3 atteint 135 528 teqCO₂, réparties comme suit (Indicateur GRI G4-EN17) :

- site de Cognac : 45 272 teqCO₂ ;
- site d'Angers : 36 199 teqCO₂ ;
- site de La Barbade : 29 145 teqCO₂ ;
- site des Domaines Rémy Martin : 702 teqCO₂ ;
- transport des produits : 24 209 teqCO₂.

Les émissions CO₂ provenant des transports Produits sont en forte baisse par rapport à l'année précédente en raison d'une analyse plus précise des modes de transport utilisés, aériens et maritimes. Les informations recueillies directement auprès des transporteurs, notamment dans le domaine maritime, ont permis de réduire considérablement la surévaluation des émissions CO₂ faite en 2016/2017.

Les postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre du fait de l'activité de Rémy Cointreau sont les suivants :

- transports des produits et frets divers : 30 780 teqCO₂ (soit 22,7% des émissions totales) ;
- packaging des produits : 50 172 teqCO₂ (soit 37,0% des émissions totales) ;
- matières premières : 41 531 teqCO₂ (soit 30,6% des émissions totales).

Par rapport à l'année précédente, l'augmentation des émissions CO₂ liées aux matières premières est essentiellement due à l'intégration du site de La Barbade dans le périmètre de mesure du scope 3 du groupe. Concernant les packagings, par rapport à 2016/2017, les émissions CO₂ sont en baisse suite à une baisse de consommation de verre sur le site d'Angers et à une surévaluation des tonnages de verre utilisés sur le site de Cognac. Ceci a été corrigé cette année.

Le plan RSE 2020 a pour objectif d'étendre, d'ici 2 ans, la mesure des émissions CO₂ scope 3 aux sites d'Islay, de Westland et au Domaine des Hautes Glaces afin de couvrir 100% des activités de production du groupe. L'objectif complémentaire est d'établir un plan de réduction des émissions CO₂ scope 3 dès la prochaine année en lien avec l'initiative mondiale SBT (Science Based Targets).

Parallèlement, Rémy Cointreau poursuit ses actions de réduction des émissions indirectes de GES. Elles ont permis de réduire ces émissions de 1 463 teqCO₂ (indicateur GRI G4-EN19).

Les principales actions menées cette année sont les suivantes :

- la réduction des consommations d'énergie avec 756 t_{eq}CO₂ évitées ;
- l'utilisation des vidéoconférences avec 661 t_{eq}CO₂ évitées ;
- l'optimisation des déplacements véhicules sites : 46 t_{eq}CO₂ évitées.

Un nouvel indicateur a été mis en place cette année en collaboration avec l'agence de voyages Frequent Flyer Travel Paris intervenant sur les déplacements professionnels des collaborateurs du groupe.

Il porte sur la réduction des déplacements « courts » en avion, remplacés par des déplacements en train moins émetteurs d'émissions CO₂ (périmètre : France et pays européens limitrophes, trajets en train ne dépassant pas une durée de 3 heures).

Un taux de substitution permet d'illustrer cette action. Un premier état des lieux des déplacements a abouti à une valeur de 87,8% en 2016/2017. Cette année, ce taux a progressé en atteignant une valeur de 91,9%, ce qui prouve la volonté du groupe de privilégier les déplacements en train.

Depuis 2017, la mise en œuvre du plan d'actions de réduction des émissions CO₂ de la flotte de véhicules de l'entreprise a abouti à une nouvelle politique interne concernant les véhicules de fonction et de service en France. Chaque renouvellement ou acquisition de véhicules doit être de type hybride rechargeable ou électrique. Selon les disponibilités technologiques, l'objectif est d'atteindre un taux de 80% de véhicules propres d'ici fin 2020. Par exemple, à cet effet, des bornes de recharge pour véhicules électriques ont été installées dans le parking du site de Paris. Le taux de véhicules propres est en progression cette année, à 41%, au lieu de 22% en 2016/2017.

Conformément à la réglementation en vigueur depuis début 2018, le site d'Angers a établi son plan de mobilité et l'a transmis aux instances locales concernées. Ce plan a permis de mettre en avant les actions menées depuis plusieurs années, concernant l'enquête de mobilité réalisée en 2017, les alternatives à la voiture individuelle pour l'accès au site (2 abris vélos, 3 places de covoiturage, 2 bornes de recharge pour voitures électriques), la mise en œuvre du télétravail, la réduction et l'optimisation des déplacements professionnels (visioconférences, audioconférences, outil Skype Entreprises, *E-learning*) et le plan d'action 2020 (création d'un troisième abri Vélo, formation à l'écoconduite, et installation d'une station de gonflage des pneumatiques de voitures).

Actuellement, les émissions moyennes de l'ensemble de la flotte France de véhicules du groupe sont de 82 gCO₂/km. Elles étaient de 124 gCO₂/km l'année précédente, soit une baisse de 35%.

En 2017/2018, concernant les véhicules de fonction en France, 6 véhicules ont été acquis dont un à propulsion électrique, en remplacement de 11 véhicules diesel ou essence. La moyenne d'émission des nouveaux véhicules est de 46 gCO₂/km, contre 140 auparavant pour les véhicules remplacés, soit moins 67% d'émissions.

ÉCOCONCEPTION DES PRODUITS

En ligne avec la réalisation du plan RSE 2020, un comité de pilotage RSE-écoconception, composé de représentants des services Développement Produits, de la direction Liqueurs & Spiritueux et

de la direction RSE, a été mis en place dès 2017 avec un projet de formation à l'écoconception des équipes Achat, Marketing et Développement Produits. Le but est de les sensibiliser sur la réduction des impacts environnementaux des emballages en analysant et améliorant notamment le cycle de vie des produits. Pour ces équipes, il s'agit de travailler en amont avec des indicateurs simples, communs aux trois secteurs d'activités avec des objectifs bien définis comme la réduction des matières premières ou encore l'augmentation de la matière recyclée.

Ces indicateurs sont à prendre en compte dès la réalisation design du produit. La première étude réalisée en 2017 sur l'écoconception des produits avait montré que la fabrication des étuis et des caisses intégrait respectivement 58% et 67% de carton recyclé (indicateur GRI G4 EN2).

Cette année, le Copil Écoconception s'est attaché à définir le Plan opérationnel d'actions 2020, en intégrant l'écoconception dans les étapes du processus de développement des produits.

Deux types de formation ont été dispensés :

- une formation générale à l'écoconception des équipes Marketing, Achats et Développement produits qui a concerné 24 personnes ;
- une formation technique à l'écoconception des équipes Développement Produits des sites de Cognac et d'Angers qui a concerné 14 personnes.

À noter que le module de formation générale à l'écoconception a été intégré dans le catalogue des formations internes du groupe.

Des analyses de cycle de vie (ACV) des produits clés Rémy Martin et Cointreau ont également été réalisées et ont servi de support à la formation technique des équipes.

Ces différentes actions sont à la base du lancement opérationnel du projet « Indice de performance environnementale des emballages » qui va se déployer en 2018. L'objectif est de créer un logiciel interne qui permettra de mesurer les impacts environnementaux des packagings des produits Rémy Martin Cointreau. Une attention particulière sera portée aux émissions CO₂ et aux consommations d'eau (indicateur GRI G4-EN27).

Cet outil sera ensuite appliqué à tout nouveau produit créé en 2018/2019 ainsi qu'aux produits Phare actuels des gammes Cointreau, Rémy Martin, LOUIS XIII, St-Rémy et Mount Gay.

Depuis trois ans, Rémy Cointreau a déployé un logiciel permettant d'estimer les quantités de matériaux utilisés pour la fabrication des produits sur les sites d'Angers et Cognac et vendus dans le monde entier, soit près de 90% de la production du groupe (indicateur GRI G4-EN1). Depuis 2017, les taux de freinte des ateliers de conditionnement sont intégrés aux calculs effectués.

Le tonnage total atteint 37 693 tonnes (35 397 tonnes en 2016/2017) constituées essentiellement de verre (32 726 tonnes), de cartons (4 078 tonnes), de matières plastiques (381 tonnes), de métaux (188 tonnes), de papier (62 tonnes) et de matériaux divers (259 tonnes).

Cela représente un poids moyen d'emballage de 1 001,4 grammes par litre de produit (données de production 2017/2018), stable par rapport à 2016/2017 (998 grammes par litre de produit). Les émissions carbone associées correspondent à 42 345 t_{eq}CO₂, soit 1,13 k_{eq}CO₂ par litre de produit, stable par rapport à 2016/2017.

TRANSPORTS DES PRODUITS

Dans le cadre du plan RSE 2020, un projet « Émissions CO₂ Transports » a été lancé en 2017. Pour la première fois cette année, le reporting RSE intègre les émissions CO₂ associées aux transports des produits aux USA et en Asie (Chine, Japon, Taïwan et Vietnam).

Le total des émissions CO₂ scope 3 liées au transport des produits atteint 24 209 t_{eq}CO₂ (indicateur GRI G4-EN30). Cela fait partie des postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre de Rémy Cointreau.

Cette valeur intègre le transport des produits :

- en France, entre les sites de production et les plateformes Logistique ;
- entre les plateformes Logistique et les premiers ports ou aéroports d'expédition ;
- les trajets maritimes et aériens entre les premiers ports ou aéroports d'expédition et les premiers ports ou aéroports d'arrivée au niveau mondial ;
- les transports des produits en Europe ;
- pour la première fois dans le reporting RSE les transports des produits aux USA et en Asie (Chine, Japon, Taïwan et Vietnam).

Un nouvel outil pour la collecte des données de transport au départ de France a été mis en place, basé sur la cartographie des flux de transports. Pour cela, un audit des modes de collecte des données a été réalisé pour aboutir à la conception d'un fichier optimisé de calcul des émissions CO₂ basé sur l'identification des destinations principales, la réalisation de scénarios de transport pour les destinations principales et l'identification particulière des transports par avion. D'ores et déjà, un focus spécifique portera sur les transports effectués par avion afin de réduire en priorité les émissions CO₂ liés à ce type de fret.

L'intégration dans les appels d'offres « Transports » d'un cahier des charges précisant les conditions environnementales applicables aux produits du groupe a été renouvelée cette année. Tous les transporteurs missionnés doivent communiquer les émissions de gaz à effet de serre émises pour les prestations de transport réalisées chaque année. Les transporteurs devront également démontrer leur engagement dans la charte d'engagements volontaires de réduction des émissions CO₂, démarche appelée « Objectif CO₂ ».

À noter que dès cette année, de premiers échanges avec le transporteur maritime principal ont permis de valider le modèle de remontée des informations CO₂ liées aux expéditions par bateau. Les premières informations ont été directement communiquées par le transporteur à la fin du premier trimestre 2018.

— 2.4 INFORMATIONS SOCIÉTALES

En accompagnant le développement économique durable des territoires et en soutenant des actions solidaires, Rémy Cointreau contribue au progrès collectif. Réussir ensemble, avec toutes ses parties prenantes, implique que le groupe ait conscience de son impact sociétal. Un effort qu'il continue de nourrir avec les objectifs de son plan RSE 2020. Rémy Cointreau s'implique localement, en partageant des exigences de responsabilités avec ses fournisseurs et en veillant à une éthique partagée des pratiques. Le groupe, d'envergure mondiale, n'en oublie pas sa relation privilégiée avec ses clients.

2.4.1 L'IMPACT SOCIÉTAL DE RÉMY COINTREAU

Avec ses nombreux investissements à l'étranger, Rémy Cointreau ne peut ignorer l'impact sociétal lié à des problématiques de développement économique durable des territoires sur lesquels il est présent. Au cœur du plan RSE 2020, une importance particulière est logiquement dévolue aux actions solidaires. Le groupe contribue au progrès collectif en participant à la création de valeur des territoires qu'il exploite.

S'IMPLIQUER AUX CÔTÉS DES ACTEURS ASSOCIATIFS

Acteur notable de la vie économique locale, Rémy Cointreau apporte son expertise sur de nombreux sujets de réflexion ou en promouvant les vertus d'une démarche de responsabilité sociale d'entreprise. Le groupe s'implique aux côtés d'écoles, d'universités et d'organismes dédiés au développement économique. Son engagement se traduit aussi par le soutien apporté aux associations régionales investies dans la promotion du développement durable ; il soutient également des associations d'entreprise qui favorisent les débats sur les thématiques RSE, telle que l'association Dirigeants Responsables de l'Ouest (DRO) en Pays de Loire. Le groupe avait participé à la création de cette association en 2009.

Le groupe participe également aux activités de l'association d'entreprises Altère en Poitou-Charentes. Cette année, le groupe a apporté son témoignage dans un atelier portant sur le reporting extra-financier en lien avec la nouvelle directive européenne » et a participé à deux ateliers sur les thèmes de la qualité de vie au travail et l'engagement des salariés dans les démarches RSE.

Le groupe est présent dans le Club Carbon'At créé en 2008 en Pays de Loire. Ce Club regroupe une trentaine d'entreprises – dont Rémy Cointreau – sur la région Grand Ouest afin de partager leurs bonnes pratiques RSE à travers des réunions qui ont traité par exemple cette année de l'animation de la démarche RSE à l'échelle « corporate » et sur l'ancrage territorial pour gagner en performance.

Cette année, le groupe est intervenu de nombreuses fois afin de partager sa politique RSE et ses engagements sur la réduction de ses consommations d'énergie sur le site d'Angers (conseil de développement Angers Loire Métropole/groupe de travail « Climat Energie Transport », sur la RSE « simple tendance ou réelle prise de conscience » (Café RSE/Angers), sur la préservation de la biodiversité (comité Colbert/réunion du réseau des responsables du développement durable) et sur l'intégration des ODDs de l'ONU dans la stratégie RSE du groupe (Conférence organisée par la société DII/atelier du club GC Advanced).

ÊTRE ACTEURS DE PROJETS

Conscient de sa responsabilité quant à la consommation de ses produits, Rémy Cointreau s'efforce d'aller plus loin dans son soutien aux recherches concernant l'alcool et sa consommation responsable.

Rémy Cointreau s'investit notamment à travers son activité au sein de la Fondation pour la recherche en alcoologie (FRA) dont il assure la présidence depuis sa création en 2015. La FRA a pour vocation de développer et partager les connaissances sur l'alcool. Sous l'égide de la Fondation de France, ses missions, reconnues d'utilité publique, consistent à soutenir la recherche et faire connaître les savoirs sur ce thème avec l'ambition de contribuer à l'amélioration de la santé publique.

En lien avec les équipes travaillant sur la recherche en alcoologie, la FRA est impliquée dans un programme de recherche sur 4 ans. Il s'agit de déterminer les causes de l'entrée dans l'alcoolisation, les conséquences de ses différentes formes de consommation (chronique, aiguë, modérée) et la sortie de l'addiction. En lien avec ce programme, un groupe de travail « Jeunes adultes et Alcool » a été constitué.

Pour la deuxième fois, le grand prix de la FRA récompensant la recherche en alcoologie a été remis au Collège de France en février 2018. Un second prix « Jeune chercheur » a également été remis dans le domaine des sciences humaines et sociales.

En 2017, la FRA a soutenu trente projets de recherche via un appel d'offres annuel. Elle a également organisé deux *Café des chercheurs* sur les thèmes « Alcool et sexualité : les femmes doivent rester vigilantes » et « La microbiote intestinale : un écosystème naturel pour prévenir ou guérir la maladie alcoolique ». Elle a également tenu son premier colloque des chercheurs, ce qui a permis de dresser le bilan des résultats des études financées par la FRA au cours des deux dernières années. La FRA a également édité un document sur les chiffres-clés de la consommation d'alcool : consommation globale, évolution des consommations d'alcool depuis 50 ans, etc.

Membre du réseau des correspondants « Développement Durable » du comité Colbert, lequel défend les valeurs du luxe français, Rémy Cointreau contribue à la mise en commun de bonnes pratiques en matière de RSE, notamment par la diffusion de fiches pratiques sur le sujet. Cette année, le groupe est intervenu au cours d'une matinée d'échanges entre les responsables du développement durable, portant sur le thème « Biodiversité, un patrimoine naturel à préserver ».

Rémy Cointreau a partagé également des exemples de ses actions RSE en participant à l'édition du Guide du comité Colbert « Valeurs du luxe français et objectifs de responsabilité sociale, sociétale et environnementale » regroupant des exemples de bonnes pratiques sur 15 objectifs de développement durable rassemblés sous 4 valeurs : esthétique, exigence, pérennité et respect.

Le groupe est également membre du groupe Projet Développement Durable du BNIC (Bureau national Interprofessionnel du cognac).

Très attaché à diffuser une culture positive de la responsabilité des entreprises dans les cursus de formation, Rémy Cointreau est notamment intervenu auprès de promotions d'étudiants de Grandes Écoles et d'universités en France. Le groupe a présenté sa politique RSE, ses engagements et ses actions à des étudiants d'écoles telles que Audencia Nantes, ONIRIS Nantes ou l'ESSCA Nantes.

2.4.2 FOURNISSEURS : PARTAGER DES EXIGENCES DE RESPONSABILITÉ

Pour Rémy Cointreau, la responsabilité RSE ne se conçoit que dans l'implication de la totalité de ses parties prenantes, ce qui inclut ses fournisseurs. Pour remplir les objectifs du plan RSE 2020, le groupe va plus loin dans l'efficacité de sa politique d'achat responsable en la simplifiant par des outils mutualisés.

Cette implication auprès de ses fournisseurs a valu à Rémy Cointreau d'être récompensé en 2016 par Vigeo Eiris, l'agence française d'analyse des entreprises sur des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance. Le groupe a obtenu le Prix *Top Performers* 2016 dans la catégorie « Gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement : relations durables avec les fournisseurs ».

Un prix qui vient récompenser l'approfondissement des exigences de Rémy Cointreau auprès de ses fournisseurs. Depuis janvier 2016 le groupe a adhéré à SEDEX (*Supplier Ethical Data Exchange*), une organisation internationale qui a pour but d'encourager les pratiques d'entreprises éthiques et responsables dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Cette plateforme a grandement simplifié les pratiques du groupe en matière d'achat, et lui a notamment fait gagner du temps. Avant d'adhérer à SEDEX, le groupe demandait à ses fournisseurs de remplir des questionnaires et, sur cette base, envisageait de les faire auditer ou non. À présent, SEDEX permet de mutualiser les audits déjà réalisés chez les fournisseurs par d'autres de leurs clients : sont stockées en ligne des informations concernant les normes de travail, l'hygiène et la sécurité, l'environnement et l'éthique commerciale.

Dans une démarche d'amélioration de la transparence et de l'éthique dans ses pratiques commerciales, Rémy Cointreau demande désormais expressément à ses fournisseurs d'adhérer à SEDEX.

En 2017/2018, le taux de fournisseurs identifiés comme stratégiques et adhérents à SEDEX (hors sous-traitance, le recours à la sous-traitance étant très limité et concernant essentiellement des activités réalisées en France), est de 89% (Indicateurs GRI G4-EN32/G4-HR10). L'objectif pour 2020 est d'atteindre 100%. Le pari est ambitieux mais réalisable : il s'agit avant tout de convaincre les plus petits fournisseurs qu'adhérer à la plateforme permet à tous de gagner du temps et de faire grandir les ambitions RSE de chacun. Rémy Cointreau a conscience qu'il faut accompagner ses parties prenantes vers une telle démarche, vue parfois comme une contrainte supplémentaire.

Cette année, grâce à SEDEX, deux audits RSE ont été réalisés chez des fournisseurs de matières premières.

SEDEX dispose d'un accord avec le CDP *Carbon Disclosure Project*, une organisation à but non lucratif visant à étudier l'impact sur le changement climatique des principales entreprises mondiales cotées en Bourse. En parallèle, Rémy Cointreau participe aux enquêtes du CDP depuis 2006 (émissions CO₂ et gestion de l'eau. Cela amènera le groupe à développer dans les prochaines années des actions envers les fournisseurs pour qu'ils réduisent leurs émissions Carbone.

2.4.3 L'ÉTHIQUE DES PRATIQUES DE RÉMY COINTREAU

(Indicateur GRI G4-15)

Rechercher l'excellence dans le développement pérenne des marques de Rémy Cointreau conduit le groupe à s'interroger sur ses comportements professionnels. À travers le monde, le groupe veut faire preuve d'une même exigence dans ses relations avec l'ensemble de ses parties prenantes. À commencer par la confiance, secret de la solidité des relations commerciales du groupe et de leur réussite. Au cœur de cette confiance se trouve l'éthique des pratiques du groupe.

En 2016, Rémy Cointreau a actualisé sa charte éthique des affaires (Indicateur GRI G4-56). Elle vient compléter la charte du Pacte mondial en matière de Développement Durable à laquelle le groupe adhère et qui constitue le socle de sa culture d'intégrité et d'éthique.

Cette charte éthique des affaires rappelle les valeurs du groupe :

- ses valeurs dans les affaires : par le respect des lois et législations en vigueur dans les pays où le groupe opère notamment en ce qui concerne la concurrence saine et loyale. Le groupe s'engage également à communiquer de manière responsable sur la consommation d'alcool ;
- ses valeurs dans la communauté : par le respect de la personne, des femmes et des hommes qu'il emploie jusqu'aux partenaires qui les accompagnent dans leur développement ;
- ses valeurs professionnelles : Rémy Cointreau mise sur la qualité et l'excellence de son travail – notamment artisanal. Il mise également sur la loyauté envers l'entreprise en incitant ses employés à ne conclure d'actions commerciales que dans le meilleur intérêt du groupe.

Afin de véhiculer ces valeurs, cette charte a servi de base à la création de deux *Moocs* (*Massive open online courses*) de formation à l'attention des collaborateurs. Trois vidéos de formation (en français, anglais et chinois) ont été réalisées cette année et diffusées sur le portail *e-learning* du groupe (indicateur GRI G4-SO4). La formation est en cours et le taux de formation est actuellement de 80%. Ces formations ont été intégrées dans le catalogue de formation interne du groupe.

En réponse à la loi « Sapin II », le groupe s'engage à travers le responsable du contrôle interne à répondre aux demandes des lanceurs d'alerte (Indicateur GRI G4-58). Un engagement légal mais qui se révèle être une véritable opportunité pour le groupe. Il s'agit pour lui de travailler en amont sur les exigences – qu'il s'est lui-même fixées – de responsabilité et de transparence afin d'être irréprochable sur tous les points. La charte du lanceur d'alerte a été diffusée cette année auprès de tous les collaborateurs du groupe.

L'ensemble de ces chartes, charte éthique et charte du lanceur d'alerte, font écho à un ensemble de supports de référence sur lesquels Rémy Cointreau s'appuie pour rendre ses transactions transparentes et pour conjuguer savoir-faire et savoir-être (cf. chapitre 3).

Afin de maîtriser sa communication sur la consommation d'alcool, Rémy Cointreau se réfère à sa charte de communication responsable. Elle garantit l'autoévaluation des campagnes de communication et le respect de principes promouvant une consommation modérée d'alcool. Un guide de consommation responsable dans le cadre professionnel a également été remis à tous les collaborateurs français. Traduit en plusieurs langues, il a aussi été distribué aux équipes présentes en Asie.

Parce que le lobbying de Rémy Cointreau s'inscrit dans un processus décisionnel transparent au sein de l'Union européenne, le groupe a renouvelé cette année son adhésion au *Transparency Register* afin de respecter la transparence nécessaire sur les opérations de lobbying auxquelles il peut être amené à participer au niveau européen. Un signal déjà envoyé depuis plusieurs années, lors de son adhésion au *Global Compact*. Un engagement qui lui tient à cœur car il garantit sa responsabilité et l'inscription de sa politique dans les standards éthiques internationaux.

Alignée sur la norme ISO 26000, la charte de responsabilité sociale et environnementale est le socle de la politique RSE du groupe. Cette charte est diffusée en français et en anglais à l'ensemble des collaborateurs du groupe car Rémy Cointreau est déterminé à lui donner une utilité au quotidien. Convaincu que la responsabilité est l'affaire de tous, il accompagne la diffusion de la charte RSE en animant des actions de sensibilisation à l'ensemble du personnel.

Pour plus de cohérence, cette exigence d'éthique et de transparence est poursuivie par le groupe en matière d'investissement socialement responsable (ISR) et de notation extra-financière. Depuis 2010, Rémy Cointreau répond à l'indice extra-financier Gaïa (EthiFinance), l'indice développement durable de référence qui évalue le niveau de transparence de plus de 400 sociétés européennes de taille intermédiaires (ETI) cotées et non cotées, basé sur les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance en lien avec les démarches RSE.

Cette année, le groupe a progressé en étant classé quatrième sur 230 sociétés constituant l'indice Gaïa (onzième sur 230 en 2016/2017). La notation a également progressé dans la catégorie des sociétés avec un chiffre d'affaires supérieur à 500 millions d'euros : classé quatrième sur 87 (dixième sur 85 en 2016/2017). À noter que le groupe a obtenu la note maximale de 100 concernant la relation avec les parties prenantes externes, suite à l'étude de matérialité intégrant fournisseurs, clients, société civile, etc. (note de 86 en 2016/2017) et la note de 98/100 sur ses engagements environnementaux (note identique en 2016/2017).

Le groupe est également noté par l'agence extra-financière Vigeo Eiris. Sur la dernière notation réalisée début 2018, Rémy Cointreau peut se prévaloir de nombreux points en progression par rapport à la dernière notation effectuée en 2016 :

- dans le domaine de la gouvernance avec la qualité des relations avec les actionnaires et le mode de rémunération des dirigeants dépendant de l'atteinte des objectifs RSE ;
- dans le domaine RH, avec la gestion des carrières et le développement de l'employabilité ;
- dans le domaine Environnement avec l'usage des énergies renouvelables, la prise en compte des impacts environnementaux liés au transport des produits et la gestion des conditions de santé et sécurité au travail.

Des points d'amélioration sont attendus par exemple dans les engagements sociétaux et la conduite des affaires. Les actions menées et citées précédemment (charte éthique, charte du lanceur d'alerte, programme de formation obligatoire des collaborateurs à l'éthique des affaires) font partie des réponses à ces attentes. Ceci s'inscrit dans le plan RSE 2020 qui a pour objectif de faire progresser d'ici 2020 l'évaluation Vigeo Eiris.

Rémy Cointreau répond également régulièrement à des demandes d'informations provenant de fonds d'investissement ISR s'intéressant à la politique RSE du groupe.

2.4.4 MAINTENIR DES RELATIONS RESPONSABLES AVEC LES CLIENTS

Parfois éloignés, mais toujours proches, les clients de Rémy Cointreau sont au cœur de ses préoccupations. Ayant à cœur de créer aujourd'hui comme dans un siècle des produits authentiques, le groupe s'efforce en amont d'être irréprochable, de la culture des matières premières à leur transformation, tout en veillant à la commercialisation responsable de ses produits.

PROMOUVOIR UNE CONSOMMATION RESPONSABLE

La promotion de la consommation responsable est un aspect important de la RSE pour Rémy Cointreau. Le positionnement haut de gamme des produits du groupe nous impose, à la fois pour des raisons éthiques et de performance, un engagement responsable résolu quant à la protection de consommateurs exigeants.

Cette responsabilité s'articule autour de deux axes :

- la promotion de la consommation responsable ;
- la promotion de la communication responsable.

RÔLE CLÉ DES ORGANISATIONS REPRÉSENTATIVES

C'est en participant activement aux Groupes de Travail Alcool et société ou Alcool et Santé des organisations professionnelles que Rémy Cointreau contribue à la mise en place d'une stratégie responsable, développée par l'ensemble de l'industrie des spiritueux (Indicateur GRI G4-16).

Les principales organisations sont :

- en France : la FFS (Fédération française des spiritueux), la FEVS (Fédération des exportateurs de vins et spiritueux), Avec Modération ! et la Fondation pour la recherche en alcoologie dont Rémy Cointreau assure la présidence depuis sa création en novembre 2015 ;
- en Europe : spiritsEUROPE (Fédération européenne des spiritueux) ;
- aux États-Unis : DISCUS ;
- en Chine : FSPA.

L'un des objectifs communs de toutes ces organisations est de contribuer au développement des Plans d'action Alcool afin d'assister les gouvernements des pays dans la protection du consommateur, grâce à des engagements éthiques ainsi que des mesures d'autocontrôle des communications de leurs membres.

Par nature, il est impossible de mesurer des résultats chiffrés pour ces opérations, lourdes et de long terme. Néanmoins, les résultats de ces programmes font que les organisations internationales (OMS, OCDE) considèrent que :

- l'objectif principal des actions est de combattre la consommation excessive d'alcool ;
- la voix de l'industrie des spiritueux est importante pour la mise en place de programmes de protection du consommateur et, qu'en conséquence, les organisations représentatives doivent être présentes lors des discussions traitant de la consommation responsable des consommateurs ;
- le principe d'autorégulation éthique en matière de promotion et de communication des spiritueux est garant de la sécurité du consommateur ;
- l'industrie des spiritueux continue d'améliorer l'information du consommateur (emballages, développement de l'information dématérialisée), grâce notamment aux sites Internet dédiés à la connaissance des risques alcool/santé.

INITIATIVES EN FAVEUR DE LA CONSOMMATION RESPONSABLE

De nombreuses initiatives au cours de ces dernières années reflètent la volonté de Rémy Cointreau de s'engager dans la promotion d'une consommation responsable de ses produits :

- application progressive, en Europe et Asie, des décisions volontaires d'imprimer sur les emballages les logos destinés à informer la femme enceinte (indicateur GRI G4-PR3) ;
- volonté, en Europe, d'indiquer sur les emballages l'adresse Internet responsibledrinking.eu, portail permettant aux consommateurs de 28 pays européens d'avoir accès à une information complète sur les risques liés à l'abus d'alcool ;
- développement d'un onglet consommation responsable dans l'intranet Rémy Cointreau ;
- développement d'une sensibilisation à la consommation responsable sur les sites de production français ;
- affichage sur les trois sites français sur le thème « Comment anticiper une consommation raisonnable de nos produits lors de l'accueil et de la réception de nos invités » ;
- distribution de supports Consommation responsable auprès des équipes commerciales : charte de communication responsable, guide de consommation responsable, livret « Comment anticiper une consommation responsable des produits Rémy Cointreau lors de l'accueil et la réception de nos invités », une « carte Consommation responsable » ;
- réactualisation et nouvelle diffusion de l'application RC Alcooflash pour tous les utilisateurs d'iPhone (public interne) ;
- diffusion de vidéos et de messages *Drink Responsibly* aux États-Unis et en Chine, avec l'intervention de personnalités extérieures (public interne et externe) ;
- remise d'un kit Consommation responsable à tous les nouveaux arrivants (public interne).

Ces initiatives ont été complétées cette année par :

- la signature du Code de conduite du DFWC (Duty Free World Council) portant principalement sur des communications commerciales responsables et la gestion responsable des points de vente ;
- une campagne de sensibilisation à la consommation responsable à La Barbade.

CONTRÔLE DES COMMUNICATIONS DES MARQUES RÉMY COINTREAU

Le respect de la charte éthique de Rémy Cointreau concerne les points suivants :

- consommation responsable ;
- vertus particulières attribuées à l'alcool ;
- mineurs et autres populations vulnérables ;
- contenu en alcool ;
- activités à risque ;
- communication respectueuse.

Il est assuré par le comité de communication responsable (CCR), constitué de membres représentant les directions des affaires publiques et RSE, Juridique, Marketing, Communication et Commerciale.

Le CCR doit analyser, sur la base des engagements éthiques de Rémy Cointreau, toute nouvelle communication dont le montant global est supérieur à 100 000 euros (incluant la création et le plan média).

L'équipe Affaires Publiques, en charge de l'animation du CCR, a cette année vérifié auprès des directeurs de marques de Rémy Cointreau que les nouvelles publicités avaient bien été communiquées au CCR.

Cette année, le CCR a validé 7 nouvelles campagnes concernant les marques Cointreau, LOUIS XIII, Mount Gay et Metaxa.

Les autres communications utilisées au cours de l'année écoulée avaient été développées et validées les années précédentes.

Depuis 2014, le CCR a mis en place un outil de contrôle permettant d'analyser les coûts des campagnes de communication (par pays, par marque, et par nature de dépenses) afin de garantir que le processus de contrôle du CCR est bien respecté et systématisé.

Cet outil, reconduit chaque année, a apporté une nouvelle fois la preuve cette année que la totalité des nouvelles créations et initiatives de communication ont été communiquées au CCR et validées par la suite.

ENTRETIEN DES RELATIONS DE QUALITÉ AVEC LES CLIENTS

Les clients sont au cœur de l'activité de Rémy Cointreau qui s'efforce d'être toujours au plus près de leurs attentes et de leurs besoins. Pour y répondre le plus précisément et le plus rapidement possible, Rémy Cointreau suit attentivement leurs demandes grâce à une veille permanente, notamment sur les réseaux sociaux. Rémy Cointreau veut cultiver une proximité indispensable avec ses clients partout dans le monde. Ils sont attachés à l'essence, à la tradition des marques. Le groupe s'applique à être toujours attractif tout en conservant l'authenticité de ses produits.

Depuis plusieurs années, Rémy Cointreau a mis en place une notation interne effectuée 2 fois dans l'année. Des axes de progrès sont ensuite systématiquement étudiés et partagés pour évaluer le niveau de satisfaction de l'ensemble des clients distributeurs. Cette année, la note est de 17 sur 20, stable par rapport à l'année précédente (indicateur GRI G4-PR5).

Le groupe a également répondu aux questions posées par les clients distributeurs présents aux États-Unis et en Belgique concernant ses bonnes pratiques environnementales et sa politique RSE.

Les visites des sites sont à l'image de la recherche d'excellence du groupe. L'offre d'œnotourisme de Rémy Martin propose des programmes sur-mesure, un accueil de qualité. Elle privilégie un lien chaleureux avec ses visiteurs, tout en proposant des parcours mettant en scène le savoir-faire lié aux spiritueux, leur patrimoine et leur histoire. Près de 430 visiteurs ont participé aux visites organisées dans le cadre des « Journées du Patrimoine ».

En interne, les sites de Cognac et d'Angers ont édité une charte qualité des accueils, visites et réceptions, qui intègre la consommation responsable.

Après l'obtention en 2012/13 du Prix national de l'œnotourisme dans la catégorie « mise en valeur d'un caveau ou d'un site viticole », le site de Cognac a renouvelé fin 2017 son certificat d'excellence du site Trip Advisor.

Le site d'Angers est toujours titulaire du label « Qualité Tourisme ».

À Cognac et à Angers, les guides des circuits de visite sont formés chaque année à la politique RSE afin qu'ils puissent expliquer et valoriser les bonnes pratiques du groupe aux visiteurs. En 2018, les guides ont pu suivre une formation RSE renouvelée.

Depuis 2012, le site de Cognac est également titulaire du label « Entreprise du Patrimoine Vivant », décerné par l'État français aux entreprises qui font vivre les savoir-faire artisanaux et la tradition française. Fin 2017, le label a été renouvelé pour cinq ans.

— 2.5 TABLEAU D'INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX PAR SITE

	2015/ 2016	VALEUR/ CAISSE STAN- DARD	VALEUR/ HECTO- LITRE VINS	2016/ 2017	VALEUR/ CAISSE STAN- DARD	VALEUR/ HECTO- LITRE VINS	2017/ 2018	VALEUR/ CAISSE STAN- DARD	VALEUR/ HECTO- LITRE VINS
Consommation totale d'énergie, en MWh et en kWh pour les valeurs par caisse standard ou hectolitre de vin (Indicateur GRI G4-EN3)									
TOTAL	38 235	6,91	66,35	41 854	7,91	78,13	39 656	7,53	72,60
dont site d'Angers	8 274	3,68		8 375	3,69		8 549	3,64	
dont site de Cognac	7 284	3,69		7 380	3,57		7 206	3,33	
dont Domaines Rémy Martin	4 423		66,35	3 437		78,13	1 460		72,60
dont site de La Barbade	4 622	12,00		10 366	29,55		11 088	30,01	
dont site d'Islay	11 632	119,68		12 130	82,12		9 583	59,30	
dont Westland							1 346		
dont Domaine des Hautes Glaces							276		
dont site de Paris				166			148		
Consommation d'énergie directe (gaz, fuel, gasoil), en MWh et en kWh pour les valeurs par caisse standard ou hectolitre de vin (Indicateur GRI G4-EN3)									
TOTAL	26 187	4,84	58,70	30 445	5,67	68,44	27 954	5,30	59,21
dont site d'Angers	6 036	2,68		6 081	2,68		6 224	2,65	
dont site de Cognac	1 711	0,91		1 327	0,64		963	0,44	
dont Domaines Rémy Martin	3 913		58,70	3 011		68,44	1 191		59,21
dont site de La Barbade	3 221	8,36		8 392	23,92		9 075	24,56	
dont site d'Islay	11 305	116,32		11 634	78,76		9 062	58,07	
dont Westland							1 189		
dont Domaine des Hautes Glaces							250		
Consommation d'énergie indirecte (électricité), en MWh et en kWh pour les valeurs par caisse standard ou hectolitre de vin (Indicateur GRI G4-EN3)									
TOTAL	10 048	2,07	7,65	11 409	2,24	9,69	11 703	2,23	13,39
dont site d'Angers	2 238	0,99		2 293	1,01		2 326	0,99	
dont site de Cognac	5 572	2,98		6 053	2,93		6 243	2,88	
dont Domaines Rémy Martin	510		7,65	426		9,69	269		13,39
dont site de La Barbade	1 401	3,64		1 974	5,63		2 014	5,45	
dont site d'Islay	326	3,36		497	3,36		521	3,22	
dont Westland							157		
dont Domaine des Hautes Glaces							25		
dont site de Paris				166			148		

	2015/ 2016	VALEUR/ CAISSE STAN- DARD	VALEUR/ HECTO- LITRE VINS	2016/ 2017	VALEUR/ CAISSE STAN- DARD	VALEUR/ HECTO- LITRE VINS	2017/ 2018	VALEUR/ CAISSE STAN- DARD	VALEUR/ HECTO- LITRE VINS
Consommation d'eau, en m³ et en litres pour les valeurs par caisse standard ou hectolitre de vin (Indicateur GRI G4-EN8)									
TOTAL	123 729	25,12	120,60	133 418	26,23	147,66	174 945	32,42	555,66
dont site d'Angers	28 081	12,48		27 362	12,04		26 786	11,42	
dont site de Cognac	35 581	19,00		35 396	17,12		35 885	16,55	
dont Domaines Rémy Martin	8 039		120,60	6 496		147,66	11 172		555,66
dont site de La Barbade	19 693	51,12		31 891	90,90		49 386	133,64	
dont site d'Islay	32 335	332,70		32 273	218,49		25 860	160,01	
dont Westland							25 076		
dont Domaine des Hautes Glaces							800		
Quantité de déchets, en tonnes et en kg pour les valeurs par caisse standard ou hectolitre de vin (Indicateur GRI G4-EN23)									
TOTAL	2 935	0,63	0,42	2 265	0,45	1,55	2 443	0,47	2,69
dont site d'Angers	1 233	0,55		1 166	0,51		1 211	0,52	
dont site de Cognac	1 426	0,76		815	0,39		872	0,40	
dont Domaines Rémy Martin	28		0,42	68		1,55	54		2,69
dont site de La Barbade	136	0,35		169	0,48		150	0,41	
dont site d'Islay	112	1,15		46	0,31		158	0,97	
Taux de valorisation des déchets en %									
TOTAL	90,6			89,0			91,6		
dont site d'Angers	100,0			100,0			100,0		
dont site de Cognac	92,3			94,0			99,3		
dont Domaines Rémy Martin	100,0			91,2			96,3		
dont site de La Barbade	0,0			0,0			0,0		
dont site d'Islay	72,3			47,8			70,5		
Taux de valorisation Matière des déchets en %									
TOTAL	88,8			83,7			83,0		
dont site d'Angers	96,2			95,8			96,7		
dont site de Cognac	91,9			85,3			79,6		
dont Domaines Rémy Martin	100,0			91,2			96,3		
dont site de La Barbade	0,0			0,0			0,0		
dont site d'Islay	72,3			47,8			70,5		
Taux de valorisation énergétique des déchets en %									
TOTAL	1,8			5,3			8,7		
dont site d'Angers	3,8			4,2			3,3		
dont site de Cognac	0,4			8,7			19,7		
dont Domaines Rémy Martin	0,0			0,0			0,0		
dont site de La Barbade	0,0			0,0			0,0		
dont site d'Islay	0,0			0,0			0,0		

	2015/ 2016	VALEUR/ CAISSE STAN- DARD	VALEUR/ HECTO- LITRE VINS	2016/ 2017	VALEUR/ CAISSE STAN- DARD	VALEUR/ HECTO- LITRE VINS	2017/ 2018	VALEUR/ CAISSE STAN- DARD	VALEUR/ HECTO- LITRE VINS
Volume d'effluents en m³ et en litres pour les valeurs par caisse standard ou hectolitre de vin (indicateur GRI G4-EN22)									
TOTAL	69 410	12,99	143,99	63 214	11,88	130,15	84 047	16,00	160,50
dont site d'Angers	11 064	4,92		9 999	4,40		9 833	4,19	
dont site de Cognac	12 683	6,77		9 591	4,64		6 639	3,06	
dont Domaines Rémy Martin	9 598		143,99	5 726		130,15	3 227		160,50
dont site de La Barbade	19 590	50,85		21 223	60,49		25 622	69,34	
dont site d'Isley	16 475	169,52		16 675	112,89		13 100	81,06	
dont Westland							25 026		
dont Domaine des Hautes Glaces							600		
Effluents : DBO après traitement en tonnes et en grammes pour les valeurs par caisse standard ou hectolitre de vin									
TOTAL	1,82	0,19	10,94	1,03	0,14	9,24	0,74	0,11	11,94
dont site d'Angers	0,78	0,35		0,60	0,27		0,49	0,21	
dont site de Cognac	0,01	0,00		0,02	0,01		0,01	0,005	
dont Domaines Rémy Martin	0,73		10,94	0,41		9,24	0,24		11,94
Effluents : DBO en sortie de site en tonnes et en grammes pour les valeurs par caisse standard ou hectolitre de vin									
TOTAL	434,11	899,81		857,25	1 719,55		771,90	1 451,71	
dont site de La Barbade	215,49	559,34		615,47	1 754,35		632,68	1 441,50	
dont site d'Isley	218,62	2 249,46		241,79	1 636,91		228,07	1 411,23	
dont Domaine des Hautes Glaces							11,15		
Effluents : DCO après traitement en tonnes et en grammes pour les valeurs par caisse standard ou hectolitre de vin									
TOTAL	5,42	0,59	44,64	3,78	0,43	43,34	2,91	0,40	54,71
dont site d'Angers	2,36	1,05		1,73	0,76		1,76	0,75	
dont site de Cognac	0,09	0,05		0,14	0,07		0,05	0,02	
dont Domaines Rémy Martin	2,98		44,64	1,91		43,34	1,10		54,71
Effluents : DCO en sortie de site en tonnes et en grammes pour les valeurs par caisse standard ou hectolitre de vin									
TOTAL	1 788,06	3 706,22		2 191,11	4 395,11		2 340,37	4 401,52	
dont site de La Barbade	1 272,72	3 303,54		1 562,63	4 454,18		1 838,87	4 976,20	
dont site d'Isley	515,34	5 302,43		628,48	4 254,83		481,16	2 977,27	
dont Domaine des Hautes Glaces							20,34		
Emissions de GES (scope 1) en TqCO₂ et en KgeqCO₂ pour les valeurs par caisse standard ou hectolitre de vin (indicateur GRI G4-EN15)									
TOTAL	6 609	1,20	16,43	8 815	1,64	20,12	7 137	1,34	18,20
dont site d'Angers	1 281	0,56		1 241	0,55		1 461	0,62	
dont site de Cognac	438	0,23		346	0,17		245	0,11	
dont Domaines Rémy Martin	1 095		16,43	885		20,12	366		18,20
dont site de La Barbade	845	2,19		3 288	9,37		2 332	6,31	
dont site d'Isley	2 970	30,56		3 055	20,68		2 433	15,05	
dont Westland							244		
dont Domaine des Hautes Glaces							0		
dont site de Paris							56		

	2015/ 2016	VALEUR/ CAISSE STAN- DARD	VALEUR/ HECTO- LITRE VINS	2016/ 2017	VALEUR/ CAISSE STAN- DARD	VALEUR/ HECTO- LITRE VINS	2017/ 2018	VALEUR/ CAISSE STAN- DARD	VALEUR/ HECTO- LITRE VINS
Emissions de GES (scope 2) en T_{eq}CO₂ et en K_{geq}CO₂ pour les valeurs par caisse standard ou hectolitre de vin (Indicateur GRI G4-EN16)									
TOTAL	1 598	0,34	0,30	1 911	0,39	0,59	2 069	0,41	0,80
dont site d'Angers	87	0,04		76	0,03		81	0,03	
dont site de Cognac	217	0,12		200	0,10		218	0,10	
dont Domaines Rémy Martin	20		0,30	26		0,59	16		0,80
dont site de La Barbade	1 096	2,84		1 382	3,94		1 424	3,85	
dont site d'Islay	178	1,83		227	1,54		238	1,47	
dont Westland							82		
dont Domaine des Hautes Glaces							1		
dont site de Paris							9		
Emissions de GES (scopes 1 & 2) en T_{eq}CO₂ et en K_{geq}CO₂ pour les valeurs par caisse standard ou hectolitre de vin									
TOTAL	8 207	1,54	16,73	10 726	2,03	20,71	9 208	1,75	19,00
dont site d'Angers	1 348	0,60		1 317	0,58		1 543	0,66	
dont site de Cognac	855	0,35		546	0,26		463	0,21	
dont Domaines Rémy Martin	1 115		16,73	911		20,71	382		19,00
dont site de La Barbade	1 941	5,04		4 670	13,31		3 755	10,16	
dont site d'Islay	3 148	32,39		3 282	22,22		2 671	16,52	
dont Westland							326		
dont Domaine des Hautes Glaces							1		
dont site de Paris							65		
Emissions de GES (Total Scope 1, 2 & 3) en T_{eq}CO₂ et en K_{geq}CO₂ pour les valeurs par caisse standard ou hectolitre de vin									
TOTAL				145 789	30,13	65,65	135 528	22,65	34,94
dont site d'Angers				40 628	17,88		36 199	15,43	
dont site de Cognac				54 032	26,14		45 272	20,89	
dont Domaines Rémy Martin				2 888		65,65	702		34,94
dont site de La Barbade							29 145	78,87	
dont Transport Produits				48 241	9,97		24 209	4,96	

— 2.6 OBJECTIFS CHIFFRÉS 2020

		INDICATEURS	PÉRIMÈTRE	VALEURS 2016/ 2017	VALEURS 2017/ 2018	OBJECTIFS 2019/ 2020
ODD 8	Travail de qualité et économie/ Promouvoir une croissance économique soutenue, le plein emploi productif et un travail décent	Achats responsables: taux de fournisseurs adhérents à SEDEX	Monde	83%	89%	100%
ODD 13	Agir contre le changement climatique et ses impacts	Réduction des émissions CO ₂ : potentiel de réduction des consommations d'énergies directe et indirecte	France	0 MWh	423 MWh	900 MWh
		Réduction des émissions CO ₂ : taux de véhicules « propres »	France	22%	41%	80%
ODD 15	Exploitation durable du sol/ protéger, restaurer et promouvoir une utilisation durable des écosystèmes terrestres / gérer les forêts de manière durable/Préserver la biodiversité	Viticulture durable : Indice de fréquence de traitement (IFT) des Domaines Rémy Martin	France	17,6	17,2	15,8
		Viticulture durable : taux de viticulteurs de la coopérative AFC engagés dans une démarche environnementale (AIVE 1 ou référentiel Viticulture Durable)	France	19,6%	45,3%	100%

— 2.7 NOTE MÉTHODOLOGIQUE POUR LE REPORTING DES INDICATEURS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX

Rémy Cointreau répond à l'obligation de la loi « Grenelle II » obligeant les entreprises cotées à appliquer l'article 225 : « communiquer les informations sur la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de ses activités ainsi que ses engagements sociétaux en faveur du développement durable ».

Rémy Cointreau adhère depuis 2003 à la charte *Global Compact* et souhaite être l'ambassadeur des bonnes pratiques de cet engagement mondial dans le domaine des droits de l'homme, des normes du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

La notion de responsabilité sociale et environnementale (RSE) est ainsi diffusée au sein de l'entreprise, mais aussi en amont et en aval de son périmètre, vers ses clients, ses fournisseurs et l'ensemble de ses parties prenantes.

La charte de responsabilité sociale et environnementale (RSE) de Rémy Cointreau s'appuie sur six engagements principaux calqués sur la Norme ISO 26000 et appliqués aux spécificités du groupe.

Les actions menées dans le cadre de la politique RSE sont régulièrement présentées dans les rapports annuels qui présentent la totalité des indicateurs RSE en lien avec les Indicateurs Internationaux du GRI (*Global Reporting Initiative*).

Ces documents sont consultables sur le site Internet de Rémy Cointreau et diffusés à l'ensemble des parties prenantes. (<http://www.remy-cointreau.com>)

2.7.1 PROTOCOLE DE REPORTING

Le protocole de reporting 2017/2018 est un document interne, rappelant les engagements RSE de Rémy Cointreau et présentant la structure et les moyens mis en œuvre pour assurer un reporting de qualité et fiable.

À ce titre, il sert de guide pour le reporting interne et de référentiel pour la vérification externe en 2017/2018 des différents indicateurs RSE issus de l'article 225 du Grenelle de l'Environnement.

Le protocole de reporting est établi par les directions RH et RSE de Rémy Cointreau. Il est consultable sur demande auprès du directeur RSE à l'adresse suivante :

Christian LAFAGE

Directeur responsabilité sociale et environnementale

20, rue de la Société-Vinicole

BP 37

16102 COGNAC

christian.lafage@remy-cointreau.com

Tél. : 33 (0)5 45 35 77 25

Le protocole de reporting est mis à jour annuellement afin de prendre en compte les modifications concernant les évolutions du reporting et des indicateurs RSE.

2.7.2 PÉRIMÈTRE

Les engagements RSE de Rémy Cointreau s'appliquent à l'ensemble des sociétés du groupe. Trois grands axes sont définis : social, environnemental et sociétal.

Le périmètre de reporting RSE s'appuie sur le périmètre financier consolidé du groupe et inclut 30 sociétés conformément à l'article 225 de la loi « Grenelle II » (sites de production et sociétés de distribution).

Les sociétés exclusivement financières ainsi que les joint-ventures non contrôlées par le groupe ne sont pas intégrées dans le périmètre de reporting RSE. Il en est de même pour les cessions et acquisitions de sociétés faites en cours d'exercice.

PÉRIMÈTRE ENVIRONNEMENTAL

De manière générale, les informations environnementales couvrent les sites de production de Cognac, d'Angers, de La Barbade, de l'île d'Islay (Écosse) ainsi que les sociétés Westland (USA), Domaine des Hautes Glaces (France) et Domaines Rémy Martin (Cognac).

Tous les sites de production sont donc inclus dans le périmètre de reporting environnemental. Les filiales de distribution en sont exclues, leurs impacts environnementaux étant jugés non significatifs.

PÉRIMÈTRE SOCIAL

Les méthodologies utilisées pour certains indicateurs sociaux peuvent présenter des limites du fait notamment :

- de l'absence de définitions communes au niveau national ou international ;
- d'estimations nécessaires, de la représentativité des mesures effectuées ou encore de la disponibilité limitée de données externes nécessaires aux calculs.

Les définitions et méthodologies utilisées des indicateurs suivants sont donc précisées :

1. Effectifs

Le périmètre du reporting social couvre l'ensemble des 30 sociétés pour les informations sociales relatives aux effectifs.

2. Formation

Les sociétés basées en Europe (hors France), de même que Bruichladdich, ne sont pas concernées par l'indicateur lié à la formation.

Les données de formation des filiales françaises prennent en compte les formations imputables au titre de la formation professionnelle continue, ainsi que les formations non imputables. Le nombre de salariés formés prend en compte tous les salariés ayant suivi au moins une action de formation durant l'année civile, dont les employés n'étant plus présents au 31 décembre 2017. Pour toutes les sociétés, seules les formations d'une heure au moins sont recensées.

3. Autres Indicateurs

Seuls les sites de production Angers, Cognac, La Barbade et Islay ainsi que le site de Paris sont inclus dans les indicateurs liés aux relations sociales, à l'absentéisme et aux accidents du travail. L'indicateur du nombre de maladies professionnelles reconnues ne couvre que les sites de Cognac, d'Angers, de Paris et Le Domaine des Hautes Glaces.

Absentéisme : périmètre limité aux sociétés françaises, aux sites de La Barbade et Islay.

- Absence maladie uniquement des salariés comptabilisés dans l'effectif total du groupe, soit pour le périmètre France les salariés en CDI et CDD. Pour le périmètre hors France les salariés en CDI, au dernier jour de chaque trimestre à l'exception des congés payés, des congés spéciaux (mariage, baptême, déménagement, etc.), des absences liées à la formation, des congés sans solde autorisés, des congés syndicaux, des congés sabbatiques et de création d'entreprise, des congés RTT, des jours de récupération, des jours fériés et des congés parentaux.
- Pour le reporting RSE, l'effectif est comptabilisé au 31 mars. L'indicateur est calculé sur les douze derniers mois.
- Le taux d'absentéisme est égal au nombre d'heures d'absence/ nombre d'heures théoriques travaillées (heures au poste de travail + les heures d'absences maladie, congés, formations, voyages...).
- Le taux d'absentéisme est calculé hors longue maladie (absence supérieure à 90 jours).

Taux de fréquence des accidents du travail : périmètre limité aux sociétés françaises, au site de La Barbade et de Bruhladdich.

Tout accident survenu à un salarié comptabilisé dans l'effectif total du groupe pour le périmètre France en CDI et CDD, et pour le périmètre hors France le salarié en CDI au dernier jour de chaque trimestre sur le lieu de travail ou lors de déplacements professionnels entraînant conjointement une déclaration et un arrêt de travail d'un jour minimum quelle que soit la réglementation nationale en vigueur.

- Ce taux est exprimé en nombre d'accidents de travail avec arrêt par million d'heures réelles travaillées soit : (nombre d'accidents avec arrêt de travail x 1 million)/nombres d'heures réelles travaillées.
- Constitue une heure réelle travaillée, une heure de travail effectuée dans le groupe par un salarié au cours de la période fiscale, c'est-à-dire l'heure réellement passée sur le poste de travail. On ne tient pas compte des heures d'absences (maladie, congés, formation, voyages...).
- Dans le cas où les heures travaillées réelles ne sont pas disponibles, le taux de fréquence pourra être calculé à partir du nombre d'heures travaillées théoriques.

Taux de gravité des accidents du travail : périmètre limité aux sociétés françaises, au site de La Barbade et d'Islay.

- Tout accident survenu à un salarié comptabilisé dans l'effectif total du groupe pour le périmètre France en CDI et CDD et pour le périmètre hors France en CDI au dernier jour de chaque trimestre sur le lieu de travail ou lors de déplacements professionnels entraînant conjointement une déclaration et un arrêt de travail d'un jour minimum, quelle que soit la réglementation nationale en vigueur.
- Ce taux est exprimé en nombre de jours d'arrêt pour accident de travail, par millier d'heures réelles travaillées soit : (nombre de journées perdues X 1 000)/nombre d'heures réelles travaillées.
- Le nombre de journées perdues doit être calculé en jours calendaires à compter du jour de l'accident.
- Constitue une heure réelle travaillée, une heure de travail effectuée dans le groupe par un salarié au cours de la période fiscale.
- Dans le cas où les heures travaillées réelles ne sont pas disponibles, le taux de gravité peut être calculé à partir du nombre d'heures travaillées théoriques.

Maladies professionnelles : périmètre limité aux sociétés françaises.

Les maladies professionnelles recensées sont celles déclarées et reconnues par les Autorités de Santé pendant l'exercice.

2

2.7.3 INDICATEURS RETENUS

Le protocole 2017/2018 présente les indicateurs disponibles en fin d'exercice.

INDICATEURS SOCIAUX

- Effectif total du groupe
- Répartition des salariés par sexe et par fonction
- Répartition des effectifs par zone géographique
- Nombre d'embauches par fonction et par type de contrat
- Nombre de départs détaillés par raisons
- Moyenne d'âge par sexe et par catégorie professionnelle
- Ancienneté moyenne par sexe et par catégorie socioprofessionnelle
- Rémunération moyenne par sexe et par catégorie professionnelle
- Taux d'absentéisme
- Taux de fréquence des accidents du travail
- Taux de gravité des accidents du travail
- Nombre de maladies professionnelles reconnues
- Pourcentage de personnes handicapées dans l'effectif total
- Nombre d'heures de formation par sexe
- Effectif formé par sexe
- Nombre d'heures de formation par personne

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

Énergies

- Consommations énergétiques totales : sites d'Angers, de Cognac, de Paris, de La Barbade et d'Islay, sociétés Domaines Rémy Martin (DRM), Domaine des Hautes Glaces, Westland
- Consommations d'énergie directe (combustibles) : sites d'Angers, de Cognac, de La Barbade et d'Islay, sociétés DRM, Domaine des Hautes Glaces et Westland
- Consommations d'énergie indirecte : sites de Paris, d'Angers, de Cognac, de La Barbade et d'Islay, sociétés DRM, Domaine des Hautes Glaces et Westland

Eau et effluents

- Consommations d'eau : sites d'Angers, de Cognac, de La Barbade et d'Islay, sociétés DRM, Domaine des Hautes Glaces et Westland
- Volumes d'effluents : sites d'Angers, de Cognac, de La Barbade et d'Islay, sociétés DRM, Domaine des Hautes Glaces et Westland
- Taux de pollution des effluents en sortie de traitement (DBO et DCO) : sites d'Angers, de Cognac et société DRM
- Taux de pollution des effluents en sortie de site (DBO/DCO) : sites de La Barbade et d'Islay, société Domaine des Hautes Glaces

Viticulture

- Réduction de l'usage des produits phytosanitaires (Indice IFT) : société DRM

Matière première emballage

- Matières premières : production des sites d'Angers et de Cognac
- Quantités de verres d'emballage économisées par écoconception des bouteilles et flacons

Déchets

- Quantités de déchets : sites de Paris, d'Angers, de Cognac, de La Barbade et d'Islay, société DRM
- Taux de valorisation totale des déchets : sites de Paris, d'Angers, de Cognac, de La Barbade et d'Islay, société DRM
- Taux de valorisation Matière et énergétique des déchets : sites de Paris, d'Angers, de Cognac, de La Barbade et d'Islay, société DRM

Bilan Carbone (Référentiel Bilan Carbone®)

- Bilan GES réglementaire – Émissions de GES (scopes 1 et 2) : sites d'Angers, de Cognac, de La Barbade et d'Islay, sociétés DRM, Domaine des Hautes Glaces et Westland
- Bilan Carbone scope 3 : sites d'Angers, de Cognac, de La Barbade, société DRM et transport des produits
- Réduction des gaz à effets de serre (GES)
- Suivi des vidéoconférences
- Suivi des déplacements : sites d'Angers, de Cognac et de Paris
- Émissions de GES du parc automobile : sites d'Angers et de Cognac

Investissements et formations

- Heures de formations QSE : sites d'Angers et de Cognac
- Montant des investissements annuels au titre de la sécurité, de la qualité et de l'environnement

2.7.4 PERTINENCE DES INDICATEURS

Les Indicateurs RSE retenus par Rémy Cointreau prouvent la réalité et la fiabilité des actions mises en œuvre par Rémy Cointreau en lien avec ses engagements RSE.

Ils contribuent à la prise de décision des utilisateurs de ces Indicateurs dans le cadre des plans de progrès établis pour atteindre les objectifs RSE de Rémy Cointreau.

— 2.8 TABLES DE CONCORDANCE

TABLE DE CONCORDANCE RSE BASÉE SUR LE DÉCRET N° 2012-557 DU 24 AVRIL 2012	PAGES
Informations sociales	
Emploi	
Effectif total (répartition des salariés par sexe, par âge et par zone géographique)	33-34
Embauches (contrats à durée déterminée et indéterminée, difficultés éventuelles de recrutement)	33-34
Licenciements (motifs, efforts de reclassement, réembauches, mesures d'accompagnement)	33-34
Rémunérations (évolution, charges sociales, intéressement, participation et plan d'épargne salariale)	35
Organisation du travail	
Organisation du temps de travail (durée du temps de travail pour les salariés à temps plein et à temps partiel, heures supplémentaires, main-d'œuvre extérieure à la société)	35
Absentéisme (motifs)	38
Relations sociales	
Organisation du dialogue social (règles et procédures d'information, de consultation et de négociation avec le personnel)	36
Bilan des accords collectifs	33, 36-37
Santé et sécurité	
Conditions de santé et de sécurité au travail	37-38
Accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail	33, 36-37
Taux de fréquence et de gravité des accidents du travail et comptabilisation des maladies professionnelles	38
Promotion et respect des dispositions des conventions fondamentales de l'OIT (respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective, élimination des discriminations, du travail forcé, abolition effective du travail des enfants)	32-33
Formation	
Politiques mises en œuvre en matière de formation	35-36
Nombre total d'heures de formation	36
Égalité de traitement	
Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	36-37
Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées	36
Politique de lutte contre les discriminations	36-37
Informations environnementales	
Politique générale en matière environnementale	
Organisation de la société et démarches d'évaluation ou de certification	42-43
Formation et information des salariés en matière de protection de l'environnement	39-40, 42-43
Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions	42-43
Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement	43
Pollution et gestion des déchets	
Prévention, réduction ou réparation des rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement	47-53
Prévention de la production, recyclage et élimination des déchets	47-49
Prise en compte des nuisances sonores	46-47
Prise en compte de toute autre forme de pollution spécifique à une activité	na

TABLE DE CONCORDANCE RSE BASÉE SUR LE DÉCRET N° 2012-557 DU 24 AVRIL 2012		PAGES
Utilisation durable des ressources		
Consommation d'eau et approvisionnement en fonction des contraintes locales		46
Consommation de matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité de leur utilisation		53
Consommation d'énergie, mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et recours aux énergies renouvelables		43-46
Utilisation des sols		39-43
Changement climatique		
Rejets de gaz à effet de serre		49-54
Adaptation aux conséquences du changement climatique		32, 51-53, 63
Protection de la biodiversité		
Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité		39-42
Informations sociétales		
Impact territorial, économique et social de l'activité		33-34, 37-40
Impact des activités en matière d'emploi et de développement régional		33-34, 37-40, 55
Impact de l'activité sur les populations riveraines ou locales		33-34, 37-40
Relations avec les parties prenantes		
Conditions du dialogue avec les parties prenantes (associations d'insertion, établissements d'enseignement, associations de défense de l'environnement, associations de consommateurs et populations riveraines)		55
Actions de partenariat ou de mécénat		39-42, 55
Sous-traitance et fournisseurs		
Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux		56
Importance de la sous-traitance et prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale		56
Loyauté des pratiques		
Actions engagées pour prévenir la corruption		56-57
Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs		57-58
Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme		32-33

TABLE DE CONCORDANCE RSE/OBJECTIFS DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)		Pages
ODD 3	Garantir la bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges/au travail	33-38, 57-58
ODD 4	Garantir une formation de qualité, sans exclusion, équitable, avec possibilité d'apprentissage pour tous	33, 35-36, 42
ODD 5	Égalité des genres : parvenir à l'égalité des sexes	33, 37
ODD 6	Assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau	48
ODD 8	Travail de qualité et économie/Promouvoir une croissance économique soutenue, le plein-emploi productif et un travail décent	40, 56
ODD 10	Réduire les inégalités, au sein des pays et d'un pays à l'autre	33-38
ODD 12	Consommation responsable/Garantir des modèles durables de consommation et de production	53
ODD 13	Agir contre le changement climatique et ses impacts	39-40, 51-53, 63
ODD 15	Exploitation durable du sol/protéger, restaurer et promouvoir une utilisation durable des écosystèmes terrestres/gérer les forêts de manière durable/Préserver la biodiversité	39-42
ODD 16	Paix et justice : Institutions efficaces et responsables	56-57

TABLE DE CONCORDANCE RSE/ENGAGEMENTS <i>GLOBAL COMPACT GC ADVANCED</i>		PAGES
Informations générales	Déclaration de soutien continu au <i>Global Compact</i> des Nations Unies et à ses principes, de la part du Président-Directeur général	2-3
	Description des politiques ou des actions mises en œuvre dans les domaines des droits de l'homme, des normes internationales du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption	32-33
	Indicateurs quantitatifs de mesure des résultats	34, 38, 56, 59-62
	Évaluation par un tiers externe crédible de l'exactitude et du périmètre des Informations	71-73
	Intégration de hauts standards de transparence et divulgation tels que les lignes directrices du GRI (<i>Global Reporting Initiative</i>)	70
	Intégration des objectifs de développement durable (ODD)	2-3, 32
	Actions pour faire avancer les objectifs de développement durable (ODD)	32
Critères GC Advanced : Implanter les 10 principes dans la Stratégie et les Opérations	Critère 1 : description de l'intégration dans les fonctions stratégiques et les unités opérationnelles	2-3, 32-33, 42-43, 57-58, 63
	Critère 2 : description de la mise en œuvre dans la chaîne de valeur	39-43, 56
	Critère 3 : description des engagements, stratégies ou politiques précis dans le domaine des Droits de l'homme	33-56
	Critère 4 : description des systèmes de management en place pour intégrer les principes des droits de l'homme	2-3, 33, 56
	Critère 5 : description des mécanismes de contrôle et d'évaluation en place pour l'intégration des principes liés aux droits de l'homme	2-3, 33-38, 56
	Critère 6 : formulation des engagements, stratégies ou politiques précis dans le domaine des normes du travail	33, 36-37, 56
	Critère 7 : description des systèmes de management en place pour intégrer les principes relatifs au travail	33-38, 55-57
	Critère 8 : description des mécanismes de contrôle et d'évaluation en place pour l'intégration des principes liés aux normes du travail	33, 36-38, 40, 56
	Critère 9 : formulation des engagements, stratégies ou politiques précis dans le domaine du respect de l'environnement	2-3, 32, 39-40, 56, 63
	Critère 10 : description des systèmes de management en place pour intégrer les principes relatifs à l'environnement	2-3, 32, 40, 42-43, 53, 56-57, 59-62
	Critère 11 : description des mécanismes de contrôle et d'évaluation en place pour l'intégration des principes liés à l'environnement	2-3, 32, 40, 56, 59-62
	Critère 12 : formulation des engagements, stratégies ou politiques précis dans le domaine de l'anti-corruption	2-3, 56-57
	Critère 13 : description des systèmes de management en place pour intégrer les principes relatifs à la lutte contre la corruption	56-57
	Critère 14 : description des mécanismes de contrôle et d'évaluation en place pour l'intégration des principes liés à l'anti-corruption	56-57
Critères GC Advanced : agir pour soutenir les objectifs plus larges des Nations Unies	Critère 15 : description des contributions du cœur de métier aux objectifs et problématiques plus larges de l'ONU	2-3, 32, 55
	Critère 16 : description des investissements stratégiques sociaux et de philanthropie	2-3, 32, 41-42, 55
	Critère 17 : description de la prise de position et de l'engagement en matière de politique publique	41-42, 51-53, 55, 57-58
	Critère 18 : description des partenariats et actions collectives	39-43, 55-56
Critères GC Advanced : gouvernance et leadership de la RSE	Critère 19 : description de l'engagement du président et de la direction	2-3, 32
	Critère 20 : description de l'adoption par le conseil d'administration et la surveillance	2-3, 32
	Critère 21 : description de l'implication des parties prenantes	32, 33-38, 40, 42-43, 56-58

TABLE DE CONCORDANCE RSE/INDICATEURS GLOBAL REPORTING INITIATIVE (GRI) – VERSION G4	PAGES
Stratégie et analyse	G4-1 2
Profil de l'organisation	G4-15 56
	G4-16 57
Profil du rapport	G4-33 2
Gouvernance	G4-34 52
	G4-48 52
	G4-51 32
Éthique et Intégrité	G4-56 56
	G4-58 56
Économie/Performance économique	G4-EC2 51
Environnement/Matières	G4-EN1 53
Environnement/Énergie	G4-EN3 44, 45, 59
	G4-EN5 44
	G4-EN6 43
Environnement/Eau	G4-EN8 46, 60
Environnement/Biodiversité	G4-EN13 42
Environnement/Émissions	G4-EN15 49, 50, 61
	G4-EN16 49, 50, 62
	G4-EN17 52
	G4-EN19 52
Environnement/Effluents et déchets	G4-EN22 48, 49, 61
	G4-EN23 47, 48, 60
Environnement/Produits et services	G4-EN27 53
Environnement/Transport	G4-EN30 54
Environnement/Généralités	G4-EN31 42
Environnement/Évaluation environnementale des fournisseurs	G4-EN32 56
Social/Emploi	G4-LA1 34
Social/Santé et sécurité au travail	G4-LA6 38
	G4-LA8 37
Social/Formation et éducation	G4-LA9 36, 40, 42
	G4-LA10 36
Droits de l'homme/Évaluation du respect des droits de l'homme chez les fournisseurs	G4-HR10 56
Société/Lutte contre la corruption	G4-SO4 56
Responsabilité liée aux produits/Étiquetage des produits et services	G4-PR3 58
	G4-PR5 58

— 2.9 RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDÉPENDANT SUR LES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES CONSOLIDÉES FIGURANT DANS LE RAPPORT DE GESTION

Aux Actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC ⁽¹⁾ sous le numéro 3-1050 et membre du réseau de l'un des commissaires aux comptes de la société Rémy Cointreau, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 mars 2018, présentées dans le rapport de gestion, ci-après les « Informations RSE », en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R. 225-105-1 du Code de commerce, préparées conformément aux référentiels utilisés par la société composés du protocole de reporting RH, environnement et sociétal dans sa version datée d'avril 2018 (ci-après les « Référentiels ») dont un résumé figure dans le rapport de gestion et disponibles sur demande auprès du directeur RSE à l'adresse suivante : christian.lafage@remy-cointreau.

Indépendance et contrôle qualité

Notre Indépendance est définie par les textes réglementaires, le Code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225 105 du Code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère, conformément aux Référentiels (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur la conformité aux autres dispositions légales applicables le cas échéant, en particulier celles prévues par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dite Sapin II (lutte contre la corruption).

Nos travaux ont mobilisé les compétences de quatre personnes et se sont déroulés entre février et juin 2018 sur une durée totale d'intervention d'environ six semaines.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes professionnelles applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et, concernant l'avis motivé de sincérité, à la norme internationale ISAE 3000 ⁽²⁾.

(1) Portée d'accréditation disponible sur www.cofrac.fr.

(2) ISAE 3000 – Assurance engagements other than audits or reviews of historical information.

1. ATTESTATION DE PRÉSENCE DES INFORMATIONS RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.

En cas d'absence de certaines Informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R. 225-105 alinéa 3 du Code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L. 233-1 du Code de commerce et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du même Code avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée au chapitre 2.7 du rapport de gestion.

Conclusion

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. AVIS MOTIVÉ SUR LA SINCÉRITÉ DES INFORMATIONS RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons mené quelques entretiens avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions RSE, Ressources Humaines Rémunération et Affaires publiques, en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié des Référentiels au regard de leur pertinence, leur exhaustivité, leur fiabilité, leur neutralité et leur caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE ;

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les Informations RSE que nous avons considérées les plus importantes ⁽¹⁾ :

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions, etc.), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;

(1) Informations sociales :

- indicateurs (informations quantitatives) : l'effectif total (Soc.1 Effectif total du groupe), les licenciements (Soc.5 Nombre de départs détaillés par raison), l'absentéisme (Soc.9 Taux d'absentéisme), les accidents du travail, notamment leur fréquence (Soc.10 Taux de fréquence des accidents du travail) et leur gravité (Soc.11 Taux de gravité des accidents du travail), les maladies professionnelles (Soc.12 Nombre de maladies professionnelles reconnues) et le nombre total d'heures de formation (Soc.14 Nombre d'heures de formation par sexe) ;
- Informations qualitatives : les rémunérations et leur évolution, l'organisation du temps de travail, les conditions de santé et de sécurité au travail.

Informations environnementales et sociétales :

- indicateurs (informations quantitatives) : la consommation d'énergie (Env.1 Consommations énergétiques totales, Env.1a Consommations d'énergie directe (combustibles), Env.1b Consommations d'énergie indirecte), la consommation d'eau (Env.2 Consommations d'eau), les rejets d'effluents (Env.3 Volumes d'effluents, Env.3a Taux de pollution des effluents/Demande biologique en oxygène en sortie de traitement (DBO), Env.3b Taux de pollution des effluents/Demande chimique en oxygène en sortie de traitement (DCO)), les postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre générés du fait de l'activité de la société, notamment l'usage des biens et services qu'elle produit (Env.11 – Bilan GES réglementaire – Émissions de GES [scopes 1 et 2]) ;
- Informations qualitatives : la politique générale en matière d'environnement (les démarches d'évaluation ou de certification, le montant des provisions ou garanties pour risques en matière d'environnement), les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement, les mesures de prévention, de recyclage, d'autres formes de valorisation et d'élimination des déchets, l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales, l'adaptation aux conséquences du changement climatique.

- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités que nous avons sélectionnées ⁽²⁾ en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente en moyenne 43 % des effectifs, 46% des consommations d'énergie et 27 % des volumes d'effluents considérées comme grandeurs caractéristiques des volets sociaux et environnementaux.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les informations RSE ne peut être totalement éliminé.

Conclusion

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées de manière sincère conformément aux Référentiels.

Paris-La Défense, le 15 juin 2018

L'Organisme Tiers Indépendant

ERNST & YOUNG et Associés

Eric Mugnier
Associé développement durable

Bruno Perrin
Associé

(2) Informations environnementales, sociales et sécurité : site de Mount Gay (Brandons, la Barbade).

Informations sociales : périmètre France (sociétés E. Rémy Martin & Cie, CLS France Holding, Cointreau, Domaines Rémy Martin, RCIMS France).

Informations environnementales et sécurité : sites de Rémy Martin (Cognac, France) et des Domaines Rémy Martin (Cognac, France).